

Holger Afflerbach, Sabine Mangold-Will, Ulf Morgenstern, Joachim Scholtysek (Hg.), Die Berliner Afrikakonferenz 1884/1885. Impulse zu einem umstrittenen globalen Ereignis, Leiden (Brill Academic Publishers) 2025, 638 S., 8 Abb. (Otto-von-Bismarck-Stiftung, Wissenschaftliche Reihe, 33), ISBN 978-3-506-79736-0, EUR 68,04.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Clara Torrão Busin, Paris

À l'occasion du 140^e anniversaire de la conférence de Berlin (1884–1885), la fondation Otto-von-Bismarck, du nom du chancelier allemand, et le Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland ont coorganisé une journée d'étude, qui a donné naissance à cet ouvrage collectif. Étant donné que le dernier ouvrage collectif consacré à la conférence remontait au centenaire de ladite conférence, le besoin de revisiter le sujet se faisait sentir. Les éditeurs souhaitent ainsi, à l'occasion de ce double anniversaire, proposer un état renouvelé de la recherche et mettre en perspective les débats récents, parfois polémiques, sur l'histoire coloniale européenne (12–13). L'ouvrage s'adresse à un public intéressé par l'histoire européenne et son passé colonial.

Les sept communications présentées lors de la journée d'étude ont été complétées par la contribution de nombreux auteurs, ce qui a donné lieu à cet ouvrage de 24 contributions réparties en sept sections. La première section est constituée par l'introduction des éditeurs qui situent cet ouvrage et la conférence dans le contexte de la recherche actuelle. La deuxième partie s'intéresse aux acteurs: six chapitres examinent les divers acteurs de la conférence, tels que Bismarck, l'empereur Guillaume, Jules Ferry et la délégation française, ou encore l'explorateur Henry M. Stanley. La troisième partie est consacrée aux intérêts étatiques, avec quatre chapitres dédiés aux intérêts allemands, britanniques, états-uniens et ottomans. La quatrième partie porte sur le droit, le commerce et la violence, avec trois contributions reflétant l'impact de cette conférence sur ces questions à l'échelle allemande ou européenne. La cinquième partie, avec deux contributions, analyse l'impact de cette conférence sur le traçage des frontières coloniales en Afrique, tandis que la sixième partie, avec trois chapitres, est consacrée aux conséquences de cette conférence à court et à long terme en Afrique, s'intéressant notamment à sa réception (post)coloniale en Namibie ou aux mouvements nationalistes qui l'ont suivie en Afrique. La dernière partie, avec cinq chapitres, se penche sur la réception de la conférence, en regroupant des analyses littéraires, par exemple sur le célèbre roman de Joseph Conrad, des analyses historiographiques sur la réception dans les études sur le fait impérial, ou encore des analyses de sa représentation dans les manuels scolaires en Allemagne.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

L'introduction souligne que, malgré son importance et la controverse qu'elle suscite, la conférence reste peu étudiée et est souvent présentée comme un événement mythique du partage de l'Afrique. L'ouvrage vise à offrir une vision plus complexe, en se concentrant sur les acteurs européens, les intérêts étatiques, la codification du droit, le commerce et la violence, la réception de cette conférence, et non seulement les frontières coloniales en Afrique, comme cela est, selon eux, souvent le cas. Les auteurs et autrices mobilisent diverses sources, notamment des archives diplomatiques dispersées dans plusieurs pays européens, et adoptent des approches issues de disciplines variées, comme l'histoire diplomatique, de la violence, du droit et des frontières coloniales, mais aussi des études littéraires et culturelles, ce qui constitue un atout pour cet ouvrage.

Parmi de nombreuses contributions remarquables, notons celle de Christine De Gemeaux, une analyse très pertinente, qui met en lumière les enjeux franco-allemands de cette conférence en reconstruisant la perspective des envoyés français. Tanja Bühler adopte une approche différente et montre comment la conférence de Berlin s'inscrit dans une série d'accords et de jurisprudences relatifs à la régulation transimpériale de la violence exercée dans les colonies. Elle inscrit ainsi cette conférence dans les travaux récents consacrés à l'histoire de la violence coloniale et à l'histoire transimpériale. Mathilde Leduc-Grimaldi propose une analyse approfondie d'Henry Stanley en tant qu'acteur politique, soulignant ainsi l'importance des acteurs non strictement politiques pour cette conférence. La grande quantité et la diversité des chapitres constituent la force de l'ouvrage, tout en limitant la cohérence globale.

Si l'objectif de rendre compte de la diversité des aspects abordés par la conférence de Berlin est atteint, certains choix éditoriaux peuvent surprendre. Dès l'introduction, l'absence de certaines références importantes issues des études africaines, comme par exemple l'ouvrage séminal dirigé par Anthony Asiawaju sur le partage de l'Afrique lors du centenaire de la conférence ou le dossier thématique récent «The Bounds of Berlin's Africa: Space Making and Multiple Territorialities in East and Central Africa» édité par Geert Castryck, peut étonner.¹ Bien que l'ouvrage s'inscrive solidement dans l'historiographie européenne, la prise en compte de l'historiographie du champ de l'histoire d'Afrique est laissée à l'initiative de chaque auteur. Ainsi, l'intégration des perspectives africaines dépend largement des contributions individuelles, plutôt que de constituer une préoccupation générale de l'ouvrage. Enfin, certains déséquilibres dans la représentation des acteurs et des perspectives sont visibles. Si certains participants européens,

¹ Anthony Asiawaju (dir.), *Partitioned Africans: Ethnic Relations Across Africa's International Boundaries, 1884–1984*, New York 1985; Geert Castryck, *Introduction: The Bounds of Berlin's Africa: Space-Making and Multiple Territorialities in East and Central Africa*, dans: *The International Journal of African Historical Studies*, 52/1 (2019), 1–10.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

comme l'Allemagne, la France ou le Royaume-Uni, sont analysés en détail, d'autres, tels que le Portugal ou l'Italie, restent largement absents. Les acteurs africains et non européens sont quasiment absents, cette double absence — de certains acteurs européens ainsi que d'acteurs africains et non européens — limite la compréhension de la conférence dans son contexte européen et global.

Malgré cela, cet ouvrage offre une richesse certaine, grâce à la diversité de ses chapitres, qui éclairent la conférence de Berlin sous des angles variés et complètent la vision de l'événement dans l'histoire européenne, avec une lecture multidimensionnelle, introduisant des thèmes habituellement moins présents dans les analyses, comme la violence, les acteurs et la réception de la conférence. Toutefois, la mobilisation d'un dialogue plus systématique avec les études africaines aurait permis d'aller au-delà de cette perspective européenne, en restituant pleinement le contexte global du XIX^e siècle et en intégrant les acteurs africains et non européens dans l'analyse, offrant ainsi une vision plus complète et transnationale de la conférence.

19.–21. Jahrhundert – Histoire
contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115129](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115129)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Éric Anceau, Histoire de la nation française. Du mythe des origines à nos jours, Paris (Tallandier) 2025, 522 p., ISBN 979-10-210-4655-9, EUR 24,50.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Andreas Fahrmeir, Frankfurt am Main

Das Wort *nation* hat viele Bedeutungen. Es kann, wie in den »Vereinten Nationen«, Staaten bezeichnen, aber auch Gemeinschaften, die sich durch etwas anderes definieren als durch die Zugehörigkeit zum selben Staat. Der Titel dieses Buches macht sich diese Ambivalenz zunutze, denn es geht Anceau für Mittelalter und Frühe Neuzeit um die Entstehung eines französischen Staates und um die mehr oder weniger überzeugenden Versuche, diesen mit einer nationalen Grundlage zu versehen. Für die Zeit seit der Entstehung der *nation républicaine* in der Französischen Revolution erzählt das Buch eine Geschichte des französischen Staates als Ausdruck dieser nun gewissermaßen zu sich selbst gekommenen Nation.

Anceau geht davon aus, dass drei historische Entwicklungen die moderne französische Nation schufen: der Aufbau staatlicher Institutionen; die Verbreitung einer gemeinsamen Sprache und Kultur; schließlich der Wunsch, eine Nation zu bilden. Ein gemeinsamer ethnischer Ursprung ist ausdrücklich nicht Teil dieses Entwurfs französischer Nationalgeschichte. Vielmehr zeichnet das erste Kapitel epochenübergreifend – von der Spätantike über den Mythos der Abstammung des Königshauses von Aeneas, historiographische Debatten im 18., 19. und 20. Jahrhundert bis hin zu Politikerreden der jüngsten Zeit – in konziser und amüsanten Form nach, wie Projektionen des Ursprungs »der« Franzosen auf die Ethnien der Gallier oder Franken dazu dienten, Aspekte »des« französischen Nationalcharakters historisch unangreifbar erscheinen zu lassen. Die Suche nach einem ethnischen Ursprung der Nation kann nach Anceau daher nur in die Welt der Geschichtsklitterung oder der Geschichtsmythen führen: Die französische Nation sei immer schon ein »millefeuille de populations d'origines différentes« gewesen.

Dagegen schufen die Vereinheitlichung der Herrschaftsordnung und die Ausbreitung einer gemeinsamen Sprache und Kultur bei aller Kontingenz die Grundlagen dafür, den politischen Herrschaftsverband als etwas zu verstehen, das über die Verbindung zwischen Monarchie und Untertanen hinausging. Dies war wiederum die Bedingung der letzten, entscheidenden Weichenstellung: die Ablösung der Nation von der Monarchie in den Diskursen der Aufklärung. Diese republikanische Nationsvorstellung realisierte sich zwar erst in der Dritten Republik endgültig, aber ihre zentralen Ideen waren nun in der Welt, auch wenn ihre Übersetzung in die Herrschaftspraxis in der Ersten Republik nur kurz gelang. Dem entspricht, dass die Entwicklungen des 19. Jahrhunderts bis 1870 in dieser Geschichte keine große



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Rolle spielen – die verschiedenen Versuche, eine erneuerte monarchische Herrschaft zu schaffen, erscheinen in dieser Perspektive vor allem als Irrwege.

Mit der Dritten Republik verschiebt sich der Fokus der Darstellung, wie schon einmal für die frühe Phase der Französischen Revolution, auf die Praxis der nun als Staat konstituierten Nation; der Text wird somit zu einer komprimierten Politik-, Sozial- und Rechtsgeschichte der französischen Republiken, die durch knappe Darstellung historischer Deutungsangebote der Nationalgeschichte ergänzt wird. Dabei ist der Grundton bis in die jüngste Vergangenheit optimistisch: Der Nation gelang es insgesamt gut, das Versprechen einer Verbindung von Zusammengehörigkeit und Freiheit, Sozialstaatlichkeit und Wachstum einzulösen und sich von den Verführungen antirepublikanischer oder antiegalitärer Politikentwürfe zu distanzieren, trotz aller Krisen und auch wenn sie sich immer neuen Herausforderungen von außen (durch militärische Bedrohung und internationale Konkurrenz) und von innen (durch radikale rechte politische Gegenentwürfe und politische und soziale Polarisierung) gegenüber sah.

Für die jüngere Vergangenheit trübt sich das Bild allerdings. Erstens vergrößerte sich die Distanz zwischen der Bevölkerung und den politischen Eliten, denen nicht zu Unrecht mangelnde Loyalität zur Nation (etwa im Vergleich zur EU), Unfähigkeit oder Korruption vorgeworfen werde. Zweitens verabschiedete sich die Republik zusehends vom Versprechen der Gleichheit, etwa im Schulsystem oder durch eine unübersichtliche Abstufung regionaler Autonomien. Drittens sei der bisherige Grundkonsens einer laizistischen Republik aufgegeben worden; an dessen Stelle drohe ein Nebeneinander unverbundener religiöser oder kultureller Milieus. Viertens fehle eine politisch überzeugend repräsentierte, allgemein anschlussfähige, auf die Nation ausgerichtete historische Erzählung, die es ihr leichter machen würde, ihren Willen zum Zusammenbleiben zu begründen und zu realisieren.

Anceaus Darstellung, die in Teilen eine Problemgeschichte von »Nation« am französischen Beispiel, in Teilen eine Geschichte Frankreichs als erfolgreichem Nationalstaat ist, lässt sich am besten als Versuch verstehen, ein solches Angebot zu machen. Konzeptionell knüpft sie immer wieder an der Vorstellung des späten Ernest Renan an, Nationszugehörigkeit sei primär eine Frage der Bereitschaft, sich dieser zugehörig zu fühlen, wobei Erinnern und Vergessen unterstützend wirken sollen. Was das Vergessen betrifft, so weist Anceau der Kolonialgeschichte Frankreichs wie überhaupt globalen Verflechtungen geringen Raum zu. Patrick Bouchérons Angebot einer *Histoire mondiale de la France* erscheint in dieser Perspektive weniger hilfreich als etwa Pierre Noras *Lieux de mémoire*. Da sich die französische Nation Anceau zufolge eher problemlos auf den Laizismus verständigt hat, treten religiöse Spannungen – von der Ablehnung Renans durch das katholische Frankreich über de Gaulles jungfräuliches Exil, um in Belgien eine Jesuitenschule besuchen zu können – in der

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2026.1.115130](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115130)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Darstellung in den Hintergrund. Die Liste der Auslassungen, die eben programmatisch und nicht durch Raummangel begründet sind, ließe sich fortsetzen. Sie ergibt sich aber aus Anceaus Frage an die Zukunft: Ob es gelingen könne, den besonders anspruchsvollen französischen Gesellschaftsvertrag, dessen historische Genese und Praxis das Buch skizzieren will, in die Zukunft zu retten. Das Ergebnis ist ein in manchem traditionaler Entwurf einer republikanisch-liberalen Nationalgeschichte, der vor allem in der Aufmerksamkeit, die er der Migrationspolitik widmet, neuere Forschungstendenzen repräsentiert. Anceau wirbt dabei für eine Politik der Offenheit für Migration, aber des Zwangs zur sprachlichen und kulturellen Assimilation.

Man kann das sehr gelehrte, elegant geschriebene und umfassend dokumentierte Buch allerdings auch gegen den Strich lesen, und das macht es besonders interessant. Das passiert, wenn man sich die Frage stellt, was der methodische Ansatz des ersten Teils für das Material des zweiten Teils bedeutet. Dann lädt das Buch zu einer Debatte darüber ein, welche historischen Parameter von Zusammengehörigkeit sich heute eigentlich sinnvoll als national beschreiben lassen, wer sie warum konstruiert und wie sich historischer Forschungsstand und historisch-politische Projektion heute zueinander verhalten. Das ist für die aktuellen politischen Debatten sicher hilfreicher, als es ein ganz geschlossener, widerspruchsfreier Entwurf einer kanonischen Nationalerzählung gewesen wäre.

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2026.1.115130](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115130)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Sophia Barth-Coorssen, Die Kunst des Geschäftemachens. Alois Miedl (1903–1970) – Eine Biografie zwischen Kommerz und Kunst, Köln, Weimar, Wien (Böhlau) 2025, 489 S. (Brüche und Kontinuitäten. Forschungen zu Kunst und Kunstgeschichte, 11), ISBN 978-3-412-53278-9, EUR 80,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Paul Franke, Marburg

Research on the art market remains partitioned along disciplinary lines, despite repeated and genuine calls for more collaborative and interdisciplinary perspectives. The distinct characteristics of art markets are one of the reasons, but equally responsible are different methodologies, deeply entrenched in the respective disciplines. These range from provenance research in art history to quantitative analysis in economics. Especially when it comes to the history of Nazi-occupied Europe's art market, this makes it difficult for researchers to address important questions about evolving business practices, market architecture, economic developments, and the role specific historical actors played within the complex network of businesses, collectors, art objects, and the violent dictatorship during the 1930s and 1940s.

Sophia Barth-Coorssen's biography of the German art dealer and businessman Alois Miedl (1903–1970) represents an ambitious and impressive attempt to bridge art history, contemporary history, and biographical research. Based on her dissertation, the book goes far beyond a reconstruction of Miedl's art acquisitions or a conventional narrative biography. Miedl was one of the leading art dealers in Nazi Germany and arguably the most influential dealer in the occupied Netherlands (12; 169–171). For Barth-Coorssen, he exemplifies a new type of art dealer that emerged under National Socialism: a »layman« (429), driven primarily by profit rather than connoisseurship. The book argues that understanding Miedl's success and influence requires a close examination of his broader business ventures – ranging from finance to resource extraction – and how they shaped his approach to the art market. This biography thus traces how Miedl transferred legal and illegal business practices from other sectors into art dealing as a new field he had begun to operate in.

Miedl's success resulted from multiple interdependencies: the increasingly capitalist art market, Nazi Germany's systematic plundering of art in occupied territories, and Miedl's extensive networks within Germany, which allowed him to position himself as a central market actor. He employed illicit practices such as deception, blackmail, bribery, straw-man transactions, and other unethical strategies to gain access to artworks and collections, while running parallel non-art related businesses in a similar



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

manner. Barth-Coorssen convincingly shows that Miedl anticipated the needs of the regime and presented himself as a reliable entrepreneur, enabling him to pursue his own economic goals while satisfying demands by the regime. His illicit and opaque practices predated the occupation of the Netherlands in 1940: Miedl continued many of them from before 1933 and into the postwar period (83–84). He transferred these practices to the art market, rather than developing them specifically for it. His methods and networks were adaptable rather than tied to a specific political regime; they even helped him to conceal his involvement with National Socialism after 1945. Miedl's business success thus emerged from the alignment of personal agency, economic experiences, and shifting systemic conditions.

Barth-Coorssen presents Miedl as a complex figure: a global businessman, art dealer, and criminal entrepreneur. Drawing on an extraordinary range of primary sources, she carefully reconstructs how he organized, adapted, and concealed his business activities. This focus is reflected in the book's structure, which prioritizes economic ventures over personal life events. The introduction outlines both Miedl's historical significance and the challenges of researching him, given the fragmented, dispersed, and often deliberately misleading nature of his records (11–19). After a brief biographical overview, the book traces his early collaboration with banker Johannes Witzig in 1925, a relationship crucial to the development of his licit and illicit entrepreneurial skills (39–40).

Subsequent chapters examine the expansion of Miedl's businesses in the late 1920s and early 1930s, as well as his growing international reach after 1933. The most extensive section, chapter seven, focuses on his activities in the Dutch art market during the occupation. Across 29 subchapters, Barth-Coorssen reconstructs Miedl's art acquisitions, his networking and relationship with Nazi elites such as Hermann Göring, and his involvement in illicit and black-market activities. She links detailed empirical findings to broader art market trends while addressing gaps in the archival documentation. Importantly, she investigates Miedl's personal responsibility in cases of unlawful and immoral art acquisition, deconstructing his postwar self-portrayal as hesitant to cooperate with the regime. Chapter seven is therefore the heart of the book and each subsection offers a rich and elaborate account of Miedl's far reaching activities. Chapters eight and nine examine the postwar period, showing the continuity of his economic dealings and his personal lifestyle through his De-Nazification proceedings and legal disputes from the 1950s right until his death in 1970 (438).

The book demonstrates how Alois Miedl profited from both the Nazi regime and the restructuring of the modern art market during the 1930s and 1940s. It also shows how deeply he was entangled in the regime's unlawful art acquisitions, giving many examples reconstructed from a close examination of primary source material. Its core arguments – particularly regarding the transfer of capitalist and illicit business practices into the art market –

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115131](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115131)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

are convincingly developed and open new avenues for dialogue between economic history and art history. Other claims, however, would have benefited from more thorough argumentation. The characterization of the book as an »actor-based global history« (org.: »akteurszentrierte Globalisierungsgeschichte«, 13) is not sufficiently connected to the existing global history scholarship, and the assertion that Miedl was a trailblazer of a capitalist art market would have benefited from a much deeper engagement with the historiography of capitalism and a broader approach to the shifting characteristics of the twentieth century-economy of art.

Barth-Coorssen has written an important and meticulously researched biography of a central figure in the German and European art market of the 1940s. Her research draws upon an exceptional body of primary sources from archives located in Germany, the US, the Netherlands, Liechtenstein, France, and the UK. While Barth-Coorssen's work makes a significant contribution to the study of the Nazi art market and its economic history, it also showcases the value of interdisciplinary approaches, and how art and economic history could benefit from each other's perspectives. While the book does not read like a traditional narrative biography, it is the first comprehensive account of Miedl's life, as an international and widely connected entrepreneur. Future research on Alois Miedl, his acquisitions, business partners, political connections, and his role in the art market can thus draw on this impressive study as a starting point.

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115131](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115131)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Andrej Bartuschka, Birgit Bublies-Godau, Elisabeth Thalhofer, Kerstin Wolff (Hg.), Die Modernität von 1848/49. Ambivalente Aufbrüche und neue Zugänge zur Revolution, Bielefeld (Aisthesis Verlag) 2025, 457 S., Abb. (Vormärz-Studien, 48), ISBN 978-3-8498-2082-4, EUR 40,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Corentin Marion, Paris

En 2023, les cent-soixante-quinze ans de 1848 ont apporté un certain nombre de nouvelles publications en Allemagne, en France et au-delà. Outre-Rhin, la révolution de Mars a ainsi été interprétée dans un certain nombre de cercles politiques comme le début de la démocratie allemande et du parlementarisme, avec l'actuelle République fédérale dans sa continuité – un héritage vu comme à défendre alors que des forces antidémocratiques prennent de l'ampleur.¹ Tout ceci est bien résumé dans l'avant-propos à l'ouvrage discuté ici, rédigé par l'ancienne présidente du Bundestag, Bärbel Bas (SPD), qui résume en peu de mots la tonalité de cet anniversaire: »Die Beschlüsse der Nationalversammlung wurden keine Wirklichkeit. Aber sie haben unsere Demokratie nachhaltig geprägt. Auch das Grundgesetz steht in der Tradition, die in der Frankfurter Paulskirche begann. Es ist wichtig, dass wir uns bewusst machen, wie weit die Anfänge unserer freiheitlichen Gesellschaft zurückreichen« (9).

L'ouvrage collectif dont il est ici question s'insère dans cette tendance et réunit la plupart des communications d'un colloque du même nom qui s'est tenu à Francfort-sur-le-Main voilà maintenant trois ans. Le volume, dirigé par trois archivistes et une chercheuse indépendante, réunit un grand nombre de spécialistes de 1848, des historien·ne·s mais aussi des spécialistes de littérature, de philosophie ou encore d'histoire de l'art. Cette interdisciplinarité est précisément une des forces de cet ouvrage. Le but affiché de celui-ci est d'interroger les liens entre modernité, démocratie et révolution dans les domaines politiques, sociaux et culturels et de comprendre la percée démocratique de 1848/1849 à une échelle régionale et nationale, d'en dégager les inscriptions transatlantiques et européennes, ainsi que les ambivalences. Ce volume offre plusieurs tentatives de réponse à travers une pluralité de domaines pour bien saisir la complexité de la révolution par de nouveaux angles et approches de recherches et il ambitionne de proposer une contribution à l'histoire des révolutions et aux réflexions sur les défis des ordres démocratiques hier comme aujourd'hui.

¹ Pour un aperçu général, cf. Silke Mende, Blick zurück in der Krise? Wie Deutschland an drei große Demokratiegebühren erinnert, dans: Historische Zeitschrift 321/1 (2025), 111–143, DOI: [10.1515/hzhz-2025-0022](https://doi.org/10.1515/hzhz-2025-0022).



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

La construction de l'ouvrage est toutefois assez classique et suit six grandes parties: des innovations aux formes modernes de participation politique, en passant par les biographies révolutionnaires, les mouvements sociaux et d'émancipation féminine ou encore la littérature et la mémoire de la révolution. Il ne saurait être question de rendre compte de chacune des 21 contributions, mais après avoir présenté les principaux éléments de l'introduction, nous pointerons quelques contributions qui nous semblent parmi les plus originales.

L'introduction en tant que telle est signée par Birgit Bublies-Godau. Elle s'ouvre sur un bilan historiographique, qui entend dégager les éléments sur lesquels la recherche a avancé, notamment depuis le cent-cinquantième en 1998. D'après l'autrice, le grand dynamisme de l'historiographie de la fin des années 1990 avait déjà permis de faire ressortir de nouveaux sujets (participation des femmes, biographies en révolution, connaissance plus fine de la gauche du parlement de Francfort), tant et si bien que l'histoire des révolutions a pu ensuite paraître être un champ saturé voire épuisé. Les années 2000 et 2010 ont ainsi, d'après B. Bublies-Godau, été un grand moment de synthèse, travaillé par un concept élargi du politique dans le sillage de la nouvelle histoire culturelle allemande. Ce fut aussi un moment de désenclavement du 1848 allemand, désormais intégré dans un espace européen et transatlantique sans pour autant négliger les analyses régionales. Aujourd'hui, c'est davantage l'histoire de la démocratie (*Demokratiegeschichte*) qui ouvre de nouveaux débats académiques et mémoriels, détachant 1848 de la question de la violence et l'inscrivant plus nettement dans un moment d'accélération du déploiement de la »démocratie occidentale moderne«.

C'est précisément dans ce renouvellement que le volume s'inscrit. Il n'est ainsi plus question d'échec ou de répression, mais plutôt de la place centrale de 1848 dans le »cheminement démocratique« allemand et européen, dans la mobilisation et la politisation des sociétés. La révolution n'est plus marginale, mais au cœur de ces processus. Pour autant il ne s'agit pas de suivre un mouvement linéaire, téléologique, mais de procéder à une historicisation de ce que la démocratie (dans ses acceptions théoriques, ses pratiques, etc.) signifie alors pour les acteur·rice·s. Pour ce faire, l'accent est mis sur le concept d'ambivalence emprunté aux travaux sur la modernité, pour différencier la vision de la révolution, mettre en avant les tensions internes à la dynamique révolutionnaire afin de mieux saisir les »espaces du possible« (*Möglichkeitsräume*, 40) et les perspectives d'évolution postrévolutionnaires. Il est cependant dommage, que cette voie ne soit pas toujours suivie de manière conséquente dans toutes les contributions. Malheureusement, l'état de l'art est contradictoire par endroits et peine à dégager de manière convaincante des grandes tendances et des moments dans l'historiographie allemande de la révolution de 1848 et des révolutions en général, faisant assez peu de cas de l'historiographie internationale. Une comparaison avec l'historiographie anglophone ou francophone, ou même avec



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

l'historiographie d'autres révolutions aurait pu peut-être renforcer ou enrichir les analyses de l'autrice.

Enfin, nous nous permettons de pointer quelques contributions qui nous paraissent particulièrement porteuses vis-à-vis de la question de la »modernité« de 1848 qui est au cœur de l'ouvrage – un tour d'horizon qui ne peut qu'être partial et arbitraire. La contribution d'Andreas Fahrmeir sur les prophéties et les visions du jugement dernier dans la presse radicale montre bien l'imbrication et l'articulation originale entre des éléments démocratiques et religieux, non sans lien avec des théories du complot, des pseudo-sciences comme le magnétisme et somnambulisme, ce qui pose à nouveaux frais la question de la place de la sécularisation dans ces mouvements et dans les imaginaires politiques du mitan du XIX^e siècle. L'étude de Katharina Thielen, issue de sa thèse, se penche sur les formes de participation et de pratiques démocratiques dans les territoires rhénans de la Prusse, pourtant soumis à une forte censure. Elle a identifié et analysé dix domaines relevant de l'infrapolitique et de formes d'autonomies dans le contexte de restauration autoritaire du pré-mars, qui entament une transformation du politique qui culmine avec 1848.

Christian Jansen revient sur les tendances impérialistes des députés du parlement national de Francfort lors des débats sur la Pologne, sur la flotte ou encore sur les colonies, dans la lignée des travaux de Hans Fenske ou plus récemment de Frank Lorenz Müller. L'impérialisme est alors vu comme une solution potentielle aux problèmes sociaux et économiques de l'espace germanique, tout en revendiquant un droit de la nation allemande à la puissance mondiale et à l'expansion. Olaf Brieze revient sur le mouvement associationiste allemand qui se trouve accéléré par la révolution de 1848 et démontre à partir de l'exemple des tailleurs et menuisiers berlinois la force de ce mouvement, qui s'organise »par en-bas«. Enfin, Vincent Dold s'intéresse au travail militant des femmes via leurs correspondances. Loin de ne s'intéresser qu'aux intellectuelles, il inclut des femmes de tous les milieux et montre que leur »travail épistolaire«, véritable travail politique, est une manière de participer activement à la révolution et de faire rentrer la maison dans l'espace révolutionnaire, qui ne se limite pas à la rue et au parlement.

En conclusion, on peut regretter que le prisme de la modernité ne soit pas suivi de manière conséquente sur toutes les contributions et que celles-ci laissent parfois le lecteur en attente d'analyses plus poussées. Malgré une majorité de femmes parmi les éditrices, les contributions sont essentiellement l'œuvre d'hommes (15 hommes contre seulement 6 femmes si l'on met de côté l'introduction et les divers avant-propos). Quoi qu'il en soit, ce volume montre dans une grande variété de domaines que l'historiographie sur 1848 est encore très active et soulève de nombreuses questions, plus de cent-soixante-quinze ans après sa fin, preuve de l'actualité et de la modernité de cette révolution.

19.-21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115132](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115132)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

John Barzman, Les dockers du Havre, de la Révolution à nos jours, Mont-Saint-Aignan (Presses universitaires de Rouen et du Havre) 2024, 514 p., ISBN 979-10-240-1795-2, EUR 29,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Lex Heerma van Voss, Utrecht

Le Havre was founded in the early sixteenth century as Paris' port at the mouth of the Seine and France's port for colonial trade with the Americas and other territories around the globe. Originally it was also a naval port, but in 1823 the French navy opted for Cherbourg. At the end of the eighteenth century, Le Havre was the second port of France after Nantes. Today it still is, however after Marseille. John Barzman devoted his scholarly career to documenting and researching the history of the dockers in this important port, which resulted in a large number of publications. The book under review here can be considered as his *magnum opus*, summarizing decades of research. For this publication, Barzman received the 2025 Prix Pellegat of the Académie des sciences, des belles lettres et des arts de Rouen.

The book retraces the history of dockers in Le Havre's port from the French Revolution to 2020. The French Revolution did away with corporations like the guilds, but in Le Havre the *métiers* of wheelbarrowers, porters and weighers, coopers, sail and rope makers, coal carriers, clerks and watermen remained the dominant way of organising port workers for half a century onward. These organisations comprised a couple of hundred men, who enjoyed a stable income and belonged to the elite of local workers. When there was more cargo to be loaded and unloaded than these workers could handle, other *métiers* and casual workers were employed.

After the middle of the nineteenth century port traffic increased and the number of casual port workers hired for one shift at a time exploded. They mostly belonged to the poorest of Le Havre's proletariat and their employment started the period of the prototypical docker. From 1885 on cargo handling was more and more mechanised. At first cranes became more dominant, followed in the 1940s by pallets and forklifts and from the 1960s onward by containers. The complex routing of the containers has in recent decades been supported by informatisation.

From the late nineteenth century until 1928 there was a period where neither the dockers nor their employers were dominant in the struggle over working conditions in the port of Le Havre. But from the later date every docker had to belong to the *syndicat*, the local trade union of port workers. Until 1965 the high rate of unionization meant that it could exercise real power in the port and obtain substantial improvements in pay and working conditions. With the arrival of the container, the number of dockers fell, but



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

pay rose, issuing in a prolonged »golden age of the docker«. Where in some other ports, like Liverpool, containers meant the end of the power of the dockers' union, in Le Havre the dockers' union continued as a force to be reckoned with.

In his conclusion Barzman juxtaposes three images of the Le Havre docker. One is that of the lazy uninterested worker, too fond of alcohol, who steals from the cargo whenever he can and whose faults are covered by his trade union. The second one sees this as how dockers were in the past, when dirty manual work was dominant and before the occupation became more professionalised with increasing mechanisation. Today dockers are qualified and serious workers, involved in their port's competition with other Northwestern-European ports. The fact that a few bad apples exist and are integrated in the workforce is seen as proof of the humanity of the workforce as a whole. The third image shows the docker as an exemplary class-conscious militant with a penchant for equality and solidarity. Le Havre dockers for instance struck against the transport of weapons to Indochina in the 1950s.

Barzman does not attempt to choose between these conflicting images, even if it is clear to the reader that his feelings towards his subject are quite positive. What is more, for him the conflicting images apply to the *havrais* dockers specifically. The latter is his approach throughout the book. All the elements mentioned above can also be found in other ports. That is true for the long survival of guildlike organisations; for the existence of a period with less organisation and more casual workers; for the persistence of strong unions that were prone to unite and strike in solidarity with colleagues in their port, dockers elsewhere or other workers; for the fall in the number of dockers due to mechanization and containerization. They can be found elsewhere, but not everywhere, and the outcome may differ to a large degree, as we saw with the consequences of containerization in Liverpool and Le Havre. Barzman is well aware both of these similarities and the occasional differences between La Havre and other ports, and time and again informs the reader about them. But he does not systematically compare Le Havre with other ports to explain them, nor does he look for structural explanations of factors like the militancy of dockers (as for instance Marcel van der Linden does in the introduction to the book).

In the two and a quarter century treated in the book much changed, but as late as 1996 the *syndicat* managed to preserve the right of sons of dockers to be hired before other workers. Barzmans forte is the detailed description of this *longue durée* of dockers' history in his port of choice. That results in both an engaging story and a *Fundgrube* of information on the port of Le Havre and its dockers.

19.-21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115133](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115133)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Françoise Blum, Guillaume Tronchet, Ludivine Bantigny, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), Les passeurs de révolte. Étudiants et intellectuels étrangers et postcoloniaux en France dans les années 1968, Rennes (Presses universitaires de Rennes) 2025, 248 p., ISBN 978-2-7535-9834-8, EUR 24,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Christian Jacobs, Berlin

In der französischen Protestgeschichte ist das Jahr 1968 zurecht titelgebend für die »années 1968« geworden. Die Streik- und Protestbewegung 1968 legte Frankreich für Wochen lahm und inspirierte in den Folgejahren die Gründung von unzähligen sozialen Bewegungen. Deutlich weniger diskutiert wurde bisher der Anstieg der ausländischen Studierendenzahlen in Frankreich und der Welt in den 1960er-Jahren. Weltweit stieg die Anzahl ausländischer Studierender von 240.000 im Jahr 1960 auf 440.000 im Jahr 1968 (15). Der Sammelband *Les passeurs de révolte* schließt eine Forschungslücke, indem er diese beiden historischen Entwicklungen verbindet: die Protestgeschichte der sogenannten *années 1968* sowie die steigende Bedeutung der ausländischen Studierenden in Frankreich.

Der Band widmet sich der Rolle der ausländischen Studierenden und Intellektuellen während der Protestbewegungen rund um das Jahr 1968 in vier Teilen. Der erste Teil untersucht das Verhältnis zwischen Protestbewegungen und unterschiedlichen Studierendengemeinschaften (aus Portugal, den französischen Überseedepartments, Polynesien und Kambodscha). Im zweiten Teil erforschen drei Artikel »rencontres improbables« (101) während der *années 1968* zwischen französischen Linken und desertierten Soldaten der USA, lateinamerikanischen Feministinnen sowie britischen Linken. Im dritten Teil zeichnen vier Beiträge die transnationalen Lebenswege von Einzelpersonen nach. Im vierten Teil interpretieren eine Autorin und drei Autoren einzelne Primärquellen aus den sozialen Bewegungen. Eine Einleitung von Françoise Blum und Guillaume Tronchet ordnet den Sammelband in methodische und historiografische Debatten ein. Ein Nachwort von Michelle Zancarini-Fournel fasst die wesentlichen Erkenntnisse und Fragen zusammen, die sich aus dem Band ergeben.

Die Beiträge knüpfen dabei an Arbeiten an, die die transnationale Zirkulation von Ideen, Praktiken und Personen während der »global 1960s« untersucht haben.¹ Unter dem Einfluss der



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

¹ Samantha Christiansen, Zachary A. Scarlett (Hg.), *The Third World in the Global 1960s (Protest, Culture and Society, 8)*, New York 2013.

Globalgeschichte haben Historiker:innen etwa die Dritte-Welt-Solidarität und den Internationalismus der französischen Linken erforscht. Der Rolle der ausländischen Studierenden und Intellektuellen in Frankreich haben sich Historiker:innen bisher trotzdem selten gewidmet. Ausnahmen sind Arbeiten zu einzelnen Personen und Netzwerken sowie ein Sammelband über die afrikanischen Studierenden und 1968.² Mit Fokus auf Studierende aus Asien, Europa und den Amerikas liefert *Les passeurs de révolte* deshalb einen wichtigen Beitrag, um die transnationale und globale Dimension der Protestbewegungen rund um 1968 zu verstehen. Ohne auf alle einzelnen Beiträge eingehen zu können, möchte ich zwei wichtige Impulse an der Schnittstelle von Migrations- und Protestgeschichte hervorheben.

Die Beiträge unterstreichen die wechselseitigen Verbindungen zwischen unterschiedlichen Räumen und Netzwerken. Ausländische Studierende importierten 1968 Erfahrungshorizonte und Ideen aus ihren Herkunftsländern nach Frankreich. Studierende aus den Diktaturen in Griechenland, Brasilien, Chile oder Portugal deuteten die antiautoritäre Revolte der *années 1968* etwa vor dem Hintergrund der autoritären Strukturen im Heimatland. Portugiesische Student:innen importierten dementsprechend antifaschistische Ideen und Praktiken (29–55). Zugleich prägten die Diktaturen im Heimatland den Aktivismus, nicht zuletzt durch den Einfluss ihrer auch in Frankreich tätigen Sicherheitsdienste. Umgekehrt politisierte 1968 ausländische Studierende und beeinflusste ihren Aktivismus auch nach der Rückkehr in die Heimat. Clémence Maillochon bezeichnet etwa die Studierenden aus Französisch-Polynesien, die 1968 in Paris waren, als »jeunes pousses du mouvement identitaire Mā’ohi« (71). Die Einleitung deutet diese wechselseitigen transnationalen Verbindungen treffend als »l’import-export de la révolte« (18). Durch die Sammlung unterschiedlicher Geschichten führt der Band vor Augen, wie vielfältig diese Importe und Exporte in ihren materiellen Realitäten waren, je nachdem wo die Studierenden herkamen und welche Zugänge sie dadurch in Frankreich hatten.

Während die Forschung zu den *global 1960s* häufig transnationale Verbindungen betont hat, werden in dem Band auch die Grenzen und Hürden für die Zirkulation von Personen und Ideen mitgedacht. Verschiedene Umstände erschwerten den ausländischen Studierenden die Teilnahme an politischen Bewegungen: die bereits zitierten ausländischen Sicherheitsdienste, die besonders gegen Ausländer:innen gerichtete Repression durch den französischen Staat und drohende Ausweisungen, ideologische Differenzen mit den dominanten französischen Akteur:innen sowie mangelndes gegenseitiges Interesse an den jeweiligen Anliegen. So diskutiert

² Ophélie Rillon u. a. (Hg.), *Étudiants africains en mouvements: contribution à une histoire des années 1968* (Histoire contemporaine, 16) Paris 2016; Vgl. Daniel A. Gordon, *Immigrants & Intellectuals: May ’68 & the Rise of Anti-Racism in France*, Pontypool 2012.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l’Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Marie Aberdam, warum die kambodschanischen Studierenden sich eher wenig an den Protesten 1968 beteiligten. Große Teile der kambodschanischen Gemeinschaft hatten im Gegensatz zur französischen Linken Sympathien zu Präsident Charles de Gaulle, nachdem er 1966 nach Kambodscha gereist war und während der Dekolonisierung für die »autodetermination« geworben hatte. Viele linke Studierende aus dem Land wiederum standen der Kommunistischen Partei Frankreichs nahe. Sie lehnten, genauso wie die Partei, die Studierendenbewegung ab (95). Zugleich interessierten sich französische Linke weniger für Kambodscha als für das Nachbarland Vietnam und den Krieg gegen die USA. Mit Geschichten wie dieser macht der Band das Bild komplexer und relativiert den Mythos, dass der Mai 1968 weltweit einflussreich war.

Mein einziger Kritikpunkt bezieht sich auf die gestalterische Umsetzung des vierten Teils, in dem Historiker:innen Schlüsselquellen interpretieren. Die Primärquellen sind so klein gedruckt, dass das ansonsten innovative Format leider für mich nicht funktioniert hat und ich die Texte wie Artikel gelesen habe, ehe ich versucht habe, die Quellen zu entziffern.

Spannend hätte ich es außerdem gefunden, wenn die Frage der Chronologie von einzelnen Beiträgen expliziter diskutiert worden wäre. Während gerade im ersten Teil der Fokus klar auf dem Mai und Juni 1968 liegt, diskutieren einige der folgenden Beiträge längere Zeiträume im Sinne der *années 1968*. Hier hätte ich weitere Reflexionen über die Unterschiede zwischen der einmaligen Teilnahme an einer Demonstration 1968 und dem jahrelangen Aufbau etwa der lateinamerikanischen feministischen Netzwerke in den 1970er-Jahren interessant gefunden. Die vielfältigen Fallstudien würden sich sehr gut eignen darüber zu diskutieren, was sich für Historiker*innen ändert, wenn wir allein den Mai 1968 oder doch die *années 1968* analysieren.

Dies versteht sich weniger als Kritik, denn als eine Weiterführung des sehr lesenswerten Bandes. *Les passeurs de révolte* schließt eine wichtige Forschungslücke und eröffnet neue Perspektiven auf historiografische Debatten, indem globale, wechselseitige Verflechtungen der *global 1960s* ebenso wie deren Grenzen in ihren jeweiligen materiellen Realitäten in den Blick genommen werden. An diese Impulse könnten zukünftige Arbeiten, nicht zuletzt Untersuchungen mit Blick auf Deutschland, fruchtbar anknüpfen.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Sylvie Chaperon, Catherine Deschamps, Emmanuelle Retailaud, Christelle Taraud, Histoire des sexualités en France, XIX^e–XXI^e siècle, Paris (Armand Colin) 2024, 520 p. (Mnémosya), ISBN 978-2-200-63337-0, EUR 26,90.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Veronika Settele, München

Sylvie Chaperon, Catherine Deschamps, Emmanuelle Retailaud und Christelle Taraud haben eine kollektive Monografie zur Geschichte der Sexualitäten in Frankreich seit dem 19. Jahrhundert geschrieben. Die Kapitel stammen jeweils aus der Feder einer Autorin, seien jedoch von den anderen Dreien gelesen und redigiert worden. Es handelt sich um ein synthetisierendes, 500 Seiten starkes Handbuch, dessen Zielgruppen, so die Autorinnen in der Einleitung, Studierende, Lehrer:innen der Sekundarstufe sowie die interessierte Öffentlichkeit seien. Damit stapeln die Verfasserinnen tief, das Buch wird sich ebenso als unverzichtbar für Historiker:innen erweisen, die auf der Suche nach einem komprimierten und dennoch profunden Einblick in die Geschichte der Sexualität im modernen Frankreich sind.

Vor diesem Hintergrund ist es hilfreich, dass das Buch entlang klassischer Zäsuren gegliedert ist. Der erste von drei Teilen beginnt 1789, endet 1914, ist mit »Le grand siècle de la morale bourgeoise« überschrieben und stammt überwiegend – zu vier von fünf Kapiteln – aus der Feder Christelle Tarauds, die an der NYU Paris lehrt und Mitglied des Centre d'histoire du XIX^e siècle (Paris I – Sorbonne Université) ist. Das Panorama beginnt mit der reproduktiven, ehelichen Heterosexualität – also Vaginalverkehr ohne Verhütung innerhalb einer nur heterosexuell möglichen Ehe –, die seit dem späten 18. Jahrhundert von staatlicher, religiöser und medizinischer Seite als herrschende Norm hervorgebracht worden sei und gegen die sich alle kommenden Kämpfe richteten. Nachdem der Code civil (1804) die Frau – in den Worten Napoleon Bonapartes – zum Eigentum ihres Mannes gemacht habe, dem sie Gehorsam schulde im Austausch für Schutz, legitimierten zunächst Pfarrer, Moraltheologen und Beichtväter, bald zusätzlich praktische Ärzte und wissenschaftlich arbeitende Sexualmediziner eine Hierarchie der Geschlechter, die habituelle sexualisierte Gewalt in der Ehe und die gesellschaftliche Ächtung unverheirateter Mütter und sich prostituierender Frauen mit sich brachte. Vier französische Revolutionen – 1789, 1830, 1848 und 1871 – änderten daran nichts. Allerdings wurde der »égoïsme masculin« für Feminist:innen und Anarchist:innen gerade durch das Ausbleiben von Veränderung skandalös und motivierte gesellschaftspolitisches Engagement für Verhütung, die Ermöglichung ungefährlicher Abtreibungen zur Vermeidung von Kindstötungen oder die Abschaffung der Prostitution in der Belle Époque.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Teil zwei, »D'une guerre à l'autre«, nimmt die Jahre von 1914 bis 1945 in den Blick und ist von Emmanuelle Retaillaud geschrieben, seit 2020 Professorin für Frauen- und Geschlechtergeschichte an der Sciences Po Lyon. Retaillaud beginnt mit den familiären und demografischen Brüchen des Ersten Weltkriegs, der zeitgenössisch ausgiebig thematisierten Sexualität der Soldaten und der durch den Krieg erleichterten Grenzüberschreitungen, etwa in Form homoerotischer Kontakte unter Soldaten. Die anschließenden *années folles* werden kritisch evaluiert. Zahlreiche Abschnittsüberschriften, wie etwa »Un nouvel aventurisme sexuel?«, sind als Fragen formuliert. Eindeutig seien jedoch die zunehmende Sichtbarkeit einer queeren Subkultur und ein Verlangen nach erotischem Vergnügen, das in Film und Fotografie sichtbar wurde. Für die Zwischenkriegszeit konstatiert Retaillaud Pronatalismus und demografische Ängste, während gleichzeitig Verhütung und Schwangerschaftsabbrüche die Regel waren. Vichy-Frankreich wird als Rache gegen den Geist des Genusses (»l'esprit de jouissance«) gedeutet, im Rahmen derer Ehebrecherinnen und Homosexuelle als Gefahr für die Gesellschaft gebrandmarkt und verfolgt wurden, während Krieg und Besatzung gleichzeitig neue Räume für erotische, auch homoerotische Begegnungen öffneten. Die anschließende »Befreiung« sei keine der Sitten gewesen, ablesbar an der Zunahme sexualisierter Gewalt und der Deutung des Vichy-Regimes und der Kollaboration als homosexuell.

Teil drei, »De 1945 à nos jours«, ist zur ersten Hälfte von Sylvie Chaperon, Professorin für Zeit- und Geschlechtergeschichte an der Université de Toulouse Jean-Jaurès, geschrieben und zur zweiten Hälfte, beginnend 1981, von Catherine Deschamps, Professorin für Anthropologie an der École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris la Villette. Chaperon skizziert einen 20 Jahre währenden Kalten Krieg der Geschlechter (»la guerre froide du sexe«), in dem die Politik Mutterschaft und Kinderreichtum aufwertete und Homosexualität, Sexualerziehung und Gegenentwürfe abwertete, etwa Simone de Beauvoirs *Le Deuxième sexe* oder die auch in Frankreich rasch rezipierten Studien des US-amerikanischen Biologen Alfred Kinsey zum empirischen Sexualverhalten von Männern und Frauen. Zwar versieht Chaperon das anschließende Kapitel zu den »Jahren der sexuellen Revolution« (»années de la révolution sexuelle?«) mit einem Fragezeichen, wie es inzwischen Standard geworden ist, weil die Umbrüche weder so plötzlich noch so allumfassend waren, wie es der Revolutionsbegriff suggeriert. Dennoch zeigt die Autorin auf, wie radikale soziale Bewegungen – zur Befreiung der Frau, gegen sexualisierte Gewalt gegen Frauen, für legale Abtreibungen, die Entstigmatisierung männlicher und weiblicher Homosexualität sowie der Prostitution – und die Vermarktlichung der Sexualität legislative Änderungen zugunsten weiblicher Selbstbestimmung und gleichberechtigter Familienführung anstießen.

Für die Jahre 1981 bis 1996 fokussiert Deschamps auf die Emanzipation und soziale Integration männlicher Homosexueller und die neoliberale Vermarktlichung auch dieser Sexualität insbesondere in Paris mit zahlreichen Treffpunkten und Sexshops.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Zwischen 1979 und 1989 erhöhte Aids die Sichtbarkeit des schwulen Milieus und verband Sexualität von Neuem mit Gefahr – ähnlich der Verbreitung der Syphilis zu Jahrhundertbeginn. Im Unterschied zur ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts bildeten sich mit Act Up Paris und Aides einflussreiche Selbsthilfeorganisationen. Seit der Jahrtausendwende habe sich die öffentliche Sichtbarkeit von Lesben, bisexuellen Menschen und Transpersonen als sexueller Minderheiten ausgeweitet – etwa durch Prides (*marches des fiertés*) in immer mehr Städten. Das letzte Kapitel stellt die Konkurrenz liberalisierender und beschützender Rechtsetzungen seit der Jahrtausendwende vor und mündet in gegenwärtigen Debatten um Prostitution und Leihmutterschaft. Abschließend thematisiert Deschamps die Sichtbarkeit sexualisierter Gewalt in der jüngsten Vergangenheit, im Rahmen von Me too und den Missbrauchsskandalen der katholischen Kirche.

Im Fazit betonen die Verfasserinnen mit Gegenüberstellungen von zeitlich parallel liegenden liberalisierenden und repressiveren Entwicklungen die Diskontinuität der französischen Sexualitätsgeschichte. Diese sei von ausländischen Einflüssen, hauptsächlich US-amerikanischen und britischen wie etwa Planned Parenthood, ebenso beeinflusst gewesen wie von einzelnen medialisierten Gewalttaten, etwa dem Femizid an Françoise Sébastiani, der Ehefrau des Herzogs von Choiseul-Praslin, einem Berater von Louis Philippe 1847, der als eines der Ereignisse angesehen wurde, das zum Sturz der Julimonarchie 1848 beigetragen hat.

Es ist ein großes Verdienst des Bandes, die Heterosexualität der Mehrheitsbevölkerung als ebenso zeitgebunden zu beschreiben wie die jeweilige Konzeption und gesellschaftliche Praxis queerer Sexualitäten. Damit eröffnen die Autorinnen einen Blick auf das gesamte Panorama geschlechtlichen Verhaltens. Dieser Zuschnitt bringt liberalisierende Auswirkungen der zunehmenden Sichtbarkeit Homosexueller während den 1920er- und den 1980er-Jahren für alle Menschen innerhalb und jenseits sexueller Normen ans Licht. Damit vergrößert der Band den Vorsprung der französischen Sexualitätsgeschichte vor derjenigen anderer europäischer Länder, der seinen Ursprung in der französischen historischen Demografie und der Mentalitätsgeschichte der *Annales*-Historiker hat. Beeindruckend für ein Überblickswerk ist die flächendeckend dichte Nachweispraxis, die Fachliteratur zum Weiterlesen leicht auffindbar macht, und die gleichzeitig quellennahe Argumentation in jedem Kapitel. Dass das Buch keine Fortschrittsgeschichte erzählt, sondern Ambivalenzen hervorhebt, ohne die größer gewordenen Handlungsspielräume für jegliche Sexualitäten insbesondere im letzten halben Jahrhundert zu unterschlagen, macht es angenehm zu lesen.

Gibt es an der Tour de Force durch die Geschichte der Sexualitäten in Frankreich nichts zu kritisieren? Tatsächlich fällt es nicht leicht, da jeder Abschnitt mit viel Umsicht geschrieben ist und von der großen Belesenheit der Autorinnen zeugt. Sie selbst stellen eingangs klar, dass sich diese Geschichte der Sexualitäten auf



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

das *hexagone*, also das kontinentale, europäische Frankreich beschränkt. Dieser Zuschnitt ist bedauerlich, einerseits weil Frankreich für die längere Zeit des Untersuchungszeitraums die zweitgrößte Kolonialmacht der Welt und Sexualität zentraler Inhalt der französischen *mission civilisatrice* war, andererseits weil Taraud ausgewiesene Kennerin der Kolonial- und Sexualitätsgeschichte des Maghreb ist. Zwar werden punktuell, etwa bei kolonialen Soldaten im und nach dem Ersten Weltkrieg, rassifizierte Sexualitäten angesprochen. Eine systematische Berücksichtigung kolonialisierter Gebiete in Afrika und Asien sowie deren Rückwirkungen auf das *hexagone* blieb jedoch aus. Diese hätte erlaubt, *race* neben *class* und *gender* als Ungleichheitskategorie jeder Sexualität mitzuberücksichtigen.

Anders als es diese Rezension als Synthese einer Synthese suggeriert, wimmelt es im Buch vor historischen Akteur:innen. Das macht die Geschichte plastisch, hätte jedoch aus didaktischen Gründen mit einer stärkeren Abstraktion zu Kapitelbeginn oder -ende kombiniert werden können, die dem Überblickscharakter des Bandes entsprechend die wichtigsten Punkte der jeweiligen Abschnitte gebündelt hervorhebt.

Diese Kritik schmälert das Verdienst von Chaperon, Deschamps, Retaillaud und Taraud aber nicht. Für diesen Überblick sind wir zu Dank verpflichtet. Er ist ein enormer Dienst am Fach: durch die Vermittlung der Relevanz des Themas an die breitere Öffentlichkeit und die erleichterte Rezeption bisheriger sexualitätshistorischer Forschung innerhalb der Geschichtswissenschaft. In diesem Sinne ist dem Band die zügige Übersetzung zumindest ins Englische, im Idealfall gleich in weitere Sprachen, zu wünschen.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

François Chaubet, Charlotte Faucher, Laurent Martin, Nicolas Peyre (dir.), Histoire(s) de la diplomatie culturelle française. Du rayonnement à l'influence, Toulouse (Editions de l'Attribut) 2024, 622 p., ill., ISBN 978-2-494649-04-0, EUR 19,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Hans-Jürgen Lüsebrink, Saarbrücken

Der vorliegende Sammelband behandelt mit der Geschichte der auswärtigen Kulturpolitik eine Thematik, der in Frankreich traditionell eine besondere Bedeutung zukommt. In der Tat zählt Frankreich seit dem Ende des 19. Jahrhunderts, einer Epoche, in der Institutionen wie die Alliance Française entstanden sind, weltweit zu den Staaten, die der auswärtigen Kulturpolitik, ihren Institutionen und ihrer kaum zu überschätzenden Soft Power, einen wichtigen Stellenwert beimessen und dies durch entsprechende Finanzmittel (die allerdings in den letzten Jahren tendenziell zurückgegangen sind) unterstreichen.

Die insgesamt 30 Beiträge des vorliegenden Bandes, denen eine ausführliche Einleitung der Herausgeber:innen vorangestellt ist, sind fünf großen Themenbereichen zugeordnet: I. »Structures et acteurs de la diplomatie culturelle française« (7 Beiträge); II. »Secteurs de l'action culturelle internationale« (9 Beiträge); III. »Francophonie, diplomatie scolaire et universitaire« (6 Beiträge); IV. »La diplomatie culturelle dans le monde« (6 Beiträge); V. »Quand les professionnels de la diplomatie culturelle prennent la parole« (zwei abschließende *tables rondes* mit Diskussionsbeiträgen von Akteuren der französischen Kulturdiplomatie). Die Einteilung steckt den sehr weit gespannten Rahmen des Bandes ab, auch wenn die Abgrenzung der einzelnen Sektionen nicht immer trennscharf ist – wie etwa bei der Unterscheidung zwischen »action culturelle internationale« und »diplomatie culturelle française dans le monde«.

In der recht umfangreichen Einleitung gehen die vier Herausgeber*innen auf die grundlegenden Fragestellungen des Bandes ein, der aus einem internationalen Kolloquium in Paris im Jahre 2022 aus Anlass des hundertsten Jahrestags der Association française d'expansion et d'échanges artistiques (AFEEA) hervorgegangen ist. Sie betonen zunächst mit Recht die Vorreiterrolle, die Frankreich im Bereich der Kulturdiplomatie einnimmt, sowie Spezifika, die eine gewisse »Exception française« verkörpern: so der enge Bezug zum Staat und zur staatlichen Kultur- und Wirtschaftspolitik; oder die Rekrutierung der Akteure der französischen Kulturdiplomatie, die, anders als in vielen anderen Ländern wie etwa Deutschland und Großbritannien, keine eigene, professionalisierte Laufbahn aufweisen, sondern sehr häufig aus dem Universitätsmilieu stammen und sich insbesondere aus »Normaliens«, den Absolvent:innen der



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Écoles normales supérieures, rekrutieren. Dies habe eine elitäre Konzeption von Kulturdiplomatie und tendenziell auch eine entsprechende Ausrichtung der Inhalte zur Konsequenz: »par voie de conséquence, l'accent exclusif mis sur les arts et lettres les plus classiques et les plus élitistes dans les contenus offerts par les institutions de cette diplomatie« (»Introduction«, 21).

Die Einleitung zeigt gleichfalls die großen Etappen der Entwicklung der französischen auswärtigen Kulturpolitik auf, die 1883 mit der Gründung der Alliance Française und 1907 mit der Einrichtung des ersten Institut Français in Florenz die wichtigsten institutionellen Voraussetzungen schuf. Die Einrichtung der französischen Kulturdiplomatie Ende des 19. Jahrhunderts diene auch, wie die Herausgeber:innen unterstreichen, nach dem verlorenen Krieg von 1870/1871 der Kompensation der zurückgehenden politischen, wirtschaftlichen und militärischen Macht Frankreichs durch seine Darstellung als international führende Kulturnation. Die Entwicklung der Kulturpolitik spiegele sich in einer sich wandelnden Semantik: An die Stelle von »propagande« (ein ursprünglich von der katholischen Kirche verwendeter Begriff) und »mission civilisatrice« sind seit dem Zweiten Weltkrieg und verstärkt seit der Unabhängigkeit der französischen Kolonien und der Entstehung der Frankophonie-Institutionen seit dem Beginn der 1960er-Jahre die Konzepte »rayonnement«, »diffusion« sowie in den letzten Jahrzehnten »influence« sowie »coopération« getreten. Die kooperative Ausrichtung der auswärtigen Kulturpolitik, die durchaus Parallelen zu der ähnlich gelagerten, aber deutlich prononcierteren Ausrichtung des Goethe-Instituts aufweist, zeigt sich unter anderem in dem Bestreben, in Deutschland, aber auch in anderen Ländern französische Kulturinstitute in partnerschaftlich konzipierte und finanzierte Kulturinstitute umzuwandeln.

In zahlreichen Beiträgen des vorliegenden Sammelbands werden diese im Vorwort skizzierten Themen- und Problemachsen vertieft, vor allem anhand spezifischer Fallbeispiele. So behandeln mehrere materialreiche und informative Beiträge zentrale institutionelle Akteure der auswärtigen Kulturpolitik Frankreichs in den letzten 140 Jahren: so etwa der Beitrag von Charlotte Faucher zur Geschichte der AFEEA zwischen 1922 und 1946 (23–60), von Janet Horne zur Alliance Française als wichtigem Akteur im globalen Süden im Zeitraum 1950–1960 (64–82), von Gabriele Slizyte zu den kulturellen Aktivitäten der Association française d'action artistique (AFAA), einer 1922 gegründeten Vorgängerinstitution des 2010 entstandenen Institut français,¹ im Musikbereich in den USA (159–173), von Patrick Romuald Jie Jie zur Geschichte und Bilanz der Aktivitäten der Alliance française in Kamerun zwischen 1992 und 2021 (357–374) und von Laurent Martin in seinem ausführlichen und sehr gut dokumentierten Beitrag »L'autre diplomatie culturelle: le rôle international du ministère de la culture de 1959 à 1993« (83–103).



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

¹ Die AFAA wurde 2006 durch Culturesfrance ersetzt, das wiederum 2010 durch das Institut Français institutionell abgelöst wurde.

Neben den Kulturabteilungen der französischen Botschaften, die vor allem in dem allerdings sehr kurzen Beitrag von Fabien Behat (266–281) behandelt werden, spielen insbesondere Museen (s. den Beitrag von François Mairesse, »Les musées, outils de la diplomatie culturelle française«, 248–265), Film und andere Medien (s. Suzanne Langlois, »La stratégie éducative du cinéma français aux États-Unis (1935–1940), 174–192) sowie traditionell die französischen Auslandsschulen und die mit ihnen verbundene Sprach- und Kulturpolitik (s. hierzu vor allem den Beitrag von Céline Bazun, »Contribution des écoles françaises au Maroc à la politique publique d'influence culturelle de la France dans ce pays«, 375–391) eine wichtige Rolle.

Die Darstellung und Diskussion von aktuellen Herausforderungen und Problemfeldern der auswärtigen Kulturpolitik Frankreichs wird leider nur punktuell und zu summarisch angesprochen: Hierzu zählen die Ausbildung der französischen Kulturdiplomaten und ihre zum Teil unzureichende professionelle Vorbereitung auf interkulturell zunehmend komplexer und konfliktuell werdende Auslandseinsätze; die Herausforderungen, die die »Révolution numérique« mit dem zunehmenden Einfluss von sozialen Netzwerken und Influencer:innen mit sich bringt (was in der zweiten *table ronde* von Gaëtan Bruel präzise angesprochen wird, 557); sodann die Auseinandersetzung mit dem Erbe (und der Hypothek) des französischen Kolonialismus, die die Aktivitäten und Wirkungsmöglichkeiten der französischen Kulturdiplomatie vor allem im subsaharischen Afrika und im Maghreb zunehmend in Frage stellt und zum Teil massiv einschränkt; schließlich die begrenzten finanziellen Mittel, die immer – aber in zunehmendem Maße – in Kontrast zu den weit gespannten Ambitionen Frankreichs gestanden haben, was auch in mehreren Beiträgen erwähnt wird (unter anderem 371, 566, 569). So stellt Robert Lacombe, selbst Akteur der französischen Kulturdiplomatie, in der ersten der abschließenden *tables rondes* fest, dass France Médias Monde, das die französischen Auslandsradio- und Fernsehsender (wie France 24) umfasst, lediglich über ein Budget von 130 Millionen Euro pro Jahr verfüge, während sich allein das Budget der Deutschen Welle auf 400 Millionen Euro belaufe (537).

Der vorliegende Sammelband bietet somit eine Fülle aufschlussreicher und zum Teil neuer Informationen und Analysen zur Thematik der auswärtigen Kulturpolitik Frankreichs und ihrer historischen Entwicklung seit dem ausgehenden 19. Jahrhundert, auch im Vergleich zu bereits vorliegenden Publikationen. In inhaltlicher Hinsicht fehlen präzise Angaben zum Budget der *diplomatie culturelle* und seiner Entwicklung leider weitgehend. Auch aktuelle Karten und Grafiken zur weltweiten Präsenz französischer Kulturinstitutionen und ihrer historischen Entwicklung, die nur sehr punktuell abgedruckt sind,²

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2026.1.115136](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115136)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

² Vgl. 206 zur »Cartographie des expositions de l'AFAA (1944–1958)« und 512 die »Carte de la présence culturelle allemande et française en

wären wünschenswert gewesen, ebenso wie ein Personen- und Sachregister, das angesichts der Breite der behandelten Themen, aber auch einiger thematischer Überlappungen für die Leserschaft von großem Nutzen gewesen wäre.

Trotz der genannten Defizite kommt der Herausgeberin und den Herausgebern sowie den Autorinnen und Autoren des vorliegenden Bandes das Verdienst zu, ihre Aufmerksamkeit einem zentralen und in der Geschichtsschreibung eher vernachlässigten Bereich der französischen Außenpolitik gewidmet zu haben und in einer ganzen Reihe von Beiträgen neue Forschungsergebnisse zu präsentieren.

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2026.1.115136](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115136)

Seite | page 4



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Matthew D'Auria, Rolf Petri, Jan Vermeiren (eds.), Waging War and Making Peace. European Ways of Inciting and Containing Armed Conflict, 1710–1960, Berlin, Boston (De Gruyter Oldenbourg) 2025, 418 p., 9 fig. (History and Ideas. New Perspectives in European Studies, 4), ISBN 978-3-11-076391-1, DOI [10.1515/9783110764758](https://doi.org/10.1515/9783110764758), EUR 109,95.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Friedemann Pestel, Jena

Sammelbände bilden das beliebteste Dokumentationsgenre akademischer Tagungsergebnisse. So geht die vorliegende Zusammenstellung auf einen pandemiebedingt online abgehaltenen Austausch im Sommer 2020 zurück. Im Ergebnis bieten solche Tagungsbände exemplarische Erprobungen eines neuen historiografisch-methodischen Zugangs oder tragen spezialisierte Forschungsergebnisse zusammen. In den meisten Fällen entsteht eine breit gerahmte Zusammenstellung von Einzelbeiträgen, die weniger in ihrer Gesamtheit Sichtbarkeit erlangen, sondern zur selektiven Vertiefung einladen; so auch hier. Die Herausgeber sind bereits mit einer Reihe anregender Beiträge zu Europaideen vor allem im frühen 20. Jahrhundert hervorgetreten, manche von ihnen deutlich stärker konturiert als der vorliegende Band.¹

Die Einleitung flicht einen bewusst lockeren Rahmen »On (Some) European Ways of Waging War and Making Peace«, aus dem sich drei begrüßenswerte programmatische Perspektiven eröffnen: eine relationale Betrachtung von Krieg und Frieden, die »Europa« nicht mit einem Friedensprojekt gleichsetzt, sondern im Band selbst dem »Second Thirty Years War« zwischen 1914 und 1945 größeren Raum einräumt; die titelgebende Prozesshaftigkeit von »Krieg führen« und »Frieden machen«, die den Übergängen beziehungsweise Eigenzeiten dieser Phasen Rechnung trägt; schließlich die Frage nach dem »Europa« oder dem »Europäischen« der »European ways«, die durch den Band hindurch am unschärfsten bleibt, sich am ehesten in der Beschäftigung mit vor allem antirussischen/-bolschewistischen Feindbildern niederschlägt.

¹ Vittorio Dini, Matthew D'Auria (Hg.), *The Space of Crisis. Images and Ideas of Europe in the Age of Crisis, 1914–1945*, Brüssel 2013 (Multiple Europes, 51); Mark Hewitson, Matthew D'Auria (Hg.), *Europe in Crisis. Intellectuals and the European Idea, 1917–1957*, New York 2015; Jan Vermeiren, Matthew D'Auria (Hg.), *Visions and Ideas of Europe during the First World War*, Abingdon, New York 2019 (*Ideas beyond Borders: Studies in Transnational Intellectual History*); Mark Hewitson, Jan Vermeiren (Hg.), *Europe and the East. Historical Ideas of Eastern and Southeast Europe, 1789–1989*, London 2023.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Ins Auge fällt, dass die zwischen der Tagung im Sommer 2020, der Datierung der Danksagung der Herausgeber auf Mai 2024 und dem Erscheinungsjahr des Bandes 2025 liegende Rückkehr des Krieges nach »Europa« keine Erwähnung findet. Dies verwundert umso mehr, als die Einleitung auf Russland als »integralen Bestandteil« des europäischen Mächtegleichgewichts im 19. Jahrhundert und europäische Deutungen russischer Kultur aus dieser Zeit verweist (10–11). Rolf Petris Beitrag zum exklusivistischen Russlandbild im frühen 19. Jahrhundert nimmt seinerseits allerhand chronologische Umwege über den deutschen Überfall auf die Sowjetunion und die Nürnberger Prozesse. Die russischen Angriffe auf die Ukraine 2014 und seit 2022 und die im 21. Jahrhundert um genau diese Fragen der historischen Zugehörigkeit Russlands zu »Europa« geführten Kontroversen kommen jedoch nicht vor.²

Die zweieinhalb Jahrhunderte umspannenden Beiträge des Bandes fallen sehr heterogen aus. Klassische ideen-, netzwerk- und institutionengeschichtliche Zugänge mit mehrheitlich geschichtswissenschaftlichen, teils auch philosophischen und literaturwissenschaftlichen Akzenten dominieren. Die Trias von Europa – Krieg – Frieden wird nur ansatzweise zusammenhängend aufgeschlossen, häufig auf Kosten eines mehr als deklarativen Europabegriffes. Die Unterscheidung von drei Beitragstypen kann bei der Lektüreauswahl helfen: Matthew D'Aurias Aufsatz zum Geschichtsverständnis im *Projet de paix perpétuelle* (1712–1717) des Abbé de Saint-Pierre fällt in die Kategorie *revisiting the classics*. Giulia Iannuzzis Präsentation eines im frühen 20. Jahrhundert angesiedelten utopischen britischen Romans vom Ende des Siebenjährigen Krieges wie Ulrich Tiedaus Diskussion von Max Pembertons pazifistischem Roman *War and the Woman* decken das Feld der *hidden gems* ab. Beatrice de Graaf und Florian Greiner bieten Einblicke und Vertiefungen ihrer einschlägigen Monografien zur europäischen Sicherheitskultur nach den napoleonischen Kriegen beziehungsweise zu Europadebatten in der deutschen und anglofonen Presse der Weltkriegszeit.³

Dazwischen setzen sich Marek Stanisz und Sam Kuijken am Beispiel europäischer Polenlyrik nach dem polnischen Novemberaufstand 1830 und der belgischen Presseberichterstattung über den Krimkrieg mit dem Oothering Russlands auseinander. Eine »europäische öffentliche Meinung« (150) oder »europäische Identitätsbildung« (180) bleiben bei diesen Zuschnitten notwendigerweise sehr weite Zielhorizonte. Gerade die Beschäftigung mit dem polnischen Aufstand würde von einem

² Félix Krawatzek u. a., *Shades of Blue. Claiming Europe in the Age of Disintegration*, Ithaca 2025, 105–123.

³ Beatrice de Graaf, *Fighting Terror After Napoleon. How Europe Became Secure After 1815*, Cambridge 2020; Florian Greiner, *Wege nach Europa. Deutungen eines imaginierten Kontinents in deutschen, britischen und amerikanischen Printmedien, 1914–1945*, Göttingen 2014 (Medien und Gesellschaftswandel im 20. Jahrhundert, 1).



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Vergleich mit den philhellenischen Bewegungen dieser Zeit jenseits von Verweisen auf Literatur aus den 1930er-Jahren profitieren.

Aus geschichtswissenschaftlicher Perspektive wirft Arthur Guezengars als Fallstudie zu Carl Schmitts Denken über Krieg und Imperialismus ausgeflaggter Aufsatz in dem Maße Fragen auf, in dem er sich zu einer länglichen und hermetischen Theoretisierung europäisch geführter Kolonialkriege – argumentativ und empirisch weit über Schmitts *Nomos der Erde* hinausgreifend – auswächst. Schmitts Nahverhältnis zum Nationalsozialismus wird dabei zunächst eher pflichtschuldig benannt, bevor der Text in einer Tour de Force von Lenin über Hannah Arendt, Christopher Clark, Thomas Piketty und Adam Tooze bis hin zu Buchrezensionen und weiteren Versatzstücken zu dem Befund kommt, dass die europäische Expansion im Zusammenspiel innereuropäischer Spannungen und imperialer *free space*-Projektionen zu verstehen sei.

Zusammenhängender lesen sich die Beiträge von Gavin Murray-Miller, Florian Greiner, Marijana Kardum, Michele Mioni, Silvia Madotto und Michael Wintle zur Zeit der beiden Weltkriege. Sie unterstreichen zum einen stärker die Prozesshaftigkeit und Temporalität des *war waging* und *peace making* und bewegen sich zum anderen auf dem gut kartierten Terrain der »Mittel-« und »Paneuropa«-Konzepte, des nationalsozialistischen »Neuen Europa« und von Europaideen im Widerstand. Zu den aufschlussreichen Facetten dieser Fallstudien gehört die Frauenbewegung innerhalb der »Kleinen Entente« der 1920er-Jahre in Kardums Beitrag.

Mark Hewitson beschließt den Band mit einer Diskussion europäischer Integrationsprojekte im Kontext des Kalten Krieges und gibt deren Ost-West- sowie Krieg-Frieden-Dichotomien einen geopolitischen Rahmen. Seine eigene methodische Dichotomie von »europäischer« *soft power* gegenüber der *hard power* der Supermächte bringt jedoch einen Schematismus in dieses Panorama, der die geopolitische Projekthaftigkeit Nachkriegseuropas weitgehend überblendet.⁴

In der Gesamtschau regt der Band, zumal in den 2020er-Jahren, dazu an, die Dichotomien von Krieg und Frieden in der Geschichte und Gegenwart von Europaprojekten weiter zu verflüssigen und Semantiken »Europas« stärker mit den verflochtenen Semantiken europäischer Gewalterfahrungen und deren Bewältigungen zusammenzudenken.

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115137](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115137)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

⁴ Kiran Klaus Patel, Projekt Europa. Eine kritische Geschichte, München 2018; seit 2020 auch in englischer Übersetzung.

**Rey Didier, Le timbre-poste, une mémoire
de l'histoire européenne. 1840–2020, Rennes
(Presses universitaires de Rennes) 2025, 432 p.,
ISBN 978-2-7535-9625-2, EUR 28,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Björn Onken, Essen

Im Unterschied zu Münzen hat die Beschäftigung mit Briefmarken nicht den Status einer akademischen Disziplin erreicht, so dass diese bisher nur selten Gegenstand von geschichtswissenschaftlichen Arbeiten gewesen sind. Doch in den letzten Jahren ist ein verstärktes Interesse zu erkennen, denn für das jüngst viel bearbeitete Forschungsfeld Erinnerungskultur sind Briefmarken eine höchst aufschlussreiche Quellengruppe. Deshalb ist es unbedingt zu begrüßen, dass nun erstmals eine Monografie vorliegt, die sich aus geschichtswissenschaftlicher Perspektive den Briefmarken in Europa von 1840 bis 2020 widmet. Angesichts der immer noch wenigen Vorarbeiten in der Forschung kann diese Monografie allerdings keinen Überblick, sondern nur Einblicke in die vielschichtige Thematik geben. Dankenswerterweise versucht der Autor gar nicht erst zu vertuschen, dass er nicht alle europäischen Sprachen spricht, sondern insbesondere bei den slawischen, finno-ugrischen und germanischen Sprachen auf Übersetzungen angewiesen ist. Ferner macht er mit wissenschaftlicher Aufrichtigkeit transparent, dass es ihm nicht möglich war, größere Archivstudien zu betreiben.

Der Band ist dennoch eine beeindruckende Pionierarbeit und eine wahre Fundgrube für eine Vielzahl von bemerkenswerten Beobachtungen, die das Potenzial der Briefmarken für die historische Forschung aufzeigen. So wird beispielsweise die ambivalente Rolle der Französischen Revolution in der staatlichen Erinnerungskultur Frankreichs im 20. Jahrhundert anhand der Briefmarken sehr anschaulich dargestellt. Gerade bei der Konstruktion von nationalen Identitäten sind Briefmarken ein wertvolles und viel genutztes Instrument für die Regierungen und damit eine sehr aussagekräftige Quelle für die Erforschung von Erinnerungskulturen.

Der vorliegende Band widmet sich in diesem Zusammenhang auch den nach 1990 im Osten Europas neu entstandenen Nationalstaaten sowie Grenzstreitigkeiten (unter anderem Gibraltar). Zudem werden Kontexte analysiert wie beispielsweise die Geschichte des Briefmarkensammelns, das von einer eher elitären Beschäftigung zu einem Hobby der Massen im 20. Jahrhundert wurde und seit einigen Jahrzehnten rapide an Bedeutung verliert. Sinnvollerweise richtet sich der Blick des Bandes auch auf die europäischen Kolonialreiche. In den Kolonien wurden zunächst die Marken der Kolonialmacht verwendet, die aber bald von besonderen Ausgaben für die jeweiligen Gebiete abgelöst wurden. Es wird vom Autor gut



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

herausgearbeitet, dass mehrere Faktoren zur Entscheidung für eigene Kolonialausgaben führten. Unter anderem zeigt sich hier schon im späten 19. Jahrhundert die Bedeutung des Geschäfts mit Briefmarken als Sammelobjekt, denn nicht wenige Kolonialmarken haben die Kolonien nie gesehen, sondern wurden in den europäischen Metropolen von den Postverwaltungen direkt als Sammelobjekte verkauft.

In Einleitung und Fazit betont der Autor, dass sein Thema zur historischen Erforschung des Antisemitismus und der Geschlechterverhältnisse wichtige Beiträge leisten könne. Dies kann allerdings nicht überzeugen. Es scheint naheliegend zu sein, dass ein weit verbreitetes Medium wie Briefmarken auch diese dunklen Seiten der europäischen Kultur widerspiegelt. Eine spezifische Eigenschaft der Briefmarken ist aber, dass sie sich vor allem für positive, weniger für negative Botschaften eignen. Denn der Absender möchte mit der Briefmarke in der Regel nicht unnötig eine irgendwie negative Reaktion beim Empfänger provozieren. Zudem verlangt eine negative Botschaft eine zweiteilige Erzählung, da zunächst das Thema darzustellen ist, das dann in einen negativen Kontext gerückt werden muss. Dafür ist auf der kleinen Briefmarke in der Regel zu wenig Platz. So produzierte die nationalsozialistische Propagandamaschinerie in Deutschland 1933–1945 eine Unmenge abscheulicher antisemitischer Hetze in Filmen, Plakaten, Karikaturen und Schriftzeugnissen, aber in den Briefmarkenausgaben finden sich allenfalls Spuren von Antisemitismus. Dargestellt werden die Dichter und Denker der Nation, die Sehenswürdigkeiten des Landes, auf die das Volk stolz sein soll, der »Führer« und seine »rassisch gesunden« Anhänger sowie in den letzten Kriegsjahren die »tapferen« Soldaten. Der Autor verweist für seine Antisemitismusthese auf antisemitische Artikel in philatelistischen Zeitschriften. Damit ist allerdings wenig belegt, denn es wäre schon sehr überraschend gewesen, wenn das Briefmarkensammeln eine Immunität gegen Antisemitismus mit sich bringen würde.

Auch methodisch ist das Vorgehen problematisch, denn der Autor merkt selbst an, dass einzelne Artikel keinen Hinweis darauf geben, ob es sich dabei um einen hegemonialen Diskurs oder eben doch nur Einzelstimmen handelt. Ähnliches gilt für die Geschlechterfrage, bei der der Autor wiederum auf frauenfeindliche Artikel in Zeitschriften verweist. Es ist allerdings zu konstatieren, dass ein derartiges Vorgehen auf schwacher methodischer Grundlage in der Geschichtswissenschaft zurzeit nicht selten ist. Es fehlen der Geschichtswissenschaft möglicherweise hinreichend klare Kriterien, um einen hegemonialen Diskurs von Kontroversen und Einzelstimmen zu unterscheiden. Wie wenig die Geschlechterfrage unter anderem in Frankreich in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts trotz leidenschaftlichen Engagements von Frauenrechtlerinnen im Bewusstsein der Regierung präsent war, hätte der Blick auf die Briefmarken selbst gezeigt. 1876 führte die Postverwaltung der jungen Dritten Republik als hauptsächliches Markenmotiv eine Darstellung mit der Friedensgöttin (weiblich)



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

und Hermes (männlich) als Allegorie für den Handel ein. Aus heutiger Perspektive würde man hier eine paritätische Geschlechterdarstellung vermuten, aber die Marken wurden 1900 abgelöst von einer Darstellung einer weiblichen Allegorie der Freiheit mit phrygischer Mütze und einer Schrifttafel, auf der zu lesen ist: »DROITS DE L'HOMME«. Ein scheinbar sehr unpassendes Motiv, wenn man bedenkt, dass die Regierung das Frauenwahlrecht gerade nicht eingeführt hat. Aber um 1900 hatte die französische Regierung offenbar andere Prioritäten als die Geschlechterfrage.

Der Autor macht zu Recht geltend, dass Diskriminierungen im Briefmarkenprogramm durch Auslassungen sichtbar werden können. So beklagt er, dass der Beitrag der Arbeitskräfte in den Kolonien bei den Kriegsanstrengungen Frankreichs im Ersten Weltkrieg keine postalische Ehrung erfahren hat. Auch dies ist allerdings zu modern gedacht, denn die Arbeitskräfte in Frankreich erscheinen ebenfalls nicht auf den Briefmarken. Nur einmal wird 1917 eine Frau, die einen Pflug hinter einem Rind führt, zum Markenmotiv. Diese Marke ist allerdings eine Zuschlagsmarke, das heißt beim Kauf der Marke wurde automatisch eine festgelegte kleine Spende für die Kriegswaisen fällig. Die Darstellung der Frau bei einer Männerarbeit soll vermutlich Mitleid erregen (auch mit den vernachlässigten Kindern) und dadurch zum Spenden anregen. Allenfalls in zweiter Linie diene sie der Würdigung der Kriegsanstrengungen der Frauen als Arbeitskräfte.

Briefmarken sind kein Panorama der Diskurse. Sie werfen sehr prägnante Schlaglichter auf die Regierungspolitik. Dies mehr im Blick zu haben, wird die Aufgabe von nachfolgenden Studien sein, die von der vorliegenden Monografie in vieler Hinsicht profitieren werden!

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2026.1.115138](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115138)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Mathieu Dubois, L'économie sociale de marché à la conquête de l'Europe. La diplomatie allemande et le modèle européen (1953–1993), Rennes (Presses universitaires de Rennes) 2024, 362 p., ISBN 978-2-7535-9576-7, EUR 26,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Guido Thiemeyer, Düsseldorf

Das Buch ist die Habilitationsschrift des Autors, die gleichzeitig unter dem Titel *Die liberale Kraft Europas. Die Soziale Marktwirtschaft in der Europapolitik der Bundesrepublik, 1953–1993* (Bielefeld 2024) in deutscher Sprache publiziert wurde. Im Zentrum der westdeutschen Europapolitik von den Anfängen in den 1950er-Jahren bis zum Vertrag von Maastricht, und somit der vorliegenden Analyse, stand der Begriff der »Sozialen Marktwirtschaft«, so die These von Dubois. Es sei den verschiedenen Regierungen der Bundesrepublik Deutschland gelungen, wesentliche Elemente des Konzeptes der »Sozialen Marktwirtschaft« in der Wirtschaftsordnung der EG/EU zu verankern.

»Soziale Marktwirtschaft«, so erklärt der Autor, stand zunächst für eine Wirtschaftsordnung, die auf drei Elementen beruhte: der Freiheit des Handels und der Preisbildung auf Märkten, dem Prinzip des Wettbewerbs im Handel nach innen und außen sowie der Preisniveaustabilität. Es war ein Konzept, das von liberalen Ökonomen seit den 1930er-Jahren entwickelt und von Ludwig Erhard und anderen ab 1948 in verschiedenen Stufen popularisiert wurde. »Soziale Marktwirtschaft« wurde ein Leitbegriff für die Wirtschaftsordnung der Bundesrepublik Deutschland, der bis in die Gegenwart relevant ist. Dabei spielte er von Beginn an nicht nur in der Wirtschaftspolitik, sondern auch in der Bonner Europapolitik eine große Rolle. Diese wurde in der Forschung bislang vor allem als ein Element deutscher Außenpolitik gesehen, die insbesondere im Bundeskanzleramt und im Auswärtigen Amt formuliert worden sei. Die Arbeit von Mathieu Dubois bezieht diese Perspektive ein, stützt sich aber in besonderem Maße auf die Akten des Bundeswirtschaftsministeriums und rückt somit auch die Debatten um die Wirtschaftsordnung stärker in das Blickfeld der Analyse.

Das Buch ist in drei große Kapitel gegliedert, die die Phasen der Debatte behandeln. Im ersten Kapitel steht der Begriff der »Wirtschaftsgemeinschaft« (im Band in deutscher Sprache) im Mittelpunkt. Es untersucht die Gründungsphase der europäischen Wirtschaftsgemeinschaften EGKS und EWG und die Debatten um die Freihandelszone in der Zeit zwischen 1953 und 1965. Der Autor geht hier auf die innerdeutschen Debatten um die Europapolitik ein, den politisch-pragmatischen Ansatz des Bundeskanzlers Adenauer, die föderalistisch geprägten Vorstellungen Walter



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Hallsteins und das ordoliberal geprägte Konzept Ludwig Erhards und des Bundeswirtschaftsministeriums. Insbesondere der Vertrag über den Gemeinsamen Markt und die dort verankerte liberale Wettbewerbspolitik seien auf das Konzept der »Sozialen Marktwirtschaft« zurückzuführen und von der Bundesrepublik Deutschland geprägt.

Das zweite Kapitel steht unter dem Begriff der »*Stabilitätsgemeinschaft*«. Durch den Niedergang des Währungssystems von Bretton Woods seit der Mitte der 1960er-Jahre seien die Bundesrepublik Deutschland und die Deutsche Mark schrittweise zum währungspolitischen Anker Westeuropas geworden. Dies habe die Bundesregierung genutzt, um das Primat der Währungsstabilität als wesentliches Element der »Sozialen Marktwirtschaft« in Europa durchzusetzen. Der Werner-Plan und das Europäische Währungssystem seien in starkem Maße von den deutschen Vorstellungen eines Primates der Währungsstabilität vor anderen ökonomischen Zielen geprägt gewesen.

Das dritte Kapitel heißt »*Binnenmarkt*«. Im Mittelpunkt stehen die »vier Freiheiten«, das heißt der freie Verkehr von Waren, Personen, Dienstleistungen und Kapital auf dem gemeinsamen europäischen Markt, und die Einheitliche Europäische Akte, die die rechtliche Basis für diese Handelsliberalisierung bildete. Der Höhepunkt dieser Entwicklung war die Europäische Währungsunion, die im Vertrag von Maastricht vor allem durch das Primat der Preisniveaustabilität und die Unabhängigkeit der Zentralbank realisiert wurde.

Mathieu Dubois hat eine beeindruckende Analyse vorgelegt, die die deutsche Europapolitik anders akzentuiert, als das die bisherige Forschung machte. Die These vom Primat der Wirtschaftsordnung in der deutschen Außenpolitik ist so bislang noch nicht formuliert worden. Zudem basiert die Arbeit auf einer breiten Analyse der Akten des Bundeswirtschaftsministeriums, die ebenfalls unter dieser Frage bislang nicht ausgewertet wurden. Das ist eine beeindruckende Leistung.

Allerdings bleiben auch Fragen, die der Autor nur am Rande thematisiert. Erstens ist der Begriff der »Sozialen Marktwirtschaft« keineswegs so klar, wie Dubois suggeriert. Der Begriff hat verschiedene Ebenen: Er war die Bezeichnung für eine Wirtschaftsordnung, er war ein Propagandabegriff im Wahlkampf der CDU in den frühen 1950er-Jahren und er wurde ab den 1960er-Jahren eng mit der nationalen Identität der Bundesrepublik verknüpft. Alle drei Bedeutungsebenen hatten ihre Dynamik, und das macht die Sache sehr kompliziert. Eine wissenschaftliche Analyse, die diese drei Ebenen des Begriffes »Soziale Marktwirtschaft« (und eventuell weitere) einbezieht, ist ein Forschungsdesiderat.

Zweitens ist die europäische Wirtschaftsordnung nur teilweise von den liberalen Ordnungsprinzipien der »Sozialen Marktwirtschaft«



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

geprägt. Sie war Vorbild für die Wettbewerbspolitik und die Währungspolitik. Anders sieht es für die Gemeinsame Agrarpolitik und die Regionalpolitik aus. Beide sind gerade nicht vom Prinzip des Wettbewerbs und der Preisfreiheit geprägt. Die Gemeinsame Agrarpolitik war nicht nur das erste gemeinsame Politikfeld, sondern spielt bis heute eine wichtige Rolle für die Wirtschaftspolitik der EU. Ähnliches ließe sich für die Verkehrspolitik sagen, die zumindest bis in die 1990er-Jahre ausdrücklich nicht den Prinzipien der »Sozialen Marktwirtschaft« unterworfen wurde.

Drittens könnte man überlegen, ob Dubois den Einfluss des Bundeswirtschaftsministeriums auf die deutsche Europapolitik aufgrund der Auswahl seiner Quellen nicht etwas überschätzt. Das Bundeskanzleramt, das Auswärtige Amt und seit den 1980er-Jahren auch das Bundesfinanzministerium und die Bundesbank spielten ebenfalls wichtige Rollen. Von einem grundsätzlichen Primat des Bundeswirtschaftsministeriums sollte man nicht ausgehen, vielmehr veränderten sich die innenpolitischen Konstellationen in der Bundesrepublik in dieser Hinsicht immer wieder.

Doch sollen diese Anmerkungen nicht darüber hinwegtäuschen, dass Mathieu Dubois ein wichtiges und die Diskussion weiterführendes Buch geschrieben hat.

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2026.1.115139](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115139)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Winfried Eckel, Gregor Wedekind (Hg.), Grenzgänger. Figuren des deutsch-französischen Kulturtransfers, Berlin, Boston (De Gruyter) 2024, XVI–192 S., 24 Abb. (Phoenix, 10), ISBN 978-3-11-132119-6, DOI [10.1515/9783111323442](https://doi.org/10.1515/9783111323442), EUR 49,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Julika Badstieber-Waldt, Paris

»Grenzgänger:innen« / »frontaliers-ières«: Der aus einer Ringvorlesung im Wintersemester 2018/2019 an der Johannes Gutenberg-Universität Mainz hervorgegangene Sammelband, herausgegeben von Winfried Eckel und Gregor Wedekind, ist selbst Frucht vielfältiger Grenzgänge: zwischen Jahrhunderten und Räumen, zwischen Disziplinen, zwischen Wissenschaftler:innen aus Deutschland und Frankreich und den beiden Sprachen, die der Band – das gilt es zu würdigen – selbstbewusst nebeneinander stehen lässt.

In zehn Aufsätzen nimmt er eine Annäherung an jene Personen vor, die im Zentrum dessen stehen, was die Herausgeber nach Michel Espagne und Matthias Middel unter »Kulturtransfer« beziehungsweise in Anlehnung an die kulturwissenschaftliche Forschung unter »interkultureller Verständigung« verstehen: an die Akteur:innen dieser Prozesse. Grenzgänger:innen ließen sich nach ihrer »kulturellen Funktion« in zwei Arten unterscheiden: den »Transfertyp und de[n] Verständigungstyp«. Je nachdem, ob es dabei um einen »Abbau kultureller Differenzen« und um die »Herausbildung von Ähnlichkeiten durch Mischungen« etwa zur Behebung »eigene[r] Desiderate« und damit die Durchlässigmachung von Grenzen ginge oder ob der/die Betreffende als »Brückenbauer[:in]« fungiere, »ohne doch diesen Abstand zu tilgen«, dabei aber helfe, »einen interkulturellen Dialog in Gang zu bringen«, ließe sich zumindest »idealtypisch« zwischen einer »kulturpoietische[n]« und einer »theoretische[n] und ethische[n]« Funktion unterscheiden (VIII).

Über das biografische Interesse an den Figuren hinaus soll nach den »Leistungen« gefragt werden, »die in einem konkreten Fall die Person dessen, der eine Kulturraumgrenze physisch oder mental regelmäßig überquert, für die involvierten Kulturen« erbringe. Dafür rückt der Band das deutsch-französische Moment von Kunstschaffenden und -kritikern, Schriftsteller:innen, Philosophen, Soziologen und Romanisten aus der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts bis in die 1950er-Jahre in den Fokus – darunter dem Feld bereits gut bekannte Figuren.

Diese theoretische Einführung wirft zwar Fragen auf, etwa: Wie verhält sich der gewählte Begriff »Grenzgänger« zu dem in der Kulturtransfer-Forschung sonst üblichen Begriff des »Mittlers«, auch im Hinblick auf die durch Nicole Colin und Joachim



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Umlauf entwickelten Erweiterungen? Inwiefern wäre jenseits von Verständigungsinitiativen die Subsumierung von »Kulturtransfer« und »interkulturelle[r] Verständigung« unter den »Oberbegriff« der »interkulturellen Vermittlung« pertinent? Wie umgehen mit den forschungspraktischen Schwierigkeiten, »Leistung« im Sinne von Rezeption deutsch-französischer Grenzgänger:innen zu messen? Doch ist sie ebenso anregend wie der Band in seiner Gesamtkonzeption.

Der erste Beitrag von Elisabeth Décultot widmet sich den Netzwerken des deutschen Kupferstechers Johann Georg Wille in Paris in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts. Spannend sind besonders der Vergleich mit den Kommunikationslinien des Schriftstellers, Kunsthistorikers und Gelehrten Johann Joachim Winckelmann sowie die transnationale Verflechtung der Netzwerke bei gleichzeitiger Beleuchtung nationaler Bezugsgrößen der beiden Akteure.

Der Aufsatz von Stéphanie Genand beleuchtet jenseits populärer Vorstellungen von Germaine de Staël als erster deutsch-französischer Mittlerin die Ambivalenzen von *De l'Allemagne* (1813), in dem das »Primat des Innenlebens« (26) während ihres Exils und nicht kulturelle Vermittlung aus Enthusiasmus zu finden sei. Damit verweist Genand, ohne de Staël pauschal Bedeutung abzusprechen, auf Erfahrungen von Alterität und mögliche Wechselwirkungen zwischen Trägerin und Objekt des Kulturtransfers.

Mit Gregor Wedekind entdecken die Lesenden die ausgedehnten Reisen des französischen Bildhauers Pierre-Jean David d'Angers zu führenden Intellektuellen in Deutschland zu Beginn des 19. Jahrhunderts und auch die Wege, die dabei entstandene oder übermittelte kulturelle Güter und Kunstwerke in Sammlungen beiderseits des Rheins fanden. Damit wirft der Beitrag die Frage von Rezeptions-Konjunkturen auf und liest sich als Plädoyer für eine stärkere Berücksichtigung der *longue durée*.

Winfried Eckel analysiert den Grenzgang Victor Hugos in dessen romantischem Reisebericht *Le Rhin* (1842/1845), den er als einen dreifachen versteht: »das [1] horizontale Queren und [2] Entlangfahren einer Grenze im Raum« und »das [3] vertikale Überschreiten des Gegenwärtigen in der Zeit« (68) in Bezug auf Hugos durchaus von »Hegemonie« geprägten Europakonzeptionen (77). Eine besondere Perspektive bekommt Eckels Beitrag in der Kontrastierung mit dem darauffolgenden Text von Véronique Liard, die das Deutschlandbild des französischen Historikers Edgar Quinet beleuchtet, das sich rapide verschlechterte. Der Vergleich offenbart die unterschiedlichen Ableitungen aus Grenzgängen, die in ein und derselben Generation und zu ähnlichen Zeitpunkten erfolgten.

Andreas Gipper untersucht die Vermittlerfunktion des Soziologen Émile Durkheim in der Folge der französischen Niederlage 1870/1871, das heißt in einer innerfranzösischen Standortdebatte



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

und damit gewissermaßen unter der Perspektive des »Vom Gegner lernen«, wie sie Martin Aust und Daniel Schönpflug bereits erschlossen haben. Während den Grenzgänger Durkheim die Frage der Bewahrung der »sozialen Kohäsion« (106) und Entwicklung moderner Wissenschaft als »Produkt einer Kollektivleistung« (109) interessierte, legt der Blick auf seine zeitgenössische Rezeption auch Faktoren offen, die als Schranken der Aufnahme und exkludierend wirkten.

Mittels Textanalysen tauchen Stephanie Marchal und Niklas Bender tief in die Gedankenwelt des Kultur- und Kunstkritikers Julius Meier-Graefe beziehungsweise des Romanisten Ernst Robert Curtius ein und machen so den Aspekt der Orientierungswerte der Handelnden stark. Während Marchal anhand von Meier-Graefes Studie zu den *Impressionisten* (1907) das seltener untersuchte »wie?« (Rhetorik und Argumentationslinien) eines Kulturtransfers (114) in den Vordergrund stellt, pocht Bender unter Auswertung des bisher unbekannten Essays *Elemente der Bildung* (1933) von Curtius auf eine »sorgfältige Prüfung« (152) des »was?« (Prämissen und Konzepte) und der Frage: »für wen?«.

Hervé Bismuth liest den Bezug des Schriftstellers Louis Aragon zu Deutschland vor dem Hintergrund seiner Anhängerschaft an die kommunistische Partei. Dabei wird eindrücklich klar, wie sehr die Gewalterfahrung der deutschen Besatzung Frankreichs im Zweiten Weltkrieg – trotz aller nicht zu leugnenden Kulturtransfers auch zu dieser Zeit – als Bruch wirken konnte.

Der abschließende Beitrag von Martin Schieder zu Wols und Hans Hartung wirkt durch die Fokussierung auf das Exil beider Künstler wie ein Rückverweis auf vorangegangene Beiträge und gleichzeitig wie ein Ausblick. Welche Bedeutung haben freiwillige und erzwungene Migration für Kulturtransfers? Wann wird aus einem:r Grenzgänger:in ein:e Mittler:in?

Obwohl die ohnehin wohl schwer zu beantwortende Frage der »Leistungen« nicht eindeutig im Zentrum zu stehen scheint, sind alle Beiträge lesenswert, denn sie heben unterschiedliche Aspekte des Kulturtransfers hervor und geben damit Denkanstöße für mögliche Fragestellungen. Überzeugend ist die konsequente Akteurszentrierung als Beitrag zur empirischen Unterfütterung des Konzepts. Dass alle untersuchten Figuren aus intellektuellen Kreisen stammen – darunter nur eine Frau –, ist unbestreitbar. Die implizit im Band gestellte Frage nach angemessenen Begriffen bleibt für die Dynamik des Forschungsfeldes aktuell. Ob zur Annäherung an die Kulturtransferforschung, für die weitere Fachdiskussion oder aus Interesse an den verschiedenen Figuren – der Band wird bei Studierenden und Expert:innen Beachtung finden.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Gaël Eismann, Fabrice Grenard (dir.), La Résistance pionnière en France au prisme des archives de la répression. Été 1940–été 1941, Rennes (Presses universitaires de Rennes) 2025, 224 p. (Histoire), ISBN 978-2-7535-9914-7, EUR 22,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Robert Gildea, Oxford

For many decades research into Second World War France has been stymied by restrictions on access to the French archives. These were partially relaxed in 1979, but *dérogations* from the Ministry of Culture were still required to see many documents. Further declassification in 2015 has made possible this important collection, the fruit of a conference in Caen in 2021, which explores the first year of resistance activity from the evidence of »the archives of repression«.

Until now, says editor Fabrice Grenard, resistance activities have been known either from the archives of the »liquidation« of resistance movements or from oral testimony, which may be vague about details and dates. Now, he argues, it is possible to write a »scientific« account of resistance, from police and judicial archives, which pin down cases of resistance and their dates.

The focus here is on the period 1940–1941, before the intervention of the Communists in resistance in response to Operation Barbarossa and before systematic involvement of Allied secret services in the construction of resistance networks. This is defined here as the »pioneer resistance« or »first resistance«; sometimes also as »cultural«, »festive« or »passive« resistance. One tricky question to answer is when the war finished and resistance began: were acts like helping Allied military to escape or cutting Wehrmacht telephone lines in the summer of 1940 the last spasms of the Battle of France, as Julian Jackson has argued, or, as Claire Andrieu asserts here, the first acts of resistance denounced by the Germans as *Freischärlerei*, the activity of franc-tireurs of which they had a horror since 1870?

The collection says a good deal about the operation of escape lines for Allied soldiers and airmen, while Guillaume Pollack investigates an early intelligence network, George-France, busted in October 1941. There is much on the »symbolic« resistance of distributing flyers, scrawling »V« for »Victory« in response to a BBC call of spring 1941, and subverting patriotic demonstrations on Armistice Day or Joan of Arc Day.

Important distinctions are made between the Occupied and Non-Occupied Zones of France. Gaël Eismann shows that in the Occupied Zone German military courts were particularly exercised by any threat to their military security, including insults to German



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

soldiers, and that even in this first year 13 per cent of punishments demanded the death penalty. In the latter zone, the Vichy regime might be more lenient, as in the case of François de Menthon, who was questioned as the founder of the resistance newssheet *Liberté*, but played a »double game«, since he was also a member of Vichy's Légion des Combattants and had sworn loyalty to Marshal Pétain. A contribution by Robin Lecomte examines dissidence in the Levant Mandate, in particular the desertion of soldiers of the 24th Colonial Infantry Regiment, and Vichy's attempt to deal with it. A number of articles highlight the role of women in resistance activity, from Jean-Jacques Gauthé on the Girl Guide-leaders of the Pur Sang-escape network in Strasbourg and the Scius-network in Sarrebourg which helped POWs escape to Switzerland, to Catherine Lacour-Ascol on the role of women in the Nord-Pas-de-Calais who gathered at the graves of British airmen shot down in May 1940 and helped other Allied soldiers to escape.

French historians of the Second World War have never been very keen on oral testimony or first-person testimony, even though the latter abound in series 72 AJ in the Archives Nationales. To be fair, Eismann and Grenard also criticise historians who think »hard« archival evidence as alone valid. And they are carefully critical of their own archival records, which, they admit, do not always give up their secrets easily. Gaël Eismann calculates that a third of cases recorded by the German police and courts were criminal, including public order and black market offences, more than a third were acts of »non-consent«, only some of which were anti-German, and only a quarter threats to their security, such as sabotage and spying, which may be defined as resistance.

Xavier Vallade shows that in the Isère the police struggled to locate »anti-national« sentiments. In the autumn of 1940 they unearthed communist flyers which were anti-Vichy but not anti-German, and then, in the spring of 1941, they prioritised Gaullist propaganda. Jean-Marc Guillon explores flights from the port of Marseille, which was teeming with refugees, but concedes that only a fraction of escapees were resisters who later joined the Allies or Free French. Fabrice Grenard himself admits that the police in Haute-Savoie were obsessed by an escape line that was supposed to be ferrying demobilised soldiers via Switzerland to join the British, but that no such escape line existed and that any resistance was thus »a fantasy resistance«. He rightly concludes that the best history of the French resistance combines archival evidence, which accurately maps time and place, and first-person testimony, much of it archived in series 72AJ of the Archives Nationales. The latter allows the historian to assess motivation, trace networks and follow trajectories, which is done relatively little in this otherwise excellent collection but should not detract from its significance.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Christina Engelmann, Lena Reichardt, Bea S. Ricke, Sarah Speck, Stephan Voswinkel (Hg.), Im Schatten der Tradition. Eine Geschichte des IfS aus feministischer Perspektive, Berlin (Bertz + Fischer Verlag) 2025, 256 S., 1 Abb. (IfS Aus der Reihe, 5), ISBN 978-3-86505-855-3, EUR 18,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Lilia Endter, Philadelphia, PA

Published on the occasion of the centenary of the Institute for Social Research, *Im Schatten der Tradition* (2025) advances a feminist historiography that challenges how the Frankfurt School has been canonized and received. Rather than treating gender as a supplementary topic, the volume approaches feminism as a critical standpoint from which the conditions of theoretical production themselves come into view. Its central concern is not only which women were present at the Institute, but how gender structured what could count as theory, how authority was attributed, and how intellectual labor was rendered visible or invisible. In doing so, the book situates itself within a recent turn in Frankfurt School scholarship, exemplified by Philipp Lenhard's *Café Marx* (2024, reviewed in Francia-Recensio 2024/4), which shifts attention from philosophical self-interpretation to the everyday, institutional, and material conditions of academic work.

This orientation is articulated with clarity in Sarah Speck's opening chapter, »Introduction and Instruction«, which provides the conceptual framework for the volume. Speck situates the project within feminist historiography by identifying a constitutive paradox: the categories through which intellectual history is conventionally written are themselves shaped by gendered regimes of visibility. Against this background, she argues that the Frankfurt School proved especially susceptible to a reception centered on the social figure of the genius. Its canonization took place largely through philosophical interpretation rather than disciplinary sociology, privileging style, depth, and authorship over institutional embeddedness and collective labor. Exile and postwar return further encouraged retrospective narratives that condensed theory into singular figures. Paradoxically, a tradition that placed mediation at its center would later see the conditions of its own production recede from view. From this perspective, the reception of the Frankfurt School did not merely accompany but actively reinforced a mode of historiography that obscured cooperative and gendered forms of intellectual work (24). A feminist history of the IfS must therefore move beyond recovery and inclusion and instead interrogate the institutional and epistemic conditions under which feminist research could not appear as theory in the first place.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

The book's contributions pursue this task along three intersecting lines. A first group reconstructs women's roles in the institutional and political prehistory of the IfS. Judy Silvi revisits the Erste Marxistische Arbeitswoche of 1923, demonstrating that women were active participants in the intellectual milieu from which the Institute emerged. Christina Engelmann traces connections between the IfS and the proletarian women's movement, highlighting figures such as Clara Zetkin and showing how feminist political praxis informed early debates without becoming part of the school's self-narration. Veronika Duma extends this perspective through a study of Käthe Leichter, whose feminist materialist social research in Vienna was known to the Institute yet never integrated into its theoretical framework an omission that reveals the narrowness of what counted as theory.

A second cluster of essays examines women's theoretical and aesthetic interventions within and around the Frankfurt School by reconstructing intellectual collaborations obscured by dominant narratives of authorship. Bruna Della Torre's analysis of the correspondence between Theodor W. Adorno and Elisabeth Lenk is exemplary in this regard. She argues that Lenk's doctoral work and her engagement with avant garde movements decisively shaped Adorno's later emphasis on the social character of artistic movements as a criterion of truth content – an emphasis that can be traced back to Lenk's influence. Other contributions, including those by Bea S. Ricke and Lena Reichardt, turn to feminist empirical research at the IfS in the 1970s and 1980s, situating it within the New Women's Movement and showing how it challenged both industrial sociology and male dominated Marxist frameworks, while remaining institutionally marginalized.

A third line of inquiry addresses the organization of academic labor itself. Stephan Voswinkel reconstructs how feminist research at the IfS anticipated later debates on subjectivation and reproduction yet was treated as a supplementary field rather than as theoretically transformative. This diagnosis is sharpened in the joint contribution by Voswinkel and Speck, which critiques a »rationalist, objectifying, and individualist conception of work« that obscures its cooperative character (213). Knowledge production appears here as a fundamentally relational process, structured by gendered and classed regimes of recognition.

The volume concludes with a transcribed conversation by the Arbeitskreis »Gender, Kinship, Sexuality«, which reflects on the present and future of feminist and gender theoretical work at the IfS. Rather than offering synthesis, the discussion stages Critical Theory as an open field in dialogue with feminist, queer, postcolonial, and race critical approaches, particularly those addressing imperialism, violence, and kinship. Its refusal of closure is consistent with the volume's methodological commitments.

The central achievement of *Im Schatten der Tradition* lies in its refusal of familiar narratives. The volume avoids both apologetic claims that the Frankfurt School was already feminist for its time



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

and dismissive critiques that reduce its history to exclusion. Instead, it takes seriously the question of historical possibility. As several contributions show, there existed a substantial body of materialist feminist empirical and theoretical research at the Institute that did not meaningfully shape the core framework of Critical Theory (14). This absence points to an underlying assumption: that feminist research constituted an additive specialization rather than a perspective capable of articulating social totality – a tension at odds with Critical Theory's own ambitions since Horkheimer's inaugural address. In this sense, the book's feminist critique remains rigorously immanent: it does not oppose Critical Theory from without but confronts it with the implications of its own claims to grasp social totality and mediation.

By tracing how intellectual labor, collaboration, and theoretical innovation were systematically pushed into the shadow of a few celebrated figures, *Im Schatten der Tradition* offers more than a revisionist history. It advances a compelling case for a different mode of historiography and, implicitly, for a different future of Critical Theory one that recognizes cooperation, mediation, and feminist critique not as supplements, but as constitutive of theory itself.

19.–21. Jahrhundert – Histoire
contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115142](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115142)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Philipp Glahé, Amnestielobbyismus für
NS-Verbrecher. Der Heidelberger Juristenkreis und
die alliierte Justiz 1949–1955, Göttingen (Wallstein)
2024, 418 S., ISBN 978-3-8353-5602-3, EUR 44,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Matthias Gemählich, Mainz

Eine der großen innenpolitischen Debatten, die die erst kurz zuvor gegründete Bundesrepublik Deutschland bewegte, entspann sich am Schicksal einiger Dutzend Männer, die sich nach dem Inkrafttreten des Grundgesetzes weiterhin in US-amerikanischem Gewahrsam auf deutschem Boden befanden. Im Kriegsverbrechergefängnis der amerikanischen Besatzungsmacht in Landsberg am Lech saß eine ganze Reihe teils zum Tode, teils zu langjährigen Haftstrafen verurteilter NS-Verbrecher ein. Unter diesen waren etwa Oswald Pohl, der ehemalige Leiter des SS-Wirtschafts- und Verwaltungshauptamtes und in dieser Eigenschaft einer der zentralen Akteure des Holocausts, und Otto Ohlendorf, ehemaliger Chef einer der Einsatzgruppen der Sicherheitspolizei, die in den besetzten Teilen der Sowjetunion Massenmorde an jüdischen Zivilisten begangen hatten. Pohl, Ohlendorf und fünf weitere NS-Verbrecher wurden im Juni 1951 als letzte Todeskandidaten in Westdeutschland hingerichtet. Zahlreiche andere Verurteilte hingegen entgingen diesem Schicksal und profitierten von großzügigen Begnadigungen von amerikanischer Seite, die so weit gingen, dass auch die schwerstbelasteten Kriegsverbrecher, die noch in Landsberg inhaftiert waren, bis 1958 wieder in die Freiheit entlassen wurden. Dies war auf den massiven Druck zurückzuführen, den eine breite Allianz aus westdeutschen Politikern, Publizisten und Kirchenvertretern auf die amerikanische Besatzungsmacht ausübte. Über Jahre drängten diese vehement auf eine Begnadigung der verurteilten NS-Verbrecher und machten hiervon ihre Zustimmung zur Wiederbewaffnung und Westintegration der Bundesrepublik abhängig.

An diesem Punkt setzt die Arbeit von Philipp Glahé an, die als Dissertationsschrift in einem Cotutelle-Verfahren an der Ruprecht-Karls-Universität in Heidelberg und an der École des hautes études en sciences sociales (EHESS) in Paris entstanden ist. Glahé befasst sich mit dem Heidelberger Juristenkreis, einem der zentralen Akteure der Debatte um die Amnestierung der verurteilten NS-Verbrecher. Bei besagtem Kreis handelte es sich um kein offizielles Gremium, sondern um einen eher losen Zusammenschluss deutscher Juristen, die vierteljährlich in Heidelberg zusammenkamen und dort berieten, auf welchem Weg die Begnadigung der Verurteilten zu erreichen und wie eine solche im Einzelfall zu begründen war. Der Reiz des Themas liegt zweifellos in der disparaten Zusammensetzung des Zirkels. Diesem gehörten vormalige NS-Sympathisanten und Anwälte verurteilter Kriegsverbrecher wie etwa Otto Kranzbühler oder Heinz Gawlik



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

an, auf der anderen Seite aber auch Juristen, die selbst Opfer nationalsozialistischer Verfolgung geworden oder auf Distanz zum NS-Regime gegangen waren, wie beispielsweise der ehemalige Weimarer Reichsjustizminister Gustav Radbruch oder der hessische Nachkriegsministerpräsident Karl Geiler. Dass Personen mit derartig gegensätzlichen biografischen Hintergründen und unterschiedlichen Lebenserfahrungen in dem Heidelberger Zirkel zusammenarbeiteten, muss als erstaunlich bezeichnet werden.

Glahé versteht den Juristenkreis vor diesem Hintergrund zum einen als Akteur, der Lobbyarbeit zugunsten der verurteilten NS-Verbrecher betrieb und die Debatte über deren Schicksal maßgeblich mitprägte. Zum anderen sieht er in dem Zirkel aber auch einen »Verhandlungsort« (361), an dem darüber diskutiert wurde, welchen Platz die Juristenschaft nach dem Zusammenbruch der nationalsozialistischen Diktatur in der westdeutschen Gesellschaft einnehmen sollte. Für beide Gesichtspunkte stehen dem Verfasser ergiebige und aussagekräftige Quellen zur Verfügung. Zu diesen zählt insbesondere die im Universitätsarchiv Heidelberg aufbewahrte interne Korrespondenz der Mitglieder des Kreises, die Glahé erstmalig ausgewertet hat, sowie dessen weiteres Schriftgut. Hinzu kommen die Nachlässe und die Personalakten einzelner Angehöriger des Juristenkreises, die der Verfasser ebenfalls herangezogen hat.

Auf dieser Grundlage gliedert Glahé seine Studie in drei Abschnitte. In einem ersten Schritt wird der Heidelberger Kreis in seinem historischen Kontext verortet, danach wird dieser in einem gruppenbiografischen Ansatz in seiner Zusammensetzung untersucht. Hier knüpft Glahé vor allem an die Forschungsergebnisse von Hubert Seliger an, der in seiner Studie über die Verteidiger in den Nürnberger Prozessen – von denen einige dem Heidelberger Kreis angehörten – ähnlich vorgegangen ist.¹ Der dritte Teil untersucht die Rolle des Kreises als vergangenheitspolitischer Akteur in der westdeutschen Gesellschaft, wobei dessen Positionierungen gegenüber der Rechtsprechung alliierter Gerichte im besetzten Deutschland ebenso wie seine Vorschläge zur Umsetzung der geforderten Begnadigungen herausgearbeitet werden.

Glahé kann die Zusammensetzung des Juristenkreises schlüssig erklären, indem er zeigt, dass sich dessen Mitglieder zwei Generationen mit unterschiedlichen Erfahrungswelten zuordnen lassen. So standen den älteren Angehörigen des Kreises, die ihren beruflichen Aufstieg im Deutschen Kaiserreich und der Weimarer Republik erfahren und die unter den Nationalsozialisten Ausgrenzung und Verfolgung erlebt hatten, jüngere Juristen gegenüber, für die eine größere Radikalität und Nähe zum Nationalsozialismus, in dem sie ihre berufliche Laufbahn begonnen hatten, kennzeichnend ist. Die Angehörigen beider Gruppen



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

¹ Hubert Seliger, Politische Anwälte? Die Verteidiger der Nürnberger Prozesse, Baden-Baden 2016 (Historische Grundlagen der Moderne, 13).

hatten wiederum unterschiedliche biografisch bedingte Motive, wenn sie sich gemeinsam für die Begnadigung der verurteilten NS-Verbrecher einsetzten.

Wie dieser Einsatz konkret aussah, wird in der Studie im Einzelnen herausgearbeitet. Glahé macht deutlich, dass der Juristenkreis 1951 im Kontext der Verhandlungen über den Deutschlandvertrag auf Bitten des Bonner Staatssekretärs Walter Hallstein mehrere Lösungsvorschläge in der Kriegsverbrecherfrage vorlegte. In der Folge hatte der Kreis vor allem einen Anteil an der Schaffung gemischter, deutsch-alliierter Gnadenausschüsse, die in einer Einzelfallprüfung über die Begnadigung der verurteilten NS-Verbrecher entschieden.

An ihre Grenzen stößt Glahés Untersuchung allerdings, wenn es darum geht, den tatsächlichen Einfluss des Heidelberger Zirkels und die Effektivität seines Wirkens zu bewerten. Die Frage, inwieweit der Kreis mit seinen Aktivitäten, insbesondere seiner Lobbyarbeit, ganz konkret die von US-Hochkommissar John McCloy letztendlich gewährten Begnadigungen herbeiführte, kann die Studie nicht beantworten. Man mag dem Verfasser zugutehalten, dass die praktischen Folgen der Tätigkeit einer jeden Lobbyisten-Gruppe schwer messbar sind, gleichwohl hätte man sich in dieser grundsätzlichen Frage eine begründete Einschätzung gewünscht.

Dies ändert nichts an dem Umstand, dass die Studie in allen Fragen, die die Zusammensetzung, die Aktivitäten und auch das Nachleben des Heidelberger Kreises betreffen, für Klarheit sorgt und diesen als Akteur in der Amnestiedebatte in der jungen Bundesrepublik fassbar macht. Zum Verständnis dieser Debatte, ihrer Hintergründe und der Rolle der einzelnen Beteiligten auf deutscher und alliierter Seite leistet die Studie daher einen wertvollen Beitrag.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Mathis J. Gronau, Deutsche Minderheiten in Frankreich und Großbritannien. Im Niemandsland der Identität zwischen 1914 und 1924, Berlin, Boston (De Gruyter Oldenbourg) 2025, 329 S., 2 s/w und 2 farb. Abb., ISBN 978-3-11-156132-5, DOI [10.1515/9783111561493](https://doi.org/10.1515/9783111561493), EUR 79,95.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Hélène Leclerc, Toulouse

L'objet de l'ouvrage est d'étudier, à travers une analyse comparée de destins individuels d'Allemand·es résidant en France et en Grande-Bretagne à la veille de la Première Guerre mondiale, ce que l'expérience de ces Allemand·es peut nous apprendre du sort réservé aux minorités ressortissant d'un État ennemi en période de conflit. Il est aussi d'interroger la façon dont cette expérience a pu modeler leur identité collective.

Le livre obéit à une construction claire et logique organisée en 9 chapitres. Le premier comprend une introduction substantielle définissant les concepts, l'approche méthodologique et justifiant le cadre chronologique retenu, avec l'année 1924 comme »terme d'une époque qui peut être qualifiée d'après-guerre« (7); dans la mesure où des civils sont encore internés en 1920 et où des prisonniers de guerre demeurent en captivité jusqu'en 1924 (6), le choix de ce terminus *ad quem* est pertinent. Le deuxième chapitre contextualise la présence de ces minorités allemandes en France et en Grande-Bretagne avant 1914, en proposant une analyse différenciée et une mise en perspective bien menée des deux contextes d'accueil. Suivent deux chapitres examinant l'expérience de l'internement de civil·es allemand·es, tour à tour en Grande-Bretagne et en France (avec un sous-chapitre intéressant consacré au sort des Alsacien·nes, 133–136), puis un chapitre abordant le cas des Allemand·es non interné·es, en Grande-Bretagne comme en France; un autre étudie l'expérience de l'internement et de la libération des camps durant la sortie de guerre. Les deux avant-derniers chapitres se penchent sur la difficile reconstruction d'une communauté allemande de 1918 à 1924 en Grande-Bretagne et en France. Le chapitre conclusif revient sur la notion de »no man's land de l'identité« présent dans le titre.

Dès les premières lignes de l'introduction, qui débute par le témoignage de deux Allemand·es, l'un, Richard Noschke, installé en Grande-Bretagne en 1889 et interné sur l'Île de Man, l'autre, Gertrud Köbner, installée en France depuis 1906 et internée au camp de Garaison (Hautes-Pyrénées), le parti pris de se concentrer sur l'expérience vécue par les témoins et de privilégier une approche bottom-up est assumé: »Le vécu des personnes est au centre. Leur récit détermine ce travail« (11). L'étude porte ainsi une attention privilégiée au discours et au récit de témoins, à leur »expérience« (*Erfahrung*). Ce concept est en effet posé



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

comme central (24–26) et se révèle opératoire. Mathis Gronau le précise encore au seuil du chapitre 3, en distinguant *Erfahrung*, qui renvoie à un »processus interpersonnel« et à une »forme de communication«, la plupart du temps ancrée dans un récit (*Narrativ*), du terme proche de *Erlebnis* (qui désigne le vécu, le ressenti). L'étude repose sur de nombreux exemples concrets, individuels, à savoir l'expérience d'interné-es telle que relatée dans des égo-documents, principalement des journaux intimes publiés durant la guerre ou juste après, mais aussi des documents d'archives inédits. À cet égard, l'ouvrage propose une liste de »journaux, mémoires et correspondances« émanant de quelque 44 personnalités différentes (cf. bibliographie, 310–311), soit un fonds documentaire non négligeable qui permet d'établir un panorama relativement large de l'expérience de l'internement.

L'auteur ne manque pas de rappeler que son étude s'appuie surtout sur des témoignages qui sont des sources à manier avec précaution (risque de l'anecdote, du mensonge, fiabilité de la mémoire du témoin, 15), tout en soulignant à raison leur intérêt, car, exploitées avec rigueur, elles permettent »de mettre en évidence l'importance de récits personnels dans le cadre d'une analyse structurelle ainsi que les sentiments de ces individus« (16). L'étude se fonde donc sur l'analyse de parcours individuels qui présentent également une dimension collective; ces parcours sont réputés représentatifs, même si l'auteur rappelle prudemment que les différents témoignages ne sauraient »suffire pour tirer des conclusions sur une minorité de près de 200.000 personnes sur une période longue de dix ans« (17). Il n'en reste pas moins qu'une approche davantage prosopographique, exposant de manière plus systématique, par exemple à l'aide de tableaux décrivant la situation des 44 personnalités retenues (origine, lieu de résidence, données chiffrées, situation familiale, professionnelle, dates de l'internement ...), aurait sans doute permis d'affiner le portrait de groupe qui se dessine en creux.

Outre la mise en perspective entre la France et la Grande-Bretagne qui fait clairement apparaître les différences entre les deux pays et constitue l'apport principal de l'étude, il convient de saluer le repérage et l'établissement d'une liste de 44 égo-documents, de même que l'approche fine des ressources de ce type de textes. Le sous-chapitre qui mobilise le concept de genre pour aborder l'internement (136–145), outre qu'il met en évidence une particularité française puisque la France interna également les femmes contrairement à la Grande-Bretagne, offre une incursion concrète dans le quotidien de l'internement.

En revanche, on peut s'interroger sur le choix de l'expression »ethnische« Deutsche« pour décrire l'identité allemande. Si l'auteur souligne combien il est complexe, pour la période considérée, de disposer d'un concept clair et immuable, et prend d'autres concepts en considération tels ceux de diaspora, nationalité, ethnie et *community*, l'utilisation répétée des guillemets se révèle gênante à la lecture car ceux-ci tendent *in fine* à mettre l'accent sur l'incongruité de l'expression retenue, au demeurant difficilement



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

traduisible en français, et ils entraînent une suspicion sur le terme. On peut se demander s'il n'aurait pas mieux valu assumer l'emploi de l'adjectif *ethnisch* sans guillemets, voire comme dans le titre d'ailleurs, parler tout simplement d'Allemand·es, de population d'origine allemande, ou bien, comme cela apparaît finalement dans la conclusion (285), de »ethnisch kategorisierte Deutsche«, formulation plus claire, qui permet d'intégrer à la fois l'origine de ces Allemand·es et le regard posé sur eux par les contemporains français et britanniques.

On remarquera quelques erreurs factuelles concernant deux internées, alors même que sont cités des travaux consacrés à leurs journaux, telles que l'erreur récurrente sur le nom de Helene Schaarschmidt (et non Schaarfschmidt) ou sur la biographie de Gertrud Köbner, au journal de laquelle l'ouvrage se réfère amplement. Cette dernière fut internée à Garaison en 1914; d'après son journal et son dossier du fonds Garaison des archives départementales des Hautes-Pyrénées, elle était née en 1879, mariée et installée à Neuilly depuis 1906 et mère de deux filles âgées de 6 et 9 ans en 1914. Voir en elle l'épouse née en 1889 de l'historien Richard Köbner, comme l'indique le renvoi à la notice de la *Deutsche Biographie* (283), paraît risqué, une enquête menée auprès du Richard Koebner Minerva Center for German History n'ayant pas permis de l'établir.

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115144](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115144)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Lutz Hachmeister, Hitlers Interviews. Der Diktator und die Journalisten, Köln (Kiepenheuer & Witsch) 2024, 384 S., 24 Abb., ISBN 978-3-462-00240-9, EUR 28,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Hubert Roser, Limburg (Lahn)

Zu welchem Zweck und Ende interviewt man eigentlich einen Diktator? Dies ist natürlich eine ketzerische Frage; erst recht, wenn sie der Journalist und streitbare Medienwissenschaftler Lutz Hachmeister stellt. Denn er ist einer, der den Großen und Mächtigen in Politik und Showbizz – ebenso wie Berufskollegen und Historikern und Historikerinnen, wenn nötig, gerne mal auf die Füße tritt; eigentlich eine Grundkompetenz guten Journalismus! Seine Antwort hierauf sei gleich verraten: im Grunde hat es keinen Zweck – beziehungsweise so gut wie keinen. Denn fast immer geht es bei solchen Interviews nicht wirklich um Informationsgewinn. Eher möchte der Interviewte, der Diktator, zu seinem Publikum sprechen, um sich damit ins rechte Licht zu rücken. Oder der Interviewer selbst will, koste es, was es wolle, seine Trophäe, seinen journalistischen »Scoop« zur Schau stellen. Also wieder die alte Frage: Wer benutzt hier wen?

Mit seinem neuen Buch hat der mehrfach ausgezeichnete Autor, Filmregisseur und Filmproduzent, bis 2019 Leiter des Instituts für Medien- und Kommunikationspolitik (IfM) in Berlin-Charlottenburg, ein lang gehegtes Projekt zu Ende gebracht. Schon als junger Redakteur hatte Hachmeister erste Erfahrungen gesammelt im Hinblick auf die Lebens- und Arbeitssituationen von Auslandskorrespondenten in »unfreundlichen (das heißt autoritären) Umgebungen« (317).¹ Hinzu kamen eigene Interview-Erlebnisse mit hochkarätiger Prominenz aus Politik, Kultur und Wirtschaft, die den späteren Kommunikationswissenschaftler dazu bewogen, sich mit Interviewstrategien in journalistischen Grenzsituationen näher zu befassen. Leider hat der Autor die Fertigstellung seines Werkes nicht mehr erlebt, denn Lutz Hachmeister verstarb völlig unerwartet im August 2024, kurz vor Vollendung seines 65. Geburtstages. Das Buch erschien posthum.

Als paradigmatisches Objekt der Begierde hat sich Hachmeister ausgerechnet den »am besten erforschten und am umfangreichsten interpretierten Staatslenker der Welt« (26), den selbst ernannten »Führer« der NSDAP, Adolf Hitler (1888–1945),



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand

¹ Dazu jetzt die Habilitationsschrift von Norman Domeier, Weltöffentlichkeit und Diktatur. Die amerikanischen Auslandskorrespondenten im »Dritten Reich«, Göttingen 2021.

ausgesucht. Das Ergebnis: Bis in die Mitte des Krieges gab Hitler einer Vielzahl von Auslandsjournalisten über hundert Interviews.²

Und diese im Einzelnen aufzufinden, ist gar nicht mal so leicht. Mit Blick auf die meist schwer zugänglichen Fundorte der Original-Zeitungsartikel ist die Quellenlage nämlich oftmals kompliziert und disparat. Ein solches Buch konnte daher nicht ohne Hilfe von außen entstehen. Hinter dem Autor stand ein Team von Mitarbeitenden, welches die Korrespondenz mit den Archiven führte, die Interview-Quellen sowie Hintergrundinformationen zu den Interviewern recherchierte und aufbereitete, Originaltexte ins Deutsche übersetzte und der Resonanz von Artikeln vor und nach 1945 nachspürte.

Bei den Interviews lassen sich drei Zeitphasen klar voneinander trennen: der »Bavarian Mussolini« von 1920 bis zum Hitler-Putsch 1923; dann von Herbst 1930 bis zum 30. Januar 1933: der umtriebige völkische Wahlkämpfer und politische Rivale um die Erlangung der Staatsmacht; schließlich ab 1933: Hitlers Zeit als deutscher Diktator und internationaler Staatsmann. Das letzte Interview fand am 23. Mai 1941 auf dem Berghof statt und wurde in der amerikanischen *Life* vom 9. Juni 1941 abgedruckt.

Im Grunde waren all diese Gespräche, so der Autor, stets mehr oder weniger kalkuliert. Es ging Hitler darum, sie für aktuelle taktisch-strategische Themensetzungen oder gar das Auftischen glatter Lügen, wenn dieses gerade nützlich schien, zu instrumentalisieren. Diesen Befund belegt allein die Tatsache, dass rund 80 % der Interviews mit Gesprächspartnern westlicher oder befreundeter Staaten geführt wurden.³ Ihrer bedurfte Hitler immer dann, wenn er seine Botschaften unter die Leute bringen wollte. erinnert sei etwa an die vielen »Friedensbeteuerungen« Hitlers nach 1933.

Im Fokus stand also stets der »propagandistische Mehrwert«, der auch vom NS-Führer persönlich erkannt und wertgeschätzt wurde – ungeachtet aller Abneigung Hitlers gegen unabhängige Journalisten, in denen er lediglich »vom Weltjudentum gesteuerte« publizistische »Abgesandte demokratisch-medienkapitalistischer Unternehmen« (8) erblickte. Wie alle Diktatoren achtete auch der »Kontrollfetschist« Hitler bei den Interviews auf gründliche Vorbereitung und vorab einzureichende Fragen, gab die Linie des Interviews vor und bestand auf eine letzte Autorisierung des Textes.

² Das chronologische Verzeichnis der bisher nachweisbaren Interviews im Anhang umfasst 107 Titel, jeweils mit Erscheinungsdatum des Interviews beziehungsweise Datum des Gesprächs. Sind die jeweiligen näheren Umstände heute nicht mehr ermittelbar, ist dies entsprechend gekennzeichnet; nicht aufgenommen wurden offenkundige Fake-Interviews.

³ Darunter allein 60 mit angloamerikanischen, 17 mit italienischen und acht mit französischen Journalisten.

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2026.1.115145](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115145)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Offene Gespräche mit Auslandskorrespondenten galten ohnehin nicht als zielführend (und waren nach 1933 auch objektiv nicht mehr gegeben). Darin waren sich auch Hitlers Medienberater, denen der Autor ein ganzes Kapitel widmet, von Beginn an einig, so der seit 1922/1923 als erster »Auslandspresse-Beauftragter« der NSDAP fungierende Ernst »Putzi« Hanfstaengl (1887-1975), Propagandaminister Joseph Goebbels (1897-1945) mit seinem »Abteilungsleiter Auslandspresse« Karl »Charlie« Bömer (1900-1942) und Otto Dietrich (1897-1952), Hitlers persönlicher Pressereferent und seit 1931 »Reichspressechef«.

Vor allem der großbürgerliche und polyglotte Harvard-Absolvent Hanfstaengl, der Hitler durch seine privaten Verbindungen zum angloamerikanischen Raum zahlreiche Interview-Kontakte vermittelte, spielte in der Anfangszeit der NSDAP eine zentrale Rolle. Er war es auch, der zur Aufbesserung der ewig klammen NSDAP-Parteikasse vor 1933 peinlichst auf die Zahlung von Honoraren pochte, was den »Führer«, so Hachmeister, gelegentlich heftigst erzürnte. Später wurde Hanfstaengl, der sich nach 1945 gerne als »harmloser, eben putziger Zeitgenosse« und »bayerisch-amerikanischer Gentleman« (65) gebärdete, Hitler lästig und zur Flucht ins Ausland gezwungen.⁴

Eine zentrale These von Hachmeisters Buch ist, dass, egal mit wem und worüber Hitler sprach, also unabhängig vom jeweiligen »kommunikativen Setting«, seine Art der Gesprächsführung im Grunde immer gleich war. Dies lag einmal daran, dass sich das »demagogische Redetalent« in seinem »Redekatarakt«, so bereits die Charakterisierung bei Hitlers erstem Biografen Rudolf Olden 1935,⁵ nur ungern unterbrechen ließ. Viel lieber pflegte Hitler den Reportern die ideologischen Kernpunkte des NS-Parteiprogrammes in immer gleicher Art und Weise staccatoartig ins Notizbuch zu diktieren. Beschämend für uns heute übrigens ist, dass selbst bei den frühen Interviews Hitler niemals ein Blatt vor den Mund nahm, vielmehr freimütig und ausführlich seine Vernichtungsprogrammatik zu erläutern bereit war.

»Mangels jeglicher philosophischer Grundbildung unfähig zu Selbstironie und dialektischem Denken«, hatte der propagandistische Redner-Messias auch gar keinen Sinn für dialogische Formen von Gesprächen mit Reportern (15). Bezeichnend hierfür etwa ist die Reaktion des *Hearst*-Journalisten Karl von Wiegand (1874-1961), der Hitler sonst als »magnetisierenden Redner und Organisationsgenie [sic!]«

⁴ Dazu seine bei Piper erschienenen Erinnerungen: Ernst Hanfstaengl, *Zwischen Weißem und Braunem Haus. Memoiren eines politischen Außenseiters*, München 1970 (amerik.: Philadelphia, New York 1957).

⁵ Vgl. Rudolf Olden, *Hitler*, mit einem Vorwort von Werner Berthold, Frankfurt am Main 1984 (zuerst: Amsterdam 1935).



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

schätzte,⁶ nach einem seiner späteren Gespräche mit dem NS-Führer: »Es wird jedes Mal schlimmer, wenn ich ihn sehe. Ich habe nichts aus ihm herausbekommen. Wenn Du ihm *eine* Frage stellst, hält er eine Rede.«

Hier, so ist zu konstatieren, rechnet der Medienexperte Hachmeister mit der Medienbiografie Hitlers ab. Indem er die »letztlich rein situativen Varianten [...] der immer gleichen, sterilen Überredungskommunikation« (15) in den Interviews herausarbeitet, stutzt er dem »Führer« gewaltig die Flügel, entlarvt ihn als populistischen Gelegenheits-Faseler.

Warum war Hitler dennoch so erfolgreich? Hier bringt der Autor einen weiteren zentralen Punkt ins Spiel, der auf die Kommunikationskultur im heraufziehenden Massenzeitalter des beginnenden 20. Jahrhunderts verweist. »Nie haben die Massen nach Wahrheit gedürstet. Von den Tatsachen, die ihnen missfallen, wenden sie sich ab und ziehen es vor, den Irrtum zu vergöttern, wenn er sie zu verführen vermag. Wer sie zu täuschen versteht, wird leicht ihr Herr; wer sie aufzuklären versucht, stets ihr Opfer.« Diese Sätze, die aus einem aktuellen Lehrbuch für Populisten und Verschwörungstheoretiker stammen könnten, formulierte Gustave Le Bon (1841–1931), der Begründer der Massenpsychologie, schon im Jahre 1895.⁷ Selbst wenn Hitler dessen Werke vermutlich niemals studiert hat, bewusst oder intuitiv hatte er verstanden, dass modernes Polit-Marketing, »Massenpsychologie« und Propaganda miteinander einhergehen; eine Erkenntnis, die seinen Sprachduktus lebenslang prägte – und einengte.

Im Gegensatz zu Hitler waren seine Interviewer fast immer schlecht vorbereitet und ließen den »sperrigen Gesprächspartner« zwecks schneller Schlagzeilengewinnung einfach reden. Dies mag exemplarisch der Fall des französischen Korrespondenten und späteren Polit-Philosophen Bertrand de Jouvenel (1903–1987) verdeutlichen, der als Paradebeispiel eines politischen »Grenzgängers« des 20. Jahrhunderts gelten kann. In den 1920er- und dann wieder ab den 1950er-Jahren ein radikaler Sozialist bzw. Liberaler, gehörte er zwischen 1936 und 1939 Jacques Doriots (1898–1945) faschistischem Parti populaire français (PPF) an. Zeitweise fungierte er auch als Chefredakteur von dessen Parteizeitung *L'Émancipation nationale*. Zudem war er ein persönlicher Freund des frankophilen späteren NS-Botschafters in Paris, Otto Abetz (1903–1958).

In Kooperation mit ihm interviewte de Jouvenel den »Führer« am 21. Februar 1936. In dem Gespräch, das eine Woche später in

⁶ Karl von Wiegand, der im November 1922 das erste Interview mit Hitler überhaupt führte, galt vor 1950 als der führende US-Auslandskorrespondent; vgl. Andrew Nagorski, *Hitlerland. American Eyewitnesses to the Nazi Rise to Power*, New York u. a. 2012, 22.

⁷ Dazu die deutsche Ausgabe seines Standardwerkes: Gustave Le Bon, *Psychologie der Massen*, Stuttgart 2017.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Paris-Midi erschien, ging es um das Verhältnis Hitler-Deutschlands zu Frankreich. Kurz vor dem geplanten Einmarsch der Wehrmacht ins entmilitarisierte Rheinland Anfang März 1936, von dem de Jouvenel nichts ahnen konnte, war es für Hitler ein zentrales Anliegen, die französische Öffentlichkeit für seine Außenpolitik einzunehmen. Indem der nationalistisch sicher affine, sonst aber arglose de Jouvenel in seinem Interview Hitler eine breite Bühne gab und für dessen »friedliebende Absichten« geradezu warb, trug auch er zur Verharmlosung des NS-Regimes und seiner verbrecherischen Politik bei; eine Haltung, die ihm noch lange nach 1945 heftig angekreidet wurde.

Hachmeisters Studie über Hitlers Interviews, dies bleibt festzuhalten, ist ein ebenso gut recherchiertes wie unterhaltsam geschriebenes, kurzweiliges Buch, das man nicht mehr aus der Hand legen mag; schon wegen der vielen spannenden Details, die der Autor stets mit Charme und Witz zu präsentieren versteht: etwa bezüglich der internen redaktionellen Entscheidungsabläufe oder der schillernden Lebensschicksale der Interviewer-Persönlichkeiten.

Und es ist darüber hinaus ein wichtiges Buch, dessen Botschaft, gerade angesichts des wachsenden Populismus heute, eindeutig und klar ist: Mit aller Schärfe kritisiert der Autor die Medienhäuser in demokratischen Staaten, wenn sie nach wie vor auf kurzfristige Nachrichtenwerte und »Scoops« setzen. Auf diese Weise werden negative Propagandaeffekte in Kauf genommen, die allein dem Tyrannen zum Vorteil gereichen und den Interviewer letztlich zu dessen »nützlichem Idioten« stempeln; eine Rolle, derer sich Journalisten wahrlich enthalten sollten. Aktuelle Beispiele für dieses schädliche Verhalten liefert der Autor zuhauf in seinem großartigen Schlusskapitel.

Schade, dass Lutz Hachmeisters kritische Stimme so früh für immer verstummt ist und an dieser wichtigen Aufklärungsarbeit nicht weiter teilhaben kann.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Jan Hassink, Sport an der Grenze. Alltag und Gewalt im von Deutschland besetzten Elsass während des Zweiten Weltkriegs, Göttingen (Wallstein) 2025, 373 S., 10 z.T. farb. Abb. (Besatzungsgesellschaften, 1), ISBN 978-3-8353-5833-1, EUR 38,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Sébastien Stumpp, Strasbourg

L'historiographie des pratiques sportives en Europe a largement profité, depuis près de deux décennies maintenant, du développement des travaux sur les espaces frontières. Ces derniers, en proposant d'appréhender la question du sport depuis les périphéries, dont certaines ont été soumises à des occupations, voire des annexions, ont permis de rendre compte des fortes disparités des modalités de diffusion de l'action étatique, mais aussi d'interroger par en bas la manière dont l'expérience quotidienne des sportifs locaux participait à la production de comportements et d'identités singulières.

L'ouvrage de Jan Hassink, *Sport an der Grenze. Alltag und Gewalt im von Deutschland besetzten Elsass während des Zweiten Weltkriegs*, vient apporter une précieuse pierre à cet édifice. Tiré d'une thèse soutenue en 2023 à l'université de Strasbourg en co-tutelle avec la Georg-August-Universität de Göttingen, il se propose d'aborder au prisme de la question sportive la manière dont s'organise, dans l'Alsace occupée par l'Allemagne (1940-1944), la vie de populations locales confrontées à «un quotidien [devenu] extraordinaire». Soucieux de dépasser les explications binaires et très polarisées souvent avancées pour décrire leurs comportements face au nazisme (collaborateurs versus résistants), écueils largement alimentés par les reconstructions mémorielles d'après-guerre, l'auteur met en lumière la très grande malléabilité des comportements des sportifs alsaciens dans ce «temps de crise» marqué par la répression et la violence des autorités allemandes. L'ouvrage montre également la diversité des formes d'appropriation du sport, qui sert aussi bien d'échappatoire pour les populations locales que d'instrument de discipline et de contrôle pour les autorités.

Pour approcher au plus près les expériences vécues par les acteurs et ne pas en rester aux «structures globales» ou aux «grandes catégories nationales», qui ne sont pas toujours opérantes pour rendre compte de l'ambivalence des attitudes dans les situations de crise, Jan Hassink s'appuie sur le concept d'«Eigensinn», introduit dans le champ des sciences sociales par l'historien allemand Alf Lüdtke. Ce cadre théorique permet à l'auteur d'observer, au ras du sol, l'éventail des motifs que mobilisent les sportifs alsaciens et, partant, de saisir la complexité de leurs comportements ainsi que les arrangements de pouvoir qu'ils sont amenés à opérer pour supporter l'expérience de l'Occupation.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Jan Hassink s'appuie pour ce faire sur un corpus de documents personnels composé de journaux intimes et de lettres, principalement conservés aux Archives allemandes des journaux intimes (Deutsches Tagebucharchiv) à Emmendingen et à l'Association pour l'autobiographie et le patrimoine autobiographique à Ambérieu-en-Bugey, ainsi que de mémoires, dont certains ont été numérisés et mis en ligne sur des plateformes (par exemple: malgre-nous.eu). Ces documents sont croisés avec un important corpus de sources administratives, à la fois françaises (Archives nationales, archives d'Alsace, archives municipales) et allemandes (sur les sites du Bundesarchiv à Berlin-Lichterfelde, Fribourg-en-Brisgau et Ludwigsburg), ainsi qu'avec des sources d'institutions publiques et privées (Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg, centre hospitalier de Rouffach, Deutscher Alpenverein) et des imprimés (presse généraliste, revues, etc.). Cette foisonnante documentation permet à l'auteur de restituer avec précision le contexte d'Occupation et ses répercussions sur l'organisation quotidienne du sport et des loisirs, mais aussi de comprendre comment l'administration allemande et ses fonctionnaires appréhendent cette réalité.

Parmi l'abondante somme de connaissances produite par cet ouvrage, deux champs d'analyse développés par l'auteur nous semblent particulièrement stimulants. Le premier concerne la diversité des formes de définition de la normalité dans un contexte de répression. Pour les autorités allemandes, normaliser consiste à encourager la reprise des activités par les sportifs locaux tout en instaurant une nouvelle organisation et un nouveau cadre idéologique (contrôle et épuration des associations, germanisation, etc.). Il s'agit notamment de discipliner et d'endoctriner la jeunesse, dont la «rééducation» est parfois assimilée à un véritable dressage, l'occupant allemand ne manquant pas de stigmatiser l'infériorité physique et nationale ainsi que la «puissance sauvage» des enfants alsaciens pour mettre en exergue sa propre supériorité (et donc la nouvelle norme de référence). Les pratiquants locaux ont, pour leur part, une définition de la normalité bien plus flottante. Si certains marquent leur adhésion et leur loyauté au nouveau régime par une participation volontaire (l'intégration de la norme dominante), d'autres «se servent de l'idéologie nationale-socialiste afin de pouvoir maintenir leurs activités et garder par cela leurs habitudes», tandis que d'autres encore se désintéressent des manifestations sportives ou marquent ostensiblement leur indifférence (la redéfinition de la norme).

Le second apport de l'ouvrage concerne les formes de violence traversant les sociétés occupées et, dans ce cadre, la manière dont le sport contribue à les entretenir ou à s'en écarter. Les pratiques physiques, par le niveau d'engagement corporel qu'elles présupposent, constituent en effet pour les autorités un moyen d'exercer une contrainte sur les populations par la souffrance, soit pour les dresser comme nous l'avons déjà évoqué (inculquer la discipline et la force, considérées comme des valeurs «allemandes»), soit pour les punir, les humilier et



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

les châtier, parfois aussi pour les deux raisons simultanément. La présence des militaires allemands sur les terrains de sport et leurs comportements parfois agressifs à l'encontre des locaux, notamment à partir de 1944 et la retraite du nord-ouest, participent également à la brutalisation des espaces sportifs. Le sport permet à l'inverse à certains Alsaciens de se construire temporairement une normalité dépourvue de toute violence: en proposant des cadres de pratique (temporels, spatiaux, psychologiques) alternatifs, il devient un tiers-lieu situé à bonne distance du contrôle politique, un »moment d'authenticité« permettant de supporter les affres, bien souvent aussi les horreurs, de l'Occupation. Il n'empêche, la violence structurelle est souvent présente en arrière-fond et les barrières ne sont jamais complètement hermétiques (sportifs arrêtés en plein match, professeurs de sport déportés, etc.).

Au final, l'ouvrage de Jan Hassink développe des perspectives de recherche particulièrement fécondes sur les conditions de »vie en guerre« des populations locales et les formes de négociations et d'agentivité que permet le sport dans les territoires soumis à une forte répression.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Nils Hauser, Die Berliner Kriminalpolizei in Republik und Nationalsozialismus. Eine rechtshistorische Untersuchung der Wechselwirkungen zwischen Polizeirecht, Strafrecht und Kriminalpolizeipraxis in den Jahren 1925 bis 1937, Tübingen (Mohr Siebeck) 2024, XXI–479 S. (Beiträge zur Rechtsgeschichte des 20. Jahrhunderts, 125), ISBN 978-3-16-162624-1, DOI [10.1628/978-3-16-163340-9](https://doi.org/10.1628/978-3-16-163340-9), EUR 104,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Christian Roques, Toulouse

La présente monographie de Nils Hauser est tirée d'une thèse en histoire du droit soutenue à la Humboldt-Universität de Berlin en 2021, récompensée en 2023 par le Prix spécial de recherches sur le judaïsme et l'antisémitisme de la même université et finalement publiée chez Mohr-Siebeck en 2024 avec des financements du fonds »Open-Access« de la Humboldt, qui font que l'ouvrage est accessible en ligne sur le site de l'éditeur.

Dans sa thèse, N. Hauser entend analyser l'évolution de la police judiciaire (*Kriminalpolizei*) berlinoise entre 1925 et 1937, donc le passage de la république de Weimar au régime national-socialiste. Les bornes historiques de l'étude sont déterminées, d'un côté, par la création de l'office régional de police judiciaire (*Landeskriminalpolizeiamt*) de Prusse en 1925 et, de l'autre, par la centralisation au niveau du Reich (*Verreichlichung*) de l'ensemble des services de police judiciaire entre 1936 et 1937 sous l'égide du Reichsführer-SS, Heinrich Himmler, nommé »chef de la police allemande« en juin 1936.

Comme le relève l'auteur lui-même, ce travail de recherche s'inscrit dans un contexte mémoriel particulier: la reconnaissance en 2020 par le Bundestag des »criminels de carrière« (*Berufsverbrecher*), porteurs du triangle vert dans les camps nazis, et des »asociaux« (*Asoziale*), porteur du triangle noir, comme catégories de victimes officielles du régime hitlérien. Toutefois Hauser fait remarquer que toute nouvelle catégorie de victimes implique en retour une nouvelle catégorie d'auteurs de crimes. Or, dans le cas présent, la persécution des »criminels de carrière« et des »asociaux« fut d'abord le fait de la police judiciaire. Et à la pointe de ce combat-là se trouvait de manière générale la police prussienne et plus particulièrement la police judiciaire berlinoise. Dès lors, retracer précisément les transformations que traverse cette dernière lors du passage de la république à la dictature promettait d'être particulièrement éclairant.

Pour réaliser son étude, N. Hauser a choisi une approche thématique qui consiste à aborder, par trois fois, la même période historique (1925–1936), mais en modifiant à chaque fois la focale: ainsi, la première partie met l'accent sur les fondements juridiques



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

du travail policier (en distinguant notamment les champs de compétence de la police administrative et de la police judiciaire et en passant minutieusement en revue l'ensemble des textes qui structurent la pratique policière), la seconde se focalise sur la police comme institution (retracant ses différentes réorganisations dans la période étudiée), enfin la troisième partie interroge la pratique policière effective de la police judiciaire, afin de poser la question des marges de manœuvre de la police, notamment par rapport à l'appareil judiciaire.

Car un des points clés de la problématique, et que Hauser identifie dès l'introduction, est la nature ambiguë ou »hermaphrodite« (*Zwitternatur*) de la police judiciaire, qui met en tension sa mission préventive et sa mission répressive. À cela s'ajoute le fait que la police judiciaire n'est censée être que l'entité de »premier accès« (*Erster Angriff*) dans l'enquête criminelle qu'elle remet ensuite totalement entre les mains des magistrats. Mais dans les faits (d'une part en raison de sa capacité à s'autosaisir pour ce »premier accès« et de l'autre en raison de la sous-dotation de la justice en finances et en personnel) la police judiciaire se trouve, pour la période historique étudiée, en charge de l'ensemble de l'enquête judiciaire et, de ce fait, est perçue, par le grand public, comme l'institution d'enquête par excellence. Or c'est précisément autour de l'idée d'un basculement dans le rapport de force entre police et justice, à travers un processus de politisation de la procédure pénale, que se structure la thèse centrale du travail de N. Hauser.

La première partie, qui vise à la clarification conceptuelle et au passage en revue des bases juridiques du travail policier, est forcément la partie la plus technique juridiquement, et représente donc une lecture quelque peu aride pour les non-juristes. Pour autant, elle est truffée de rappels historiques qui remontent parfois loin dans le passé. Ainsi, même les non spécialistes liront avec profit le bref aperçu historique du concept de »police«, qui évolue de la description d'un état idéal au XVII^e et au XVIII^e siècle à la définition d'une activité administrative au sens large au XIX^e siècle, puisqu'elle vise à garantir le bien public dans son ensemble. Et si ce n'est qu'à la fin du XIX^e siècle qu'apparaît la définition moderne de la police (comme activité de prévention et de sécurité), N. Hauser montre avec bonheur la manière dont cette définition moderne est introduite par le Haut tribunal administratif de Prusse à travers une lecture partielle du Code général prussien (ALR, partie II, titre 17, § 10) sur lequel elle projette sa conception libérale de l'État de droit dans la fameuse »Décision de Kreuzberg« du 14 juin 1882. De la même manière, Hauser montre que bien de textes juridiques weimariens préparent le basculement d'un droit pénal de l'acte (*Tatstrafrecht*) vers un droit pénal de l'auteur (*Täterstrafrecht*), alors que l'on associe généralement ce dernier exclusivement à la pensée juridique nazie. On voit ainsi que les nationaux-socialistes eurent parfois moins à subvertir ou à révolutionner l'ordre juridique hérité que de simplement en exploiter toutes les potentialités.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

La deuxième partie est peut-être la moins révolutionnaire, surtout parce que l'institution policière sous la république de Weimar et sous le national-socialisme avait déjà été étudiée, même si l'accent mis par Hauser sur le changement de régime et les effets qu'il implique sur les carrières des fonctionnaires et sur la réorganisation générale des services amène des éclaircissements importants.

Mais c'est indéniablement la troisième partie qui est la plus innovante et dans laquelle la problématique de cette thèse manifeste toute sa pertinence. Hauser retrace avec minutie la manière dont la montée en puissance de la police judiciaire se déploie après l'arrivée au pouvoir des nazis, mais il souligne également tous les éléments de continuité qui peuvent exister entre l'ordre juridique de la république et celui du national-socialisme. Ainsi il met en lumière le fait que la notion de «prévention» (comprise ici comme l'idée qu'il ne faille pas se contenter de constater les crimes, mais de les «prévenir» en identifiant les futurs «coupables» à partir de leurs caractéristiques particulières, voire de leurs «tares héréditaires») n'apparaît pas seulement avec la révolution hitlérienne, mais est déjà inscrite dans les textes juridiques weimariens.

Pour finir, et au risque de paraître quelque peu mesquin, les quelques critiques que l'on peut adresser à cet ouvrage portent moins sur le fond que sur les éléments de forme qui entravent inutilement une lecture fluide du texte. Ainsi, il semble évidemment étrange de reprocher à une thèse d'avoir trop de notes de bas de pages. Mais dans le présent ouvrage, elles sont tellement foisonnantes (2769 notes sur 414 pages) que les appels de note rompent par moment le flux de la lecture, notamment dans la première partie, où elle se télescope avec la multiplication des abréviations et des sigles. Et dans la même logique, si l'on comprend évidemment le recours aux sigles pour éviter les répétitions, ils peuvent devenir artificiels quand ils concernent des expressions qu'on ne va utiliser que quatre fois dans le corps du texte (comme «RuPrMdI» pour le ministre de l'Intérieur du Reich et de la Prusse). Enfin, quelques rares passages auraient gagné à une relecture/réécriture plus minutieuse, comme celui p. 45 où est évoqué «l'article de Köttgens» qui suit «immédiatement» «la nécrologie de Drews», mais sans que ne soit jamais évoqué le nom de la revue concernée.

Tout cela n'entame toutefois en rien le bilan très positif qui s'impose à la lecture du livre de Nils Hauser: il s'agit là d'un travail de recherche de premier ordre, très documenté, écrit par un auteur qui manifestement a su s'approprier de manière intime son sujet et le maîtriser jusque dans ses dernières subtilités pour mener à bien un travail de thèse fertile. Un tel ouvrage est clairement appelé à devenir rapidement un livre de référence, aussi bien pour les juristes que pour les historiens.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Talitha Ilacqua, *Inventing the Modern Region: Basque Identity and the French Nation-State*, Manchester (Manchester University Press), 2024, 272 p. (Studies in Modern French and Francophone History), ISBN 978-1-5261-6925-9, GBP 85,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Didier Le Saout, Paris

En s'inscrivant dans le sillage des recherches sur la formation des identités territoriales, l'ouvrage propose une lecture renouvelée des rapports entre centre et périphérie. Il souligne d'emblée que l'historiographie consacrée au Pays basque français présente une lacune heuristique majeure: l'occultation relative du XIX^e siècle. Ce prisme interprétatif tend à inscrire l'expérience locale dans le métarécit d'une unification nationale dont la progression linéaire s'accomplirait nécessairement par l'érosion des particularismes provinciaux et l'homogénéisation des identités régionales sous l'effet de la centralisation étatique. C'est précisément en rupture avec ce paradigme que s'inscrit le présent ouvrage. Talitha Ilacqua soutient qu'en privilégiant les ruptures de 1789 ou la consolidation du modèle républicain à l'aube du XX^e siècle, nombre d'historiens corroborent, par omission, une lecture téléologique de la trajectoire basque. Elle entreprend alors une déconstruction de ce mythe en explorant le processus complexe par lequel le Pays basque acquiert son identité régionale, à la fois folklorique et politique, au cours du »long XIX^e siècle«.

Loin d'être une période de simple déclin face à la centralisation, cette séquence apparaît comme le moment fondateur d'une symbiose entre l'appartenance des Basques à la petite patrie et leur intégration au sein de la grande patrie française construite par la volonté de ses citoyens de s'unir pour la grandeur nationale. Dès lors, la France du XIX^e siècle fonctionne à la fois comme un »État nationalisateur« et une nation régionalisante. La petite patrie basque se construit ainsi au miroir de la grande patrie, utilisant tour à tour la littérature, l'armée, la religion et le tourisme pour négocier sa place et affirmer sa singularité.

Le premier tournant décisif de cette construction identitaire se cristallise sous la Révolution française. L'abolition des privilèges le 4 août 1789 transforme radicalement la nature de la »basquité«. Jusqu'alors, les relations avec la monarchie reposent sur des exemptions fiscales et des droits coutumiers. La création du département des Basses-Pyrénées en 1790 unifie administrativement les trois provinces basques (Labourd, Basse-Navarre, Soule), tout en les noyant dans une entité plus vaste dominée démographiquement par le Béarn gasconophone. Face à l'idéal d'une nation unie et indivisible, les notables locaux élaborent un contre-récit fondé sur l'antériorité de leurs coutumes et de leur langue (chapitre 1). Cette affirmation identitaire,



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

initialement portée par les élites civiles, trouve un prolongement inattendu sur le terrain des opérations militaires. L'armée, pourtant moteur de l'uniformisation nationale, sert paradoxalement de creuset à l'affirmation d'un particularisme basque. Durant les guerres révolutionnaires, la formation de bataillons spécifiquement basques pour défendre la frontière sud de la France permet aux soldats de développer une conscience plus structurée de leur identité culturelle et atteste l'émergence d'un sentiment patriotique qui transcende les particularismes. L'investissement militaire valide l'ancrage des Basques dans le projet républicain en dépit du maintien de leurs spécificités linguistiques et coutumières (chapitre 2).

Cette mythification du soldat basque se prolonge durant la première guerre carliste espagnole, période où l'influence de l'intellectuel Augustin Chaho s'avère déterminante (chapitre 3). En théorisant les revendications des Basques espagnols, ce dernier exporte en France une représentation du Pays basque comme berceau de valeurs conservatrices, telles que la liberté collective, la religion et la tradition. Cette conception – partagée par les légitimistes – postule que les sept provinces basques sont unies par des traits culturels communs les distinguant de la France comme de l'Espagne. Elle les érige en remparts contre le libéralisme centralisateur, ancrant ainsi l'identité basque dans une posture de résistance qui associe durablement la culture locale au conservatisme moral et religieux.

Le domaine culturel et linguistique constitue le second front de cette construction régionale. Ce processus s'articule prioritairement autour des travaux des philologues qui, en s'attachant non seulement à l'étude de la langue basque en soi, mais aussi aux propriétés qu'elle est censée révéler sur la communauté locutrice, œuvrent à la préservation de l'autonomie des provinces basques (chapitre 4). Plus largement, face à l'absence d'une longue tradition littéraire écrite, les chercheurs basques français du XIX^e siècle entreprennent de codifier le folklore et l'Euskara (chapitre 5). En standardisant les récits populaires, ils créent une culture basque transnationale ainsi que des stéréotypes identitaires puissants. Si cette démarche vise à valider l'autonomie régionale, elle veille également à ne jamais menacer l'unité nationale. La langue basque est alors investie d'une mission militante, particulièrement sous la Troisième République. Tandis que le pouvoir républicain appréhende les langues régionales comme des obstacles au progrès et des vecteurs de cléricalisme, les conservateurs basques font de l'Euskara le bouclier de la foi catholique et de leurs traditions ancestrales contre la République sans Dieu (chapitre 6). À cet égard, les tensions entourant l'institution scolaire cristallisent une conception conservatrice de l'identité dont la relation symbiotique avec le catholicisme repose sur la valorisation de la culture rurale, du respect des ancêtres et de la religion.

L'ouvrage souligne alors le rôle inattendu de la modernité économique, et notamment du tourisme, dans la cristallisation



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

de cette identité (chapitre 7). Loin de dissoudre la culture locale, l'arrivée des voyageurs et des élites cosmopolites sur la côte atlantique encourage une mise en scène de l'authenticité. Transfiguré par la littérature en héros romantique, la figure du contrebandier dote le Pays basque d'un capital symbolique prestigieux que les acteurs locaux réinvestissent pour le convertir en ressources économiques. L'industrie touristique de la seconde moitié du siècle permet ainsi de repenser la tradition non comme un vestige mourant, mais comme une entreprise économique d'autonomisation locale précieuse. En jouant de leur «archaïsme» pour séduire la modernité, les Basques trouvent un moyen de financer et de perpétuer leur singularité culturelle tout en s'insérant pleinement dans l'économie nationale (chapitre 8). L'ouvrage s'achève alors sur l'idée que la construction identitaire régionale constitue un vecteur d'intégration plutôt qu'un ferment de séparatisme.

L'analyse de l'identité basque française au XIX^e siècle que déploie Talitha Ilacqua se distingue par une finesse herméneutique qui s'inscrit dans le sillage des travaux de Benedict Anderson sur les «communautés imaginées», concept mobilisé de manière récurrente tout au long de l'ouvrage. Par le croisement de l'analyse historique avec les outils de la sociologie politique et de l'anthropologie culturelle, l'autrice démontre que la singularité basque, loin de constituer un archaïsme ou un vestige du passé, procède d'une construction intellectuelle émergente. Elle invite ainsi à appréhender l'histoire régionale non plus comme une périphérie du récit national, mais comme l'un de ses laboratoires les plus féconds. L'ouvrage ouvre ainsi des perspectives de recherche stimulantes sur l'équilibre précaire des tensions permanentes entre région et nation que l'État est contraint de réguler afin de prévenir toute rupture qui viendrait exposer la fragilité du mythe national.

19.–21. Jahrhundert – Histoire
contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115148](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115148)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Philipp Jonke, La mode en série à Berlin (1880–1914).
Production, distribution, société, Villeneuve-d'Ascq
(Presses universitaires du Septentrion) 2025, 226
p. (Modes et apparences), ISBN 978-2-7574-4276-0,
EUR 20,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Nathalie Dimic, Bonn

In dem 1931 erschienenen Artikel »Berlin als Modestadt« konstatiert die Modejournalistin Elsa Herzog, dass Berlin »seit den siebziger Jahren der Sitz der gewaltigen Konfektionsindustrie [ist], deren Ausfuhr schon vor dem Kriege viele Millionen betrug«. ¹ Der Artikel weist nicht nur auf Berlins führende Rolle als Hauptstadt der Konfektionsmode in Deutschland hin, sondern auch auf die internationale Bedeutung der Berliner Textilindustrie am Export von Damenkonfektion Ende des 19. Jahrhunderts.

Rund 50 Zeitschriften und Fachblätter sorgten bereits um 1900 für die Verbreitung aktueller Modelle. Das Berliner Modegeschehen inspirierte Zeitgenoss:innen wie den Soziologen und Ökonomen Werner Sombart zu Abhandlungen wie *Wirtschaft und Mode* (1902) oder den Philosophen Georg Simmel zu seiner *Philosophie der Mode* (1905). Keine Frage: Berlin war Mode. Seit den 1960er-Jahren sind erste historische Studien über Berlin als Modemetropole entstanden, etwa Brunhilde Dähns *Berlin Hausvogteiplatz* (1968) oder Uwe Westphals *Konfektion und Mode* (1986). Ab den 1990er-Jahren verantwortete die Modehistorikerin Christine Waidenschlager Ausstellungen zur Berliner Modegeschichte, beispielsweise unter dem Titel *Berliner Chic* (2001). Einen sozialgeschichtlichen Blick auf Frauenarbeit in der Textilindustrie im 19. Jahrhundert bieten Karin Hausens *Zur Sozialgeschichte der Nähmaschine* (1978) sowie Rosemarie Beiers *Heimarbeiterinnen in der Berliner Bekleidungsindustrie* (1983). In den letzten zwei Jahrzehnten hat sich das Forschungsfeld ausdifferenziert. Neben Gesa Kessemeiers Studie *Modehaus Herrmann Gerson* (2013, 2016) sowie ihr jüngst erschienenes Standardwerk *Modestadt Berlin: Geschichte der Berliner Konfektion und Modesalons 1836–1936* (2025) oder Gudrun M. Königs *Konsumkultur. Inszenierte Warenwelt um 1900* (2009) entstanden wichtige wirtschaftshistorische Arbeiten zur deutschen Bekleidungsindustrie, etwa Mark Spoerers Studie zum *Familienunternehmen C&A* (2016) sowie Julia Schnaus Dissertation *Kleidung zieht jeden an* (2017).

Während die Geschichte der Berliner Konfektion in der deutschsprachigen Forschung einen festen Platz hat, gibt es im internationalen Bereich wenige Studien, die sich mit



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

¹ Elsa Herzog, Berlin als Modestadt, in: Was die Frau von Berlin wissen muss, 2. Aufl., Berlin, Leipzig o. J. [1931], 216–225, hier 219.

Berlin als Hauptstadt der Konfektionsmode im 19. und frühen 20. Jahrhundert beschäftigen. Zuletzt konstatierten Maude Bass-Krueger und Sophie Kurkdjian vom Seminar »Histoire et Mode« 2016 im Rahmen der mit Adelheid Rasche von der Lipperheidischen Kostümbibliothek in Berlin organisierten Studientage »Échanges franco-allemands dans la mode« ein Ungleichgewicht zwischen der intensiven Auseinandersetzung mit französischer Mode in der deutschsprachigen Forschung und der marginalen Auseinandersetzung mit deutscher Mode in der französischen Forschung.

Die skizzierte Ausdifferenzierung bildet den Hintergrund für Philipp Jonkes Monografie *La mode en série à Berlin (1880-1914): Production, distribution, société*. Es handelt sich um die Überarbeitung seiner Dissertation, die 2020 an der ENS de Lyon abgeschlossen und 2021 von der AGES (Association des germanistes de l'enseignement supérieur) mit dem Prix Pierre-Grappin ausgezeichnet wurde. Fachlich betreut hat die Studie die Germanistin Anne Lagny, Expertin für German Studies mit Fokus in der Kultur- und Ideengeschichte. Jonke arbeitet seit 2022 als Maître de conférences an der Université Bourgogne Europe mit Schwerpunkt in der vestimentären und materiellen Kultur in Deutschland im 19. Jahrhundert. Für die 2025 in der Reihe *Modes et apparences* des Presses universitaires du Septentrion erschienene Publikation hat Jonke die 650-seitige Dissertation umfassend überarbeitet, um – neben dem Fachpublikum – ein breites modehistorisch interessiertes Publikum anzusprechen und die Geschichte der Berliner Konfektion in die französischsprachige Modeforschung einzuführen.

Der Ausgangspunkt von Jonkes Forschung liegt im Aufschwung zweier bedeutender Phänomene: der Konsolidierung der Konfektionsindustrie und der Etablierung von Mode(kauf)häusern. Im Modesystem sind die drei – im Untertitel genannten – inhaltlichen Schwerpunkte *production, distribution* und *société* örtlich und zeitlich eng verknüpft. Der Analyse des Dreiklangs nimmt sich Jonke an. Der zeitliche Fokus liegt auf der wilhelminischen Epoche und endet mit Beginn des Ersten Weltkriegs. Anhand eines umfangreichen Quellenkorpus nähert sich Jonke dem komplexen Beziehungsgefüge von Produktion und Distribution im Berliner Modesystem und entwickelt seine Argumentationswege an historischen Quellen wie den illustrierten Zeitschriften *Der Bazar*, *Die Dame* und *Die praktische Berlinerin* sowie dem Fachblatt *Der Konfektionär*.

Die Studie umfasst fünf Kapitel. Das Namensregister und das Verzeichnis der Berliner Konfektionäre im Anhang machen die Arbeit zu einem nützlichen Nachschlagewerk. Das erste Kapitel widmet sich den Anfängen der Berliner Konfektionsindustrie, die sich in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts aus dem Mode- und Manufakturwarenhandel entwickelte. Mit Entstehen erster Konfektionshäuser rund um den Werderschen Markt und den Hausvogteiplatz konstituierte sich allmählich ein eigenes Konfektionsviertel. Zu den ersten Berliner Konfektionären

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2026.1.115149](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115149)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

gehören Herrmann Gerson, Valentin Manheimer und David Levin. Seit den 1840er-Jahren entwarfen sie nach Pariser Vorbildern tragbare Modelle, die sie in standardisierten Größen fertigen ließen. Die Produktion war über ein Verlagswesen organisiert. Ein Zwischenmeister verteilte die Arbeit auf selbstständige Schneiderinnen, die in Heimarbeit oder in Nähstuben in Berlin und Umgebung die Stücke fertigten; sie gingen anschließend zurück an den Konfektionär, der sie präsentierte und verkaufte.

Im zweiten Kapitel rückt der Fokus auf die Distributionsstrategien der Konfektionäre. Das Wachstum der Bekleidungsindustrie wird auch zunehmend im Stadtbild sichtbar: In der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts wird die Umgebung um den Werderschen Markt und Hausvogteiplatz zum Zentrum des Mode- und Textilgroßhandels, wo Fachpublikum empfangen und Ware geordert wurde. Rund um Werderschen Markt und Leipziger Straße entstanden imposante Warenhäuser wie A. Wertheim und Hermann Tietz, die das kaufende Publikum anzogen. Im dritten Kapitel analysiert Jonke Inszenierungsstrategien exemplarischer Kaufhäuser wie Rudolph Hertzog, A. Wertheim, Kersten & Tuteur und Herrmann Tietz. Zu den verkaufsfördernden Maßnahmen gehörten Reklame in der Modepresse, die Etablierung von Modenschauen sowie der Bau monumentaler Kaufhäuser mit großen Schaufenstern und exklusiver Inneneinrichtung.

Im vierten Kapitel beschäftigt sich der Autor mit der Frage nach der gesellschaftlichen Teilhabe am Modegeschehen und der Nichtteilhabe daran. Die Auszeichnung Hoflieferant, die Konfektionäre wie Gerson stolz präsentieren, zeigt, dass Hof und Adel in der Anfangszeit eine Sonderstellung im Berliner Modesystem einnahmen. Wie Shopping zu einer sozialen wie kulturellen Praxis der Mittelschicht wird, thematisiert das fünfte Kapitel. Ob Berichterstattung über gesellschaftliche Anlässe wie zum Beispiel Pferderennen, zu denen Berliner Modelle ausgeführt wurden, oder die von Gerson offerierten Modelle in unterschiedlicher Stoffqualität, waren Maßnahmen, um eine breitere Käuferschaft zu gewinnen.

Die Monografie von Jonke ist für Leser:innen, die sich für Mode- und Konsumgeschichte des ausgehenden 19. und frühen 20. Jahrhunderts interessieren, sehr instruktiv. Das Fachpublikum wird sich vermutlich zu einigen zentralen Aspekten detailliertere Darstellungen wünschen, die Jonke jedoch zugunsten eines einführenden Überblicks nicht in die Publikation aufnehmen konnte. Jonke verweist auf zahlreiche Anknüpfungspunkte für zukünftige Forschungen wie etwa das Geschlechterverhältnis in der Bekleidungsindustrie, das jüdische Leben im Berliner Konfektionsviertel oder Vergleiche mit anderen Modemetropolen. Jonke gelingt es, anhand historischer Quellen Entwicklungen und Charakteristika der Berliner Konfektion darzustellen und einen breiten Überblick über die Geschichte der Berliner Konfektionsindustrie zu geben.

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2026.1.115149](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115149)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Annekathrin S. Krieger, Globales Wissen im Kaiserreich. Wie der Gorilla ins Naturkundemuseum kam, Bielefeld (transcript) 2024, 402 S. (Wissenschafts- und Technikgeschichte, 8), ISBN 978-3-8376-7439-2, EUR 50,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Marie Muschalek, Basel

Annekathrin S. Kriegers *Globales Wissen im Kaiserreich* untersucht die Wissensproduktion über Menschenaffen, insbesondere Gorillas, im Deutschen Kaiserreich um 1900. In einem mikrohistorischen Zugriff auf das Nachleben dieser Tiere als museale Präparate stellt Krieger den lange vertretenen Anspruch naturhistorischer Objektivität grundlegend infrage. Dabei kann sie überzeugend nachzeichnen, dass »die stetige Auseinandersetzung Europas mit den Tieren« in erster Linie eine Auseinandersetzung »mit sich selbst« war, und zwar durch »das Einschreiben menschlicher Beziehungen, Geschichten, kultureller Vorstellungen und europäischer Verhaltenskodexe auf den Tierkörper« (353).

Für die Studie, die auf ihrer 2023 an der Universität Göttingen eingereichten Dissertation basiert, hat Krieger eine außerordentlich umfangreiche und sorgfältige Archivrecherche in Deutschland und Kamerun durchgeführt. Die Breite des herangezogenen Quellenmaterials ist beeindruckend: Ausgehend von den präparierten Tierobjekten selbst wertet sie eine Vielzahl schriftlicher Quellen aus, darunter unveröffentlichte Korrespondenzen und Dokumentationen ebenso wie Zeitungsartikel und zoologische Fachpublikationen. Besonders hervorzuheben ist zudem das reichhaltige visuelle Material, das sie erschließen konnte. Verortet im Kontext des Material, Spatial und Animal Turn und mit einem Fokus auf das Museum als Ort von Interaktion und Aushandlung, zeigt Krieger eine sichere Kenntnis der überwiegend deutsch- und englischsprachigen Forschung zu Museums-, Zoo- und Wissenschaftsgeschichte. Dabei schließt ihre Untersuchung toter Gorillas in deutschen Museen eine Forschungslücke, da sich bisherige Studien vor allem auf lebende Affen in Zoos sowie auf deren Repräsentationen in Literatur, Film und anderen kulturellen Produkten konzentriert haben.

Globales Wissen im Kaiserreich ist chronologisch aufgebaut und verfolgt durchgehend drei zentrale Erkenntnisinteressen: Erstens fragt Krieger nach den historischen Akteurinnen und Akteuren, die an Sammlung, Präparation und Präsentation der Gorillas beteiligt waren, zweitens nach den konkreten Techniken und Praktiken der Präparation sowie deren Darstellungsweisen und drittens nach dem (wissenschaftlichen) Wissen, das durch diese Akteure und Praktiken für und mit der deutschen Öffentlichkeit erzeugt wurde. Diese Dimensionen behandelt sie durchgehend souverän und zeigt, wie Wissen über Gorillas in komplexen Konstellationen



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

entstand: im Zusammenspiel unterschiedlicher Akteure, Konservierungs-, Präsentations- und Visualisierungstechniken, zwischen wissenschaftlichen Wahrheitsansprüchen und künstlerischen Ambitionen sowie unter Berücksichtigung öffentlicher Erwartungen.

Nach der Einleitung (Kapitel 1) bietet Krieger in Kapitel 2 eine knappe ideengeschichtliche Vorgeschichte europäischer Vorstellungen und Wissensbestände über Menschenaffen. Sie zeigt, wie die Debatten über Menschenaffen durch die Linse der darwinschen Evolutionstheorie gerahmt wurden und wie diese Tiere zu symbolischen »Übergangswesen« (63) avancierten, die Figuren wie Ernst Haeckel dazu nutzten, um visuelle Hierarchien zu entwerfen, in denen europäische Menschen an der Spitze standen, während afrikanische Menschen in einer niedrigeren Kategorie im Tierreich verortet wurden.

Kapitel 3 widmet sich der europäischen Aneignung des Gorillas nach 1850 und dem anfänglichen Mangel an Exemplaren in deutschen Museen. Anhand einer Fallstudie zu den ersten Gorilla-Präparationen in Lübeck arbeitet Krieger die technischen und darstellerischen Herausforderungen heraus, »das Unbekannte [zu] präparieren« (77). Das Fehlen eigener Erfahrungen mit lebenden Gorillas in ihren natürlichen Lebensräumen führte dazu, dass Wissenschaftler und Präparatoren diese Leerstellen mit Imaginationen und Stereotypen füllten. Diese Bilder speisten sich häufig aus sensationsorientierten Jagdberichten früher »Gorillajäger« wie Paul Belloni Du Chaillu und betonten aggressive Körperhaltungen und gefletschte Zähne. Nicht selten wurden Gorillas in musealen Arrangements als Gruppe aus dominantem Männchen, Weibchen und Jungtier präsentiert, die dem kleinbürgerlichen europäischen Familienideal entsprach. Krieger deutet dies als anthropomorphe Projektion, die das Tier zugleich anschlussfähig und dem »zivilisierten« europäischen Betrachter hierarchisch unterlegen machte.

Die zwei letzten ausführlichen Kapitel bilden das Kernstück der Studie. Kapitel 4 untersucht den Aufstieg zoologischer Gärten seit den 1860er-Jahren als »lebendige Museen« im Kontext deutscher Bestrebungen, wissenschaftliches Wissen zu popularisieren und zu demokratisieren. Thematisiert wird unter anderem das »Gorillafieber« der 1870er-Jahre sowie prominente Einzelfälle wie die Dresdner Schimpansin Mafuka, deren Artzugehörigkeit einen erheblichen wissenschaftlichen Streit auslöste. Zudem analysiert Krieger Fotografien und Skizzen lebender junger Gorillas in Zoos, etwa von M'Pungu im Berliner Aquarium, um zu zeigen, wie Forschende versuchten, das Verhalten der Tiere zu studieren. Zugleich macht sie deutlich, dass selbst diese vermeintlich objektiven Studien häufig von rassistischen Gegenüberstellungen zwischen den Menschenaffen und ihren afrikanischen Tierpflegern geprägt waren.

Mit Kapitel 5 wendet sich das Buch explizit dem kolonialen Kontext der Tierbeschaffung für das Berliner Naturkundemuseum zu.

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115150](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115150)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Hier kann Krieger den afrikanischen Akteuren des Sammelns und der lokalen Wissensgeneration erstmals mehr Raum geben. Zugleich zeigt sie, dass wissenschaftliches Wissen über afrikanische Fauna untrennbar mit kolonialen Machtstrukturen verbunden war. Diese bestimmten, welche Tiere nach Europa gelangten und wie sie interpretiert wurden, und blendeten die Biografien und Herkunftskontexte der vor Ort Tätigen sowie der Tiere häufig aus. Krieger analysiert zudem die Rolle kolonialer Fotografie, etwa Aufnahmen erlegter Gorillas in Kamerun, in denen neben den Tieren oft europäische und afrikanische Jäger oder Soldaten zu sehen waren, um Größenverhältnisse und Dominanz zu visualisieren. Diese Fotografien fungierten als visuelle Belege des kolonialen Extraktionsprozesses und dokumentierten den Übergang des Gorillas vom wilden afrikanischen Tier zum wissenschaftlichen Objekt im Berliner Museum. Schließlich zeigt Krieger, dass sich um 1900 die Präparation von einer handwerklichen Praxis des »Ausstopfens« zu einer Kunstform entwickelte. Neue Techniken ermöglichten eine anatomische Modellierung, bei der Muskelspannung und Bewegung dargestellt wurden. Obwohl diese Präparate als »naturgetreu« beworben wurden, handelte es sich um künstlerische Kompositionen, die Vitalität und eine spezifische Naturvorstellung vermitteln sollten und damit die Rolle des Museums als objektive Autorität festigten. Tatsächlich waren diese Praktiken soziale und kulturelle Akte, die biologische Überreste in materielle Wahrheiten verwandelten und den kolonialen wie wissenschaftlichen Interessen des Kaiserreichs dienten.

Globales Wissen im Kaiserreich bietet eine äußerst anregende und gewinnbringende Lektüre. Die ursprüngliche Form als Dissertation macht sich stellenweise in Wiederholungen bemerkbar – ein Manko, das durch eine aufmerksamere redaktionelle Begleitung hätte behoben werden können. Dies schmälert jedoch nicht den hohen historiografischen Wert der Studie. Krieger hat durch ihre akribische historische Nachzeichnung der frühen Primatenforschung, der naturkundlichen Museumskultur und Taxidermiepraxis eine Arbeit geliefert, die Potenzial hat, ein Referenzwerk zu werden.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Nathalie Le Bouëdec, La justice ouest-allemande face aux médias (1945–1963). L'impossible relation de confiance?, Villeneuve-d'Ascq (Presses universitaires du Septentrion) 2024, 370 p. (Collection S. Temps, espace, société, 2299), ISBN 978-2-7574-4240-1, EUR 26,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Daniel Siemens, Newcastle

Nathalie Le Bouëdec, Professorin für deutsche Geschichte und Landeskunde an der Université de Bourgogne in Dijon, gehört in Frankreich zu den besten Kennerinnen der Geschichte der deutschen Justiz im 20. Jahrhundert. In vielen ihrer Arbeiten geht es darum, welche gesellschaftlichen Erwartungen an die Justiz herangetragen wurden, welche Bedeutung die Massenmedien für Diskurse um Recht und Justiz in der deutschen Gesellschaft hatten und wie die Justiz in Demokratie und Diktatur operierte.

Ihr neues, auf ihrer Habilitationsschrift beruhendes Buch befasst sich mit einem Aspekt, der von der bisherigen Forschung vergleichsweise wenig beachtet wurde: dem schwierigen Verhältnis zwischen Justiz und Massenmedien in der frühen Bundesrepublik. Dazu zieht sie vor allem Justizakten aus verschiedenen Landesarchiven, juristische Fachzeitschriften und die Presseberichterstattung heran. Neben den üblichen Verdächtigen (*Süddeutsche Zeitung*, *Der Spiegel*, *Die Zeit*) werden auch Boulevardblätter und -magazine wie die *Bild-Zeitung* und die Illustrierte *Quick* ausgewertet, was einer möglichen Verengung auf einen primär bürgerlichen Diskursraum effektiv entgegenwirkt.

Ganz ausdrücklich geht es in diesem Buch nicht zentral um die Frühphase der juristischen »Aufarbeitung« der NS-Verbrechen, die trotz großen Engagements einzelner Juristen insgesamt unzureichend und viel zu oft skandalös ausfiel. Le Bouëdec interessiert sich vielmehr für den Beitrag, den der juristische Alltag im Gericht – wie er von Journalisten vermittelt und popularisiert wurde – zur demokratischen Kultur in der Ära Adenauer leistete. Dabei fragt sie insbesondere, welche Wirkung die technologische Entwicklung, vor allem die Ausbreitung audiovisueller Medien und der Erfolg der Boulevardpresse, auf das Wechselspiel von Justiz und Gesellschaft hatten. Ein Trend, der im Untersuchungszeitraum an Bedeutung gewann, war, dass Forderungen nach einer demokratischen, transparent agierenden Justiz wichtiger wurden. Anders als in der Weimarer Republik legte dies bereits in der jungen Bundesrepublik die Grundlage dafür, dass die Justiz zu einer Garantin demokratischer Staatlichkeit werden konnte – ein Effekt, der sich allerdings erst mit einer Verzögerung von gut zwei Jahrzehnten voll auswirkte. Im Untersuchungszeitraum 1945 bis 1963 dominierten die Ambivalenzen.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Die Studie ist in drei große Abschnitte gegliedert. In einem ersten Teil, der die Jahre unmittelbar nach dem Ende des Zweiten Weltkriegs bis 1950 behandelt, geht es um die Übergangsphase und die Neuausrichtung des Verhältnisses von Rechtsprechung und Massenmedien nach dem Ende der NS-Diktatur. Zentral ist für Le Bouëdec das Schlagwort von der Vertrauenskrise. Geprägt worden war dieser Begriff in den 1920er-Jahren in der Diskussion um die »politische Justiz«. Die Autorin zeigt, dass derartige Einschätzungen in den unmittelbaren Nachkriegsjahren weiterwirkten und Debatten zwischen Journalisten und Juristen zum Teil mit sehr ähnlichen Argumenten wie in der Weimarer Republik ausgetragen wurden. Neu war nach 1945, dass das weiterhin vorhandene Kontrollbedürfnis der Juristen, Ausdruck eines anhaltenden Misstrauens gegen die Einmischung vermeintlich unbefugter Journalisten in die Rechtspflege, nach und nach von einem eher pragmatischen Verhältnis abgelöst wurde.

Der zweite Teil des Buches handelt von den »kurzen 1950er-Jahren«, die, so die Autorin, von einer »fragilen Normalität« in den Beziehungen zwischen Justiz und Massenmedien gekennzeichnet waren – wobei kritisch gefragt werden könnte, ob »Normalität« tatsächlich der sinnvollste Oberbegriff für diese Phase der temporären Gewöhnung an ein letztlich prekär bleibendes Verhältnis ist. Gestützt auf umfangreiche Archivrecherchen arbeitet Le Bouëdec die wichtige Rolle der Justizpressestellen und der Pressedezernenten als Vermittler zwischen Justiz und Massenmedien heraus. Auch in diesem Fall bestanden Kontinuitäten zu den Justizpressestellen in Preußen, die Ende der 1920er-Jahre eine erste Phase der Professionalisierung vorangetrieben hatten. In den 1950er-Jahren gelang es den Pressedezernenten besonders in mittleren und kleinen Städten, ein Vertrauensverhältnis zu den Lokaljournalisten aufzubauen und so deren Berichterstattung zu prägen. Diese reale Abhängigkeit stand in Spannung zur normativen Erwartung an die Journalisten in der Bundesrepublik, als »vierte Gewalt« die Arbeit der Judikative kritisch zu begleiten.

Interessanterweise war es gerade die sogenannte Qualitätspresse, die ihren Anspruch auf Respektabilität mit politischer Mäßigung bezahlte. Die 1958 vom Presserat veröffentlichten »Richtlinien für die Gerichtsberichterstattung« brachten diese Entwicklung klar zum Ausdruck. Zugleich waren sie ein Zeichen dafür, dass die Justiz ihre Vorbehalte gegen den Journalismus zumindest ein Stück weit aufgab. Diese Annäherung war nicht zuletzt Folge der zunehmenden Akzeptanz der neuen politischen Ordnung und ihrer Repräsentanten. Inwiefern die wirtschaftliche Entwicklung mit dem rasch steigenden Wohlstand und den vergleichsweise hohen Beamtengehältern dafür verantwortlich waren, dass selbst konservativ-reaktionäre Juristen ihren Frieden mit der Justizpressepolitik in der frühen Bundesrepublik machten – ganz anders als in der Zwischenkriegszeit – ist eine Frage, die sich aufdrängt. Auf der Seite des Journalismus spielte es sicher eine Rolle, dass die kommunistische Presse spätestens mit dem Verbot der KPD 1956 entscheidend geschwächt war



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

und daher Fundamentalopposition gegen die, wie die extreme Linke meinte, »Klassenjustiz« kaum noch möglich war. Es dominierte in dieser Zeit, so Le Bouëdec, ein latent willfähriger »Konsensjournalismus«, der nur noch selten antagonistische Meinungen aufeinanderprallen ließ.

Dass sich diese temporäre Beruhigung nicht zu einer längerfristigen Allianz zwischen Justiz und Massenmedien entwickelte, zeigt die Autorin im dritten Teil, der die Jahre 1958 bis 1963 umfasst. Sichtbar wird, dass die Liberalisierung der Gesellschaft und die Modernisierung des Mediensystems schneller und weiter voranschritten, als es zumindest den konservativen Juristen im Staatsdienst recht war. Die Autorin spricht hier von einem »Prozess der De-Synchronisierung«. Auf Forderungen, Fotoreporter, Radio- und Fernsehjournalisten zumindest bei aufsehenerregenden Prozessen zuzulassen, um die Bürger audiovisuell zeitgemäß zu informieren, reagierten nicht wenige Juristen mit dem alten Vorwurf der »Störung der Rechtspflege«. Das Verhältnis war nun wieder stärker konfrontativ, auch weil unterschiedliche Demokratievorstellungen aufeinanderprallten. Doch der Strukturwandel der Justizöffentlichkeit ließ sich nicht umkehren. Die politischen Veränderungen in der zweiten Hälfte der 1960er-Jahre sorgten endgültig dafür, dass ein Zurück zu reaktionären Positionen im Verhältnis von Justiz und (Medien-)Öffentlichkeit ausblieb.

Die Autorin weist in ihrem Fazit zurecht auf die »Vielstimmigkeit des Diskurses« hin. Tatsächlich trägt ihre Untersuchung dazu bei, sich von tradierten Klischees à la Sensationspresse versus reaktionäre Richterschaft zu lösen, indem sie die Positionen der zeitgenössischen Akteure nuanciert historisiert und kontextualisiert. Fallstudien zu einzelnen Gerichtsprozessen und ihrer Berichterstattung hätten die Anschaulichkeit der Darstellung weiter erhöhen können. Le Bouëdec's Arbeit leistet insgesamt einen wichtigen Beitrag zur Kultur- und Mediengeschichte der deutschen Justiz im 20. Jahrhundert und regt darüber hinaus an, in Zukunft systematischer danach zu fragen, unter welchen Bedingungen und auf welche Weise die Justiz in einer modernen Mediengesellschaft demokratisch wirksam werden kann.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Wilfried Loth, André Philip et le mouvement
socialiste pour les États-Unis d'Europe (1947–1951),
Lyon (Presse fédéraliste de Lyon) 2023, 159 p., ISBN
978-2-491429-21-8, EUR 15,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Fabien Conord, Clérmont-Ferrand

Les Presses fédéralistes de Lyon publient un ouvrage intitulé *André Philip et le mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe (1947–1951)*, dû au professeur Wilfried Loth, dont les travaux sur les socialistes et la question européenne sont connus (sa thèse sur ce sujet date de 1977). Le titre est un peu trompeur car il porte l'accent sur André Philip dont la présence est en réalité assez limitée dans le livre. En réalité il ne s'agit pas d'étudier l'engagement de l'intellectuel socialiste, mais de proposer un choix de textes émanant d'une organisation européenne sur une période réduite – quatre années. L'auteur de ces lignes s'en félicite d'ailleurs, car l'édition de documents est trop délaissée à son goût par les historiens, mais il aurait peut-être fallu l'explicitier, à travers un sous-titre par exemple. La bibliographie apparaît très datée: il y manque notamment les travaux de Bernard Bruneteau sur l'idée européenne et de Gilles Vergnon sur le socialisme européen.

La thèse de Wilfried Loth est clairement énoncée et assumée dans son introduction: il s'agit de réévaluer »la contribution essentielle des socialistes et sociaux-démocrates dans la construction européenne« (11). Parmi eux figurent les acteurs du Mouvement pour les États-Unis socialistes d'Europe, et notamment le Français André Philip, qui le préside en 1949. Figure originale, au carrefour de multiples identités (protestantisme, socialisme ...), celui-ci n'est pas un dirigeant majeur de son parti, la SFIO (Section française de l'internationale ouvrière) et c'est également le cas des autres dirigeants du mouvement. C'est l'une de ses fragilités, l'autre étant l'attitude ambiguë ou réservée des travaillistes britanniques, dont la formation est la plus puissante au lendemain de la Seconde Guerre mondiale parmi la galaxie socialiste européenne. Wilfried Loth montre d'ailleurs avec pertinence la tension qui naît de l'absence des travaillistes dans la construction européenne car, conjuguée avec la présence des Allemands, elle peut sembler une forme de retournement de la situation géopolitique des années 1940, difficile à vivre en ces temps d'immédiat après-guerre.

Après cette forte introduction, Wilfried Loth présente un choix de textes qui offrent un panorama du programme et des débats des socialistes européens, en commençant par la conférence préliminaire de Londres en février 1947. Plusieurs d'entre eux contiennent des passages remarquables d'acuité sur la spécificité de leur engagement et les limites de leur action. Trois enjeux apparaissent à de multiples reprises, quelquefois mêlés: le positionnement de l'Europe entre États-Unis et Union soviétique, l'orientation de la construction européenne en matière



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

économique et la situation allemande. En mai 1947 (doc. 2), ils tracent les contours d'une troisième voie, largement définie de manière négative, »les réalisations socialistes« devant se distinguer du »capitalisme américain« et »les pratiques de liberté« du »totalitarisme soviétique«, usage précoce d'un terme appelé à faire l'objet de vifs débats dans le monde académique du milieu du siècle et même au-delà. Lors de leur congrès inaugural tenu en juin suivant (doc. 3), ils veulent pourtant croire que l'unification européenne n'est que »l'indispensable et première étape vers les États-Unis socialistes du Monde« ... mais consacrent en réalité une bonne part de leurs débats à l'Allemagne, dont ils admettent que l'Europe a besoin »des ressources, de l'industrie et du génie«. Marceau Pivert estime quant à lui (doc. 5) que l'Europe est une échelle nécessaire pour peser un poids comparable à l'Union soviétique et aux États-Unis.

Dans cette double perspective – taille critique et question allemande – André Philip affirme en mars 1949 (doc. 7) la nécessité d'une unification économique de l'Europe et plaide pour une »institution européenne collective« gérant le charbon et l'acier, dessinant ainsi les contours de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) mise en place deux ans plus tard. À cet égard, la formalisation d'une telle ambition vient conforter l'objectif de Wilfried Loth en termes de réhabilitation du rôle des socialistes dans une réalisation souvent créditée aux seuls démocrates-chrétiens dont Robert Schuman pour la France même si André Philip mesure vite les rapports de force favorables aux droites et infléchissant son projet vers une »conception purement libérale et capitaliste« (doc. 9, novembre 1949). Il dénonce ensuite en septembre 1950 (doc. 11) le parti social-démocrate conduit par Kurt Schumacher comme ayant »des positions étroitement nationalistes«; il est à noter que c'est le procès que lui fait un journaliste français marqué clairement à droite, Raymond Cartier. Enfin les congressistes réunis à Strasbourg en novembre 1950 craignent que le réarmement ne réveille »des nationalismes locaux qui constitueraient à la fois un recul décisif de l'idée européenne et un danger pour les institutions démocratiques«. Ils expriment aussi leur souhait de mise en place d'une »Autorité politique supranationale«.

Le bilan de cette mouvance est nuancé. Les constats émis sur la situation européenne en début de guerre froide sont lucides. Les propositions formulées (exigence démocratique et primat du politique) sont légitimes et pour certaines toujours d'actualité. L'influence que l'on peut prêter aux socialistes engagés dans ce mouvement est en revanche limitée comme l'illustrent d'ailleurs plusieurs textes eux-mêmes. En matière de politique allemande ou d'orientation libérale des politiques intégrées mises en œuvre durant les années 1950 et ensuite, ce ne sont pas leurs avis qui ont été suivis, rançon d'un poids relativement faible des socialistes au sein de la plupart des pays fondateurs de la construction européenne mais aussi d'une position souvent seconde sinon marginale de ces militants dans leur propre formation politique



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

nationale, échelle qui demeure essentielle en termes de rapports de forces.

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115152](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115152)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Olivier Mannoni, Hitler übersetzen. Über die Sprache des Faschismus und ihre unheilvolle Wirkmacht. Aus dem Französischen von Nicola Denis, Hamburg (Harper Collins) 2025, gebunden, 144 S., ISBN 978-3-365-00815-7, 22,00 EUR.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Magnus Brechtken, München

Wer den Nationalsozialismus verstehen will, muss Hitler lesen. Nur so lässt sich die Verbindung erkennen zwischen dem, was die Nazis vor 1933 ankündigten, und dem, was sie zwischen 1933 und 1945 mit aller Gewalt umzusetzen suchten. Auch hundert Jahre nach der Erstveröffentlichung von *Mein Kampf* gilt es, an diese Einsicht zu erinnern. Entsprechend hoch war das internationale Interesse, als am 8. Januar 2016 im Münchner Institut für Zeitgeschichte die kritische Edition von Hitlers *Mein Kampf* vorgestellt wurde. 70 Jahre nach dem Tod des Autors und damit dem Erlöschen des Urheberrechts sollte die kommentierte Ausgabe ebenso das erwartbar große Interesse am historischen Text bedienen wie der Notwendigkeit forschungsbasierter Aufklärung begegnen. Es galt, den Markt der Neugier selbstbewusst zu besetzen und mit wissenschaftlich fundierten Fakten zu füllen.

Soweit sich diese Absichten in Zahlen messen lassen, ist dies für die deutschsprachige Welt gelungen: Zehn Jahre nach dem ersten Erscheinen liegt die kritische Ausgabe inzwischen in der fünfzehnten Auflage vor, mehr als 112 000 Exemplare wurden verkauft und die kostenlos weltweit zugängliche digitale Fassung wurde bislang rund 200 000 Mal aufgerufen.¹

Wer seinerzeit annahm, dass die internationale Neugier bald in fremdsprachige Ausgaben ähnlicher Provenienz münden würde, muss konstatieren: Auch nach zehn Jahren ist davon nichts zu sehen. Weiterhin werden im englischsprachigen Raum die Übersetzungen aus den 1930er-Jahren ohne das verfügbare Forschungswissen verbreitet. Der Grund ist offensichtlich: Verleger scheuen die finanzielle Vorlage einer komplexen Neuedition, die Kosten der notwendigen Übersetzung sowie den Aufwand der wissenschaftlichen Betreuung. Die angelsächsische Welt kauft Hitlers Buch auch ohne Aufklärung und informierende Kommentare. Die italienische Ausgabe von Alessandra Cambatzu und Vincenzo Pinto aus dem Jahr 2017 verzichtet darauf, den in



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand

¹ Die Edition ist digital verfügbar unter: Christian Hartmann, Thomas Vordermayer, Othmar Plöckinger, Roman Töppel (Hrsg.), Hitler, Mein Kampf. Eine kritische Edition, unter Mitarbeit von Pascal Trees, Angelika Reizle und Martina Seewald-Mooser, im Auftrag des Instituts für Zeitgeschichte München-Berlin, 13. Aufl., München 2022 (München 2016), 2 Bde., <https://www.mein-kampf-edition.de>.

der kritischen Edition bereitgestellten Wissensfundus angemessen mitzuliefern. Und die polnische Übersetzung von Eugeniusz Cezary Król aus dem Jahr 2021 ist das bemerkenswerte Produkt eines Einzelkämpfers, der den Forschungsstand zumindest halbwegs adaptiert hat.

Es ist einzig die französischsprachige Version, die 2022 unter dem Titel *Historiciser le mal. Une édition critique de Mein Kampf* erschien, die bislang als ebenbürtiges Referenzwerk gelten kann, das in Umfang und Umsetzung die Möglichkeiten wissenschaftlicher Gründlichkeit, forschungsanalytischer Präzision und sprachlichen Transfers auszuschöpfen vermag.

Das Verdienst für diese Leistung gebührt dem Herausgeber-Forscherteam unter der wissenschaftlichen Leitung von Florent Brayard und dem Übersetzer Olivier Mannoni. Letzterer hat seine Erfahrungen mit dem Text, verbunden mit dem Schicksalsweg der französischen Ausgabe vor einigen Jahren in seiner Muttersprache publiziert. Nun liegt dieser Reminiszenz- und Reflexionstext in deutscher Übersetzung vor. Die Lektüre des schmalen Bandes lohnt auf mehrfache Weise.

Zum einen beschreibt Mannoni gleichermaßen anschaulich wie dezent die innerfranzösischen Debatten um die Frage, ob Hitlers Text überhaupt eine neue Ausgabe verdiene. Zum anderen präsentiert Mannoni in seinen Beschreibungen des eigenen Ringens mit dem Text die Bürde einer solchen Aufgabe, die selbst einen überaus erfahrenen und zu Recht viel gelobten Übersetzer immer neu herausforderte.

»*Mein Kampf* muss ein Gegenstand der Klärung und Geschichte werden. Das ist das einzige Mittel, die faszinierende, zerstörerische Ausstrahlung, die noch immer von dem Buch ausgeht, zu entschärfen«, zitiert Mannoni treffend ein Autorenkollektiv, das diese Forderung bereits am 6. Oktober 2011 in *Le Monde* vorbrachte (52). Im selben Jahr entschied sich der Verlag Fayard zu einer kritischen Ausgabe und beauftragte Mannoni mit der Übersetzung. Ihm war klar, er würde »kein Buch übersetzen, sondern ein Symbol«; »Hitlers Kriegshetze und Expansionismus sprachen aus jeder Zeile« (12–13).

Das Symbolwerk *Mein Kampf* geriet, als Mannoni seine Übersetzung schon abgeschlossen hatte, in das Räderwerk von Querelen zwischen dem Verlag und verschiedenen Historikern (diese nachzuerzählen ist hier nicht der Ort, Details finden sich im Buch). Im Ergebnis bildete sich im Umfeld der Veröffentlichungsvorbereitungen zur deutschen Ausgabe seit 2015 ein neues Team unter der Leitung von Brayard. Und Mannoni übersetzte mit einem bewusst gewandelten, frischen Blick von neuem. »Der Berg an Schwierigkeiten, den ich ein zweites Mal zu bewältigen haben würde, stand mir sofort vor Augen. [...] Waren es die präzisen Vorstellungen von Florent Brayard oder das solide wissenschaftliche und verlegerische Projekt, das mir diesmal konkret vor Augen geführt wurde? Eines ist sicher: Fünfzehn

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115153](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115153)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Sekunden später nahm ich zu meiner eigenen Verblüffung die Herausforderung an. Am darauffolgenden Tag griff ich zu meiner Grubenlampe, um in den fauligen Stollen von *Mein Kampf* hinabzusteigen. Meine Durchquerung der düsteren Gräben sollte weitere vier Jahre dauern« (37–39).

Man spürt durchweg Mannonis literarische Prägung in den bildhaften Schilderungen des Wechselbades, das diese Aufgabe bedeutete. Eine komplexe, anstrengende Auseinandersetzung: mit dem abstoßenden Inhalt, dem irritierenden, redundanten, bisweilen dümmlichen, aber stets missionarisch vorgetragenen ideologischen Stil. Entsprechend betont Mannoni, dass man die besonderen Elemente der NS-Sprache »in seinem Habitus als Übersetzer verinnerlicht haben [muss], um nicht in die Falle der Nazitexte zu tappen. Nein: Hitler, Goebbels, Himmler, Rosenberg et. al. zu übersetzen, bedeutet nicht, aus dem Deutschen zu übersetzen. Es ist vielmehr die Übersetzung aus einer Sprache, die für einen und von einem mörderischen Totalitarismus geprägt wurde« (88).

Die Vielschichtigkeit der Übersetzungsproblematik zu illustrieren ist ein Hauptanliegen Mannonis: Er zeigt, wie die Nazis die Sprache in ihrem Sinne verfälschten, die Begriffe neu belegten, ihren Absichten und Taten eigene, der Irreführung und Täuschung dienende Bedeutungen gaben. Der Nazi-Täuschungs-Schwulst erfordert eine doppelte Übersetzung: Die Wörter müssen aus dem Nazi-Jargon in ihrer eigentlichen Bedeutung sichtbar gemacht und dann in dieser Sichtbarkeit in eine andere Sprache übertragen werden.

Auch die Resonanz und vor allem die Kritik in Teilen der französischen Öffentlichkeit schildert er als fortwährenden Begleitsound. Laute Opponenten, die sich, wie in Deutschland und andernorts, im Kleinreden zentraler Quellen und der Bedeutung historischer Texte mit dem Habitus moralischer Überheblichkeit zu profilieren suchten. Mannoni lässt die Argumente und Kontroversen, aber auch die mitschwingenden Gefühle anschaulich Revue passieren. Sein Band ist mithin zugleich persönliche Erinnerungsreflexion und ein anschaulicher Beitrag zur historiografischen Diskussion, der die Bedeutung des ernsthaften Umgangs mit zentralen Quellen für die Gegenwart erfrischend vor Augen führt.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Sandra Maß, Zukünftige Vergangenheiten.
Geschichte schreiben im Anthropozän, Göttingen
(Wallstein) 2024, 222 S., 6 farb. Abb. (Historische
Geisteswissenschaften, 15), ISBN 978-3-8353-5663-4,
EUR 19,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Antoine Acker, Genève

Avec *Zukünftige Vergangenheiten*, Sandra Maß propose une réflexion érudite et dense sur l'histoire à l'ère de l'Anthropocène, cette hypothèse de nouvelle époque géologique marquée par l'impact dévastateur des activités humaines sur le système-terre. Issu des *Frankfurter Vorträge*, l'ouvrage constitue une revue particulièrement fine et aboutie de l'état de l'art et s'inscrit dans une réflexion sur ce que signifie «écrire l'histoire dans l'Anthropocène», choix assumé par l'autrice et annoncé dès le sous-titre. Ce positionnement a toutefois de quoi surprendre.

En s'ouvrant sur un rappel des conclusions alarmantes du dernier rapport du GIEC, l'introduction semblait en effet suggérer une orientation plus directe vers le rôle de l'histoire dans la compréhension des causes du changement climatique. Les grandes trajectoires historiques ayant façonné l'Anthropocène – la longue histoire de la sédentarisation et de l'agriculture, la construction impériale, la mondialisation capitaliste racialisée et genrée, l'État-nation, les religions ou les guerres mondiales – ne sont pourtant évoquées que très brièvement, souvent pour en souligner les limites analytiques. Pourtant, ces champs ont été largement ouverts par des autrices et auteurs comme William Ruddiman, Carolyn Merchant, Alain Gras, Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, Sunil Amrith, Amitav Ghosh, Simon Lewis et Mark Maslin, Andreas Malm, Jason Moore, Kathryn Yusoff ou Stefania Barca, qui placent précisément l'analyse historique des causalités systémiques au cœur de leur démarche. À quelques exceptions près, ces travaux demeurent étonnamment peu mobilisés par l'autrice.

La première partie développe le concept central de «passés futurs» (*zukünftige Vergangenheiten*), inspiré notamment par la fiction spéculative de Naomi Oreskes et Erik Conway (*The Collapse of Western Civilization*, 2014), narrée depuis l'an 2393 pour analyser notamment l'inaction des gouvernants du XXI^e siècle face à l'imminente catastrophe climatique. Le futur n'est plus seulement ce qui advient, mais ce qui nous juge rétroactivement et nous contraint à relire nos actions présentes comme un passé déjà condamné. Cette inversion du vecteur temporel est intellectuellement stimulante, mais elle repose sur un présupposé problématique: l'idée que, a priori, la catastrophe climatique ne relèverait pas du «cœur de métier» de l'histoire, voué au seul passé (9). Si cette formule se veut provocatrice, son articulation dans



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

l'horizon du »passé futur« suggère néanmoins, en creux, que les causes de l'altération de la planète se joueraient à l'instant présent et non dans le cadre d'un processus de temps long.

La deuxième partie, consacrée à »de nouvelles histoires pour des temps mauvais«, confirme ce cadrage tourné vers un avenir catastrophique. Elle offre néanmoins une remarquable synthèse théorique, domaine dans lequel l'autrice excelle tout au long de l'ouvrage. Maß y examine les limites des catégories classiques de l'histoire – linéarité du temps, primat de l'intention humaine et de l'archive textuelle, eurocentrisme, séparation entre nature et culture – face à des processus d'imbrication biophysique devenus agents historiques à part entière. Elle plaide pour l'intégration des échelles de temps géologique et pour une ouverture aux dynamiques multi-espèces, mobilisant l'histoire environnementale, l'histoire globale, la micro-histoire, les STS (Science and technology studies) ou le nouveau matérialisme.

Un exemple à la fois éclairant et déroutant de cette réflexion est celui de la catalyse, qui permet de condenser le temps géologique long en temps énergétique court: ainsi, l'émancipation féminine associée à l'automobile reposerait sur des millions d'années de vie planctonique transformée en pétrole. Toutefois, l'autrice admire la collision des temporalités sans chercher à en autopsier l'épave: les implications causales, le coût écologique de ces libertés, les rapports de pouvoir et d'exploitation qu'elles impliquent.

Pour exemplifier les »histoires plus qu'humaines«, la troisième partie part du guano, un produit au croisement du sédiment géologique et de l'excrément animal devenu ressource clé de l'industrialisation au XIX^e siècle et emblème des »téléconnexions« écologiques globales. En s'appuyant sur Anna Tsing et Donna Haraway, elle propose une conception relationnelle et multi-espèces de l'histoire, fondée sur les enchevêtrements techno-biologiques, les dépendances et les effets non intentionnels de la modernité. Il est toutefois frappant que Sandra Maß n'explore pas le concept de »plantationocène« popularisé par ces autrices, pourtant central pour penser historiquement les liens entre exploitation du travail, impérialisme colonial et mondialisation capitaliste. Elle privilégie plutôt les figures du rhizome et de l'holobionte, qui permettent d'aborder l'Anthropocène comme un ensemble de dynamiques tentaculaires échappant à l'intentionnalité humaine.

La quatrième partie, »Histoire contaminée« prolonge cette démarche métaphorique plutôt que causale, en bâtissant une analogie entre l'état matériel pollué des paysages »anthropocéniques« et la nécessité pour l'histoire de se laisser contaminer par l'interdisciplinarité, les relations inter-espèces, le temps de l'histoire naturelle, et autres »impuretés« méthodologiques dont elle avait cru se protéger depuis le XIX^e siècle. Distant de l'égard de l'»histoire planétaire« de Dipesh Chakrabarty, dans laquelle elle semble craindre un nouvel élargissement d'échelle aux conséquences homogénéisantes,

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2026.1.115154](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115154)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

l'autrice plaide pour une écriture rhizomique, attentive en permanence à une multiplicité de connexions hybrides entre le global et le local. En ce sens, sa proposition finale semble finalement assez proche de méthodes déjà bien établies telles la micro-histoire globale ou la théorie de l'acteur-réseau. La conclusion revient à nouveau vers le futur, évoquant 2050 comme le moment où la question centrale sera celle de notre inaction actuelle face à la contamination de la planète.

L'ouvrage constitue la première grande synthèse en langue allemande sur l'Anthropocène en histoire, une prouesse fort attendue et accomplie avec brio. Les désaccords formulés ici ne portent donc ni sur la forme ni sur la compétence, mais sur un débat de fond. En abordant prioritairement l'Anthropocène comme un problème de connaissance, d'historiographie et de conscience historique, *Zukünftige Vergangenheiten* tend à reléguer au second plan l'urgence d'une histoire sociale et matérielle du changement climatique. Le choix de partir et de conclure par les »passés futurs« déplace l'attention des causalités historiques vers les effets cognitifs et discursifs de l'Anthropocène.

Pourtant l'histoire, plutôt que de surenchérir dans une hyperconceptualisation de l'Anthropocène déjà largement éprouvée par l'ensemble des sciences sociales, doit, selon moi, s'atteler à comprendre ses origines dans le temps, en plaçant au cœur de l'enquête les structures économiques, politiques, sociales et culturelles qui l'ont rendu possible. Une chose est certaine, cependant: notre discipline ne peut plus se soustraire au débat sur son utilité à l'ère de l'Anthropocène, ni aux ajustements conceptuels qu'impose la nouvelle condition climatique. Sur ce point, Sandra Maß a pleinement raison. *Zukünftige Vergangenheiten* constitue une puissante incitation à la réflexion et s'impose comme une lecture incontournable pour quiconque s'interroge sur les transformations actuelles de l'écriture de l'histoire.

19.-21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115154](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115154)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Loipa Muñiz Duarte, Les Pratiques de modélisation macroéconomique en France entre 1950 et 1975, Paris (Classiques Garnier) 2024, 316 p. (Bibliothèque de l'économiste, 63), ISBN 978-2-406-17338-0, DOI [10.48611/isbn.978-2-406-17340-3](https://doi.org/10.48611/isbn.978-2-406-17340-3), EUR 39,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Tobias Scheib, Berlin

Scholars in the history of economic ideas often study academic knowledge at face value, thus ignoring how its production is shaped through mechanisms of circulation, interpretation, and politicization within the public administration. Conversely, research in political history risks developing blind spots when it underestimates the implicit assumptions or premises embedded in the knowledge that structures policymakers' thinking. With her analysis of French macroeconomic modelling between 1950 and 1975, Loipa Muñiz Duarte attempts to strike a balance between the two perspectives. Following recent literature in the history of thought, she seeks to study the economy both »in practice« and »as practices« (35). Arguably, the topic of her study is well chosen for this approach: During the first post-war decades, macroeconomic modelling in France was almost exclusively done by civil servants for the purposes of government action. Throughout the book, therefore, she does not treat models as the technocratic output of apolitical research institutes. Rather, she develops an understanding of models as »des systèmes logico-mathématiques qui représentent une vision spécifique du monde servant à étudier les problèmes de politique économique« (28).

The author's ultimate goal is to understand the diversity of scientific approaches towards the economy in France during the 1970s – in particular, the competitive co-existence of the regulation school and disequilibrium theories. She traces the origins of this diversity to the models developed within the public administration from 1950 through 1975, asking in how far this period proved decisive for the evolution of modelling in a peculiar French way (29–31). The main actors in the analysis, therefore, are scholars that worked in the Ministry of Finance's research departments: The Service des études économiques et financières (SEEF, until 1965) and the Direction de la Prévision (DP, after 1965). Her analysis is based on published research, primary sources from within the Ministry of Finance, and twelve interviews with former researchers.

In the first chapter, the author studies the nexus between national accounting and macroeconomic modelling at the SEEF from 1950 to 1965. Models were static at first but helped in developing the annual economic budget. These budgets were not only an accounting practice, but »un exercice de prévision où il est nécessaire de prendre en compte les comportements des agents



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

et les hypothèses de conjoncture» (112). The SEEF diversified the initial approach during the 1950s. In face of growing forecasting uncertainties, its researchers created exploratory and provisional budgets based on different variants of economic hypotheses. After 1958, institutional restructuring and the creation of the European common market induced a new generation of economists to abandon the static approaches in favour of econometric models.

The second chapter is dedicated to the institutionalisation of modelling at the DP from 1965 to 1970. The DP was created by Valéry Giscard d'Estaing as Minister of Finance to develop an intellectual counterweight to the Planning Commission. However, while consolidating its position within the Ministry, the DP collaborated closely with other public entities such as the Plan and the statistical institute INSEE. Its Division des budgets économiques elaborated a diversified toolbox for the rationalisation of public intervention. The econometric research resulted in the 1966 ZOGOL and the 1968 DECA models. DECA in particular was designed to integrate short-term forecasts with multi-annual planning. Its defining features included the analysis of corporate self-financing, investment cycles, and the endogenization of wages. As a dynamic, iterative framework, it represented an important academic innovation, enabling a coherent assessment of how different economic policy decisions affected the economic budget – an approach called »Opération OPTIMIX«.

The third and last chapter shows that the integration of short- and long-term forecasts became an ever more pressing issue during the early 1970s. In the eyes of the Ministry, DECA did not yet show sufficient results to solve this problem, so the DP-scholars at the new Groupe de recherches macroéconomiques (GRM) launched another try. This effort resulted in the 1974 STAR model. Importantly, STAR used a different notion of investment based on the so-called Cambridge school. Here, investment was not determined by corporate expectations of profits, but the partition of national income between capital and labour and the path of prior capital accumulation – bringing it closer to the original concept in national accounting. Per consequence, STAR had no production function, and price levels were determined only implicitly. In doing so, it departed from the international consensus in economics.

The STAR approach was strongly criticised by other parts of the public administration, and the model was never truly applied to policy purposes. However, with the first oil shock in late 1973, the end of the Bretton-Woods system of fixed exchange rates, and accelerating structural economic change, many of STAR's perceived shortcomings became an asset. From there, it laid the foundation for the French regulation school. Meanwhile, other researchers followed the makeover of disequilibrium models in the international community. This evolution ultimately produced the diversity of approaches that were the study's original interest.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Overall, the analysis is a well-researched reconstruction of modelling practices in France, based on thorough source analysis. The oral history is a particularly fruitful contribution. Without neglecting the technical details of the various models, the author is sensible for the political, economic and institutional circumstances that shaped model building. She underlines French peculiarities as well as outside influences. Furthermore, the integration of short-term forecasts with long-term planning practices is a recurring feature worth studying in closer detail. In so far, the book is a very welcome contribution to the history of economic thought in the French of post-war context.

The author concludes that the models were not ultimately intended to produce highly specific economic forecasts, a task assigned to other tools. Rather, they offered »un cadre théorique cohérent servant de langage commun aux responsables des prévisions« (282). While this is a valuable insight, the analysis could have gone further. The book is most compelling when it links the details of modelling to specific policy implications. Unfortunately, these connections remain under-developed. The author's ex-post focus on explaining the 1970's models leads to analytical dead ends where the contingent and practical implications of the current models would have been particularly illuminating. Correspondingly, the study remains closely aligned with a relatively narrow body of scholarship in the history of economic thought and engages only marginally with other strands of economic or political history.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Jean-Marc Olivier, Clair Juilliet, De Blériot à Airbus. Une histoire des industries aéronautiques européennes – 1910–2024, Malakoff (Armand Colin) 2025, 336 p., ill. en coul., ISBN 978-2-200-62996-0, EUR 24,90.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Sabrina Lausen, Siegen

The history of civil aviation is still in many respects a somewhat »terra incognita« for historical research. While historians extensively researched military aviation due to its significant importance for mobile warfare during the twentieth and twenty-first centuries, its civil counterpart still represents a notable gap in research. This gap is all the more surprising, given that the global aviation industry is one of the largest and fastest-growing industries in the world, offering a wealth of exciting starting points for various historical research questions. These points apply to the history of technology and environment as well as to political and economic history. Studies, such as those by the two Toulouse historians Clair Juilliet and Jean-Marc Olivier, are helping to close this research gap.

The authors structured the book into three main chapters comprising ten subchapters. The conclusion is followed by appendices, which mainly contain sales figures from aircraft manufacturers Airbus and Boeing. A bibliography completes the publication. According to its title, this ambitious project covers the period from 1910 to 2024. However, the content starts as early as 1890, thus extending even beyond the period mentioned in the subtitle. The book covers the entire history of the Western European aviation industry but attests aircraft manufacturer Airbus a prominent role.

Within the large aviation industry, which according to the authors encompasses »une activité industrielle, celle qui consiste en la conception, la fabrication, la vente et l'entretien d'aéronefs civils et militaires« (3), this book focuses on the civil aviation sector (ibid.). Nevertheless, the authors do not ignore the »dual character« (*caractère dual*) of the aviation industry, which consists of the strong connection between the military and civil sectors on the one hand, and of the peaceful transport of people and goods between different locations and the massive destruction that can result (3-4), on the other. The aim of the study is to examine the dynamics and logics of the European aviation industry chronologically over a century (5-6), which the authors rightly attribute an economic key role in Western Europe to (5). Methodologically, they choose a transnational approach (ibid.), which makes sense, given that Airbus, as the global player in the European aviation industry, represents an international consortium of European aerospace companies. Therefore, Juilliet and Olivier



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

analyse the consolidation of the Western European aviation industries as part of the European integration after World War II (ibid.). Scientific and technological transfers between the European aviation industry with its main hubs in France, the United States, and the Soviet Union are addressed, but only marginally discussed, as they were, according to the authors, subject to different logics (6).

The introduction gives a brief overview of the current state of research, primarily referencing studies of the Centre d'étude des techniques, des connaissances et des pratiques (CETCOPRA) (6-7). The corpus of sources is also briefly discussed (7). The thematic part of the book starts with a significant chapter on the early beginnings of the aviation industry. This overview covers pioneers such as Otto Lilienthal, Louis Blériot, and the Wright brothers, as well as technological progress in Europe between the World Wars. The second major chapter offers an overview of the European aviation industry's reconstruction in the context of the so-called Jet Age. The third major chapter focuses on Airbus. In all chapters, the authors endeavour to link the European development with French specifics. For example, the rise of the Southern French city of Toulouse, through the work of the Latécoère family, as the centre of French aviation and the headquarters of Airbus is analysed in great detail to highlight a singularity in the history of the French aviation industry (44 et seq.). However, the book also offers interesting insights into the historical development of other aviation industries in Western Europe. Even Soviet aviation is mentioned. The focus, however, is mostly on »les trois grands dans la maîtrise du ciel« (42) France, Germany, and Great Britain.

Starting with the Latécoère family's factories in Toulouse, where the family initially produced aircraft for World War I and later for flights to the French colonies, the authors trace the path through the airline Aéropostale's history to today's French flag carrier, Air France. Until the eve of World War II, the aviation industry in Europe was still heavily influenced by the military and therefore extremely fragmented (76-78). However, the beginning of the Cold War era saw a gradual consolidation of Western European aviation industries (102). This consolidation ultimately led to the creation of the Concorde and Airbus. According to Juilliet and Olivier, the growth of the civil aviation sector broke the military's absolute dominance in the industry (ibid.). Nevertheless, it is also clear that, in the course of the so-called Jet Age, a large number of technologies were implemented in civil aviation from the military, and thus a strict separation between the two sectors of the industry was not possible even after 1945.

The authors describe technological inventions in detail, but do not limit these inventions to their functionality; they also analyse consequences for people and the environment (127-130; 238-241). In this way, the history of aviation is repeatedly linked to broader questions of historical science. The examination of Airbus as a company, on the other hand, is more akin to a corporate history, focusing on the design and success of various aircraft within its

19.-21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115156](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115156)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

political and economic context. Here, even more clearly than in the other chapters, the authors focus on economic development.

Overall, Juilliet and Olivier have succeeded in creating a pioneering work, a comprehensive history of the aviation industry in Europe, and an exciting reference book that offers scientists and interested non-professionals alike a fascinating overview of Western European aviation. The connections between the European and French developments are as convincing as the transnational approach. The few points of criticism mainly concern the state of research and the explanation of the historical sources used. The book relies almost exclusively on French and English-language literature, while the authors have not taken into account the now somewhat outdated but still readable German dissertations by Christopher Andres and Ulrich Kirchner about the beginnings of Airbus Industrie. This neglect is probably due to language barriers. The use of primary sources is mentioned explicitly (5; 295), but the reviewer would have liked to see a list of sources or further explanation regarding the consulted (archive) holdings. It is also somewhat regrettable that the study hardly discussed legal and political branches and structures in Europe (e.g., airspaces, EUROCONTROL, or the founding of the European Civil Aviation Conference or Conférence européenne de l'aviation civile). However, this would probably have exceeded the scope of this study which is definitely worth reading.

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115156](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115156)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Guillaume Piketty (dir.), Sortir de la guerre. Des guerres de Religion aux conflits asymétriques, Paris (Passés Composés) 2025, 458 p., ISBN 979-10-404-0057-8, EUR 25,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Beatrice Heuser, Hamburg

Guillaume Pikettys Sammelband bringt wichtige Beiträge zur Polemologie, wie Gaston Bothoul die Kriegswissenschaft nannte. Die einzelnen Kapitel sind so verschieden wie die hier untersuchten Kriege und deren historische Kontexte, mit höchst unterschiedlichen Quellenlagen, geografischen Charakteristika, Kriegsgründen, Kriegsparteien, Technologien und quantitativen Folgen sowie wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Umständen. Der Herausgeber hat sich dagegen entschieden, für die Analyse aller behandelten Konflikte ein gemeinsames Interpretationsmuster vorzugeben. Das Vorgehen hat durchaus Vorteile, wie das Resultat zeigt, da es den jeweiligen Kriegen in ihrem zeitgenössischen kulturellen Umfeld, der *mentalité* der Epoche, gerecht wird.

Nicolas Le Roux' Kapitel über die Konfessionskriege Europas bespricht unter anderem konkrete Friedensverträge. Es hatte zwar in Europa schon zwei oder drei Versuche gegeben, Kriege mehrerer monarchischer Staaten gegeneinander mit multilateralen Friedensverträgen zu beenden – etwa die Friedenskongresse von Arras 1445, Lodi 1454 und Stettin 1570. In fast allen anderen Fällen wurden Verträge dagegen bilateral geschlossen. Der Abschluss der Konfessionskriege war dagegen komplexer, wenn etwa katholische Schweizer Kantone gegen das calvinistische Zürich kämpften und dann Frieden schlossen. Protestantische Fürsten des Heiligen Römischen Reiches bildeten den Schmalkaldischen Bund zusammen mit freien Reichsstädten, um gegen katholische Fürsten, hinter denen der Kaiser stand, zu kämpfen; der Friedensschluss in Nürnberg 1532 wich deshalb ebenso von den zwischenstaatlichen Lösungen von Konflikten ab und wurde daher »Nürnberger Anstand« genannt. Wo sich in Frankreich und im Heiligen Römischen Reich einzelne Fürsten oder Städte gegen die Krone erhoben hatten, nahm das Ende auch sehr persönliche Formen an – mit persönlichem Kniefall vor dem Monarchen, mit der Festnahme und gegebenenfalls Hinrichtung einzelner oder mehrerer Rädelsführer. So wird verständlich, was für ein großes Unterfangen es war, den Dreißigjährigen Krieg, hier von Mary Lindemann behandelt, in einem Zug – obgleich in zwei parallelen Verhandlungsprozessen in Münster und Osnabrück – zu beenden.

Beim Kapitel Benjamin Deruelles und Bernard Gainots zu den Kriegen Frankreichs von Ludwig XIV. bis zu den Revolutionskriegen liegt der Schwerpunkt auf sozialen Dimensionen und Neuerungen in Frankreich. Neben der Rekrutierung und dem Umgang mit Veteranen, von denen noch heute Les Invalides in Paris zeugen,



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

kommt hier auch die überseeische Dimension ins Spiel, die dem Heiligen Römischen Reich völlig fehlte. Der Ausgang der napoleonischen Kriege sowie der Revolutionen von 1848/1849 wird von Walter Broyère-Ostells unter die Lupe genommen, wobei er einen sozialgeschichtlichen Ansatz verfolgt und zugleich einen Blick auf die neuen Entwicklungen des internationalen Systems hin zum Konzert der Großmächte wirft. Dabei berücksichtigt er mit dem Wiener Friedenskongress eine weitere multilaterale Großveranstaltung, die sich entsprechend hinzog.

Benoît Pouget widmet sich den Kriegen zwischen 1850 und 1914 und sein Kapitel erinnert daran, dass das »Konzert« der fünf Großmächte mit seiner höchst prekären Balance durchaus kein erstrebenswertes Muster der Friedenssicherung bot – ein wichtiger Hinweis im Zeitalter Putins, Xi Jinpings und Trumps. Die Fürsten hätten sich vielleicht vertragen, wenn ihr Eroberungsdrang nicht gewesen wäre – und der Nationalismus, denn dynastische Vendetten wurden nun von kollektiven Emotionen, Rache und Hass abgelöst. Umso schwieriger wurde es, einen Schlusstrich unter die Kriege zu ziehen. Auf der positiven Seite der Bilanz stehen in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts Initiativen zur Einhegung des Krieges. Die ersten internationalen Verträge wurden geschlossen, um Beschränkungen in der Kriegführung zur internationalen Norm zu erheben – etwa die Gründung des Roten Kreuzes durch Henri Dunant 1863 oder die ersten Genfer Konventionen im Folgejahr.

Brian Matthew Jordans Kapitel zu den langen Nachwirkungen des amerikanischen Sezessionskrieges, der in denselben Zeitabschnitt fällt, beleuchtet wie Pougets Beitrag unter anderem die Dimension der kollektiven Erinnerung, in Europa primär ein Faktor der Spaltung entlang nationaler Linien, in Amerika aber auch einer der Integration. Es ist hilfreich, sich klarzumachen, dass sogar in der für Westeuropa so friedlichen Zeit von 1871 bis 1914 auf dem Balkan und am östlichen Rand Europas etliche Kriege erbittert geführt wurden und dass die unzähligen Kriege in Afrika und Asien meist auf europäische Interventionen zurückgingen. Da diese aber auf europäischer Seite von Berufssoldaten ausgefochten wurden, haben sie nicht im gleichen Maße kollektive Mentalitäten geprägt und den folgenden Frieden vergiftet (zumindest nicht bei den kriegführenden Kolonialmächten) wie im Vergleich dazu die Nationalkriege.

Die Kapitel von Clémentine Vidal-Naquet und Julie Le Gac zu den beiden Weltkriegen unterstreichen ein wichtiges Thema, das dem ganzen Sammelband unterliegt: dass ungeachtet des offiziellen Kriegsendes weitergekämpft und getötet wurde. Beide Weltkriege haben insbesondere in den »Bloodlands« (Timothy Snyder) Osteuropas und in Südosteuropa noch lange und verlustreiche Nachwehen gehabt.¹ Rechtlich war ein großer konzeptueller



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

¹ Siehe zu diesem Themenbereich auch die am DHI Paris entstandene Arbeit Jochen Böhlrs: *Civil War in Central Europe, 1918–1921. The Reconstruction of Poland*, Oxford 2018.

Schritt in dieser Zeit, die vorher übliche Generalamnestie durch die Feststellung einer Kriegsschuld und Kriegsverbrecherprozesse zu ersetzen, mit Schritten hin zur Ächtung des Krieges, wie sie im Briand-Kellogg-Pakt von 1928 und in der UN-Charta gemacht wurden.

Sehr spannend ist auch das letzte Kapitel von Elie Tenenbaum und Victor Louzon über die Kriege seit 1945, viele darunter »Forever Wars«, ohne formalen Friedensschluss oder wirkliches Ende. Wie bis ins 16. Jahrhundert hinein führen seit 1945 und insbesondere seit 1991 erneuert neben den Staaten eine Vielzahl verschiedener Akteure Krieg. Entsprechend passen Vorstellungen und Gepflogenheiten formeller zwischenstaatlicher Friedensverhandlungen und -verträge kaum zu vielen der weiterschwelenden Konflikte. Ein Teil der Welt – insbesondere Europa – entwickelte im 20. Jahrhundert eine »moralische Entwertung der Aggression« und griff in außereuropäische Gewaltkonflikte mit dem Ziel ein, diese zu beenden oder zumindest einzuhegen oder zwischen Kriegsparteien einen Ausgleich zu finden. Obwohl alle UN-Mitgliedsstaaten sich mit der Unterzeichnung der UN-Charta theoretisch zur Ächtung des Krieges bekannt haben, wird die europäische Haltung nicht weltweit geteilt.

Etliche Aspekte, die in diesen Kapiteln angerissen werden, zeigen die Vielfältigkeit der Vergangenheit auf, die oft nicht in binäre Kategorien wie Krieg und Frieden, Bürgerkrieg und zwischenstaatlicher Krieg passt. Der Herausgeber unterstreicht in seiner Einleitung die vielen Zeiträume in der Geschichte, die zwischen Krieg und Frieden in »Zuständen der Gewaltanwendung« verharrten. Mehrere Aspekte sind von direkter und andauernder Bedeutung für die Gegenwart, wie etwa die Dimension bis heute wirkender kollektiver Erinnerungen. Alle diese Aspekte sind in *Sortir de la guerre* kenntnisreich analysiert. Kurzum, Guillaume Piketty und seinen Kollegen ist zu diesem für die Polemologie äußerst wichtigen, äußerst gelungenen Sammelband zu gratulieren.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Raffael Scheck, Frühling 1940. Wie die
Menschen in Europa den Westfeldzug erlebten,
Hamburg (Hoffmann und Campe) 2024, 448 S.,
ISBN 978-3-455-01734-2, EUR 28,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Maude Williams, Sarrebruck

L'ouvrage de Raffael Scheck porte sur les vécus des populations civiles et militaires durant la »Campagne de l'Ouest« (*Westfeldzug*) en 1940. Il adopte une structure chronologique et explore les perceptions des soldats et des civils face aux combats et à l'avancée des troupes allemandes en Belgique, aux Pays-Bas et en France, depuis la déclaration de guerre en septembre 1939 jusqu'à la défaite française en juin 1940, tout en s'attardant plus sur les mois suivant l'invasion de la Belgique et des Pays-Bas par la Wehrmacht. Cette étude impressionne par la richesse et la diversité des sources mobilisées, ainsi que par la fluidité et la clarté avec lesquelles l'auteur retrace les événements de 1940. Privilégiant une perspective historique »par le bas«, Scheck s'appuie sur de nombreux documents issus de fonds privés – journaux intimes, carnets de guerre et lettres –, pour proposer un récit convaincant où les impressions personnelles s'entrelacent harmonieusement aux faits militaires. Le lecteur est ainsi guidé avec aisance à travers les expériences contrastées des différents acteurs nationaux pendant la »drôle de guerre« et l'invasion allemande sur le front ouest.

Sur le plan géographique, le titre de l'ouvrage pourrait toutefois prêter à confusion. Il évoque une focalisation sur l'Europe mais l'analyse se limite en réalité aux populations des pays ouest-européens traversés par les armées allemandes au printemps 1940, et ce de manière déséquilibrée. En effet, alors que le vécu des troupes britanniques, françaises, belges et allemandes ainsi que celui des populations belges et françaises sont bien représentés, les troupes et la population civile néerlandaises demeurent l'enfant pauvre de l'étude comme en témoigne le registre des sources. L'ouvrage n'en offre pas moins diverses perspectives personnelles sur les événements et les ancre dans une trame chronologique claire. Les extraits de journaux intimes, carnets de guerre, lettres ainsi que la littérature secondaire cités permettent en effet de mettre en relief la variété des vécus en fonction de l'origine nationale, du genre du scripteur (femme, homme – très peu cependant la perspective des enfants) et de son statut (soldat ou civil) lors des événements de 1940. Bien que l'auteur fasse mention des diverses troupes coloniales (françaises et néerlandaises) et de leur affrontement avec les forces militaires allemandes ainsi que du rôle de la propagande national-socialiste, on peut regretter qu'à la différence des autres groupes d'acteurs, on n'ait que peu accès à leur point de vue personnel.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

L'idée-force du livre, bien qu'elle ne soit pas explicitée en tant que telle, semble résider dans l'omniprésence de la Grande Guerre, tant dans les lieux des nouveaux affrontements que dans les émotions que ceux-ci réveillent chez les soldats. L'auteur souligne à plusieurs reprises la continuité des acteurs entre les deux guerres sur les champs de bataille ainsi que la résurgence des traumatismes du précédent conflit.

L'introduction, ou ce qui en tient lieu, prend la forme d'un prologue sur l'entre-deux-guerres, notamment en mettant en avant les liens qui ont pu être tissés entre les associations de vétérans françaises et allemandes durant cette période. On peut néanmoins regretter un défaut de clarté face à la problématisation de la thématique traitée. L'absence d'introduction à proprement parler nous conduit à être livré in *medias res* dans le récit de l'auteur, sans connaître les objectifs, le contexte de la recherche et les sources utilisées. Si cela ne gêne peut-être pas un lectorat grand public, cela s'avère être un réel manque pour les historiennes et historiens en quête de nouvelles connaissances. Cette absence de cadre historiographique et théorique et de problématisation se prolonge au fil des chapitres et confère au récit un caractère plus descriptif qu'analytique. Bien que Scheck relie avec succès les travaux historiques récents dans une trame narrative convaincante, il échoue cependant à apporter de nouveaux éclairages sur les dynamiques nationales et transnationales qui ont pu prendre corps lors de ces événements. De plus, le manque de comparaisons explicites entre le vécu des soldats et de la population des différentes nations laisse au lecteur une grande marge dans l'interprétation historique des nombreuses expériences relatées. La profusion d'anecdotes et de citations illustre admirablement la pluralité des histoires personnelles et du vécu, mais l'absence de problématisation ne permet pas au lecteur de tirer des conclusions historiques précises sur cette période.

Malgré ces lacunes, qui gêneront surtout les historiennes et historiens, cet ouvrage s'impose comme une référence précieuse pour une approche générale de la «Campagne de l'Ouest». Il offre une vision générale des événements de 1940 plurinationale, sensible à une perspective historique »par le bas«, et offre un accès à une bibliographie riche et actuelle couvrant principalement l'historiographie allemande, française et britannique.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Anette Schlimm, Regieren in Dörfern. Ländlichkeit, Staat und Selbstverwaltung, 1850–1945, Göttingen (V&R) 2023, 456 S., 10 s/w Abb. (Industrielle Welt, 103), ISBN 978-3-412-52878-2, EUR 65,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Séverine Antigone Marin, Strasbourg

Issu d'une habilitation soutenue en 2020, cet ouvrage est le 103^e volume de la collection »Industrielle Welt« codirigée par Ulrike von Hirschhausen, Franck Bösch et Andreas Eckert. Son but est de remettre en question l'opposition entre monde rural et monde urbain, telle qu'elle a été construite au tournant du XX^e siècle dans le contexte de la modernité triomphante. L'importance de l'enjeu tient au caractère durable de cette opposition qui a traversé le siècle sans être réellement examinée. Or les acteurs ruraux ont été pleinement contemporains de cette modernité qu'ils n'ont pas subie mais à laquelle ils ont participé. Cette position permet de comprendre de façon tout à fait différente la notion de »tradition«, si présente dans les discours politiques ruraux: si elle est ainsi mise en avant, c'est bien qu'elle ne représente pas l'état normal, naturel de cette société rurale, mais un idéal que celle-ci se construit, précisément parce qu'elle est plongée dans la modernité. Pour saisir cette dernière, l'auteur se concentre sur le politique, en partant de la définition donnée par Pierre Rosanvallon dans sa leçon inaugurale au Collège de France. Examiner les façons de gouverner, dans cet ouvrage, c'est mettre ensemble les pratiques, les imaginaires, les savoirs de gouvernement et les tensions qui en découlent.

Cette base conceptuelle intègre non seulement les historiographies allemandes mais aussi françaises: l'auteure s'oppose en effet à l'idée de Maurice Agulhon qui voyait la politisation des campagnes comme une »pénétration«, autrement dit un mouvement exogène de modernisation. Elle marque aussi sa différence avec Jean-Luc Mayaud, qui montre certes que les acteurs locaux étaient actifs dans leur réception de ces apprentissages politiques, mais continue à considérer la politisation comme un phénomène extérieur au village.

Plus généralement, Anette Schlimm s'appuie sur les courants de recherche qui ont contesté les notions de »top down« et de résistance pour analyser les relations entre l'État et les communautés villageoises. Le recours à des grilles de lecture empruntées à l'ethnologie et à la micro-histoire montre que l'on ne peut parler que de pratiques réciproques, et que l'action de l'État dans de ces espaces ruraux doit être constamment relativisée.

La démonstration est construite à partir de deux choix originaux. Le premier est l'ampleur chronologique: en commençant en 1850, l'auteur réfute les lectures habituelles qui aboutissent à interpréter le XIX^e siècle dans la continuité de l'histoire moderne, tandis



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

que le XX^e siècle est essentiellement scruté pour ses difficultés à pleinement accepter la démocratisation. Ce clivage se justifie par la vision d'une ruralité forcément traditionnelle. A. Schlimm insiste au contraire sur l'importance ancienne de la présence de l'État et des pratiques étatiques ainsi que sur les très nombreuses variantes de la participation au politique. C'est pourquoi le concept de résistance, qui gomme toutes ces réalités, apparaît inadéquat, y compris pour la période nazie dont les spécificités mêmes sont à lire dans un contexte de plus longue durée.

La seconde originalité tient au choix de trois espaces représentant trois situations aussi différentes que possible: Bernried en Bavière, dont l'économie, assez pauvre, gravita longtemps autour d'un monastère, est une communauté marquée par la présence, politiquement et économiquement importante, d'une famille dont la décision d'établir une gare fait du village un lieu de villégiature estival dès le dernier tiers du XIX^e siècle: dès lors, les choix de mise en valeur ne concernent plus seulement les autorités locales mais reflètent aussi les goûts de la bourgeoisie en villégiature. Mahlow en Prusse est resté, jusque dans les années 1870, un village insignifiant dont les quelques familles étaient loin d'être toutes paysannes. L'arrivée du chemin de fer reliant le village à Berlin et la vente de parcelles par le principal propriétaire terrien transforme la physionomie de Mahlow dont la population se multiplie sous l'effet de migrations rurales, ce qui oblige à revoir toutes les règles concernant son administration. Enfin Wolxheim, en Alsace, est une communauté marquée par la vigne. Trois éléments distinguent ce village par rapport aux deux autres. Il n'y a pas une élite locale constituée du vieux noyau d'habitants, mais plusieurs factions qui s'opposent régulièrement, quels que soient les débats. La population décroît tout au long de la période. Enfin, les discontinuités politiques sont bien plus fortes à la suite des différents conflits franco-allemands, même si l'étude met en avant de réelles permanences, dans la langue comme dans les règles administratives suivies.

Ces trois cas sont analysés non pas comme des isolats mais au contraire pour leur imbrication dans de multiples réseaux, locaux, régionaux et nationaux, réfutant ainsi toute distinction nette et, partant, artificielle, entre micro- et macro-histoire. Même le concept de périodisation est en partie remis en cause puisqu'à une première partie, qui s'étend de 1850 à 1900 pour examiner l'extension et la complexification des rapports avec l'État, succède une deuxième partie qui repart de 1875 jusqu'en 1925. Celle-ci analyse l'apparition de la modernité comme thème commun aux acteurs, tant ruraux qu'urbains, mais utilisé comme instrument de différenciation entre les deux groupes. Enfin la dernière partie, de 1925 à 1945, souligne que les tensions et les conflits politiques de cette période restent inscrits dans une plus longue durée.

En conclusion, deux thèmes paraissent particulièrement riches, dont le premier est la collaboration constante entre l'administration de l'État et les autorités locales. Certes, l'une cherche à s'étendre et les autres à limiter son action, mais cela se



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

fait dans un dialogue et une co-dépendance constants: cela n'est pas seulement le produit de la nécessité; c'est aussi la conséquence d'une superposition – certes parfois très partielle – des points de vue des uns et des autres, précisément parce qu'ils vivent en contemporains cette modernité de la fin du XIX^e siècle. Le second thème est celui de la ruralité: loin d'être une identité imposée par l'autre, elle est construite dans le discours de ces communautés rurales, qui lui donnent, chacune, une coloration propre. Tandis qu'en Bavière, cette notion est très liée à celle de *Volkstümlichkeit*, le concept prend une signification avant tout défensive en Prusse, conséquence d'[une présence étatique une présence étatique beaucoup plus forte. Enfin, en Alsace, cette ruralité se définit avant tout comme une identité locale voire régionale, contre l'État tant allemand que français.

L'ouvrage rendra donc de nombreux services aux historiens et historiennes, tant par ses résultats que par sa méthode.

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2026.1.115166](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115166)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Ulrike Schmieder, Versklavung im Atlantischen Raum. Orte des Gedenkens, Orte des Verschweigens in Frankreich und Spanien, Martinique und Kuba, Berlin, Boston (De Gruyter Oldenbourg) 2024, 2 Bde., insg. 1406 S., 60 Abb., ISBN 978-3-11-120846-6, DOI [10.1515/9783111215334](https://doi.org/10.1515/9783111215334), EUR 109,95.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Andreas Eckert, Berlin

La réflexion sur la traite des esclaves et l'esclavage n'est jamais restée confinée à la tour d'ivoire universitaire, mais s'est toujours inscrite dans un contexte politique et social plus large. À différentes époques et avec une intensité variable, ces thèmes ont continuellement fait l'objet de débats controversés sur la politique mémorielle, qui se sont parfois traduits par une forme d'autocélébration, mais ont également débouché sur des revendications politiques. En 2001, la France a été le premier État à reconnaître l'esclavage comme un crime contre l'humanité dans une loi présentée par la députée Christine Taubira. Chaque 10 mai, le pays commémore désormais solennellement l'abolition de l'esclavage, ce qui n'a toutefois pas suffi à apaiser les débats publics acharnés sur l'ombre persistante de l'esclavage.

En 2007, c'est l'Angleterre qui a célébré en grande pompe le 200^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage. Le premier ministre de l'époque, Tony Blair, a exprimé ses profonds regrets et, sous la direction de l'archevêque de Canterbury, Londres a commémoré ce triste chapitre de l'histoire de l'humanité à travers une »marche du témoignage«. À Liverpool, l'International Slavery Museum a ouvert ses portes dans le but, comme le promettait alors son site Internet, de »sensibiliser davantage le public à l'héritage de l'esclavage«. En revanche, de nombreux observateurs ont eu l'impression que les Britanniques se célébraient avant tout eux-mêmes, leurs vertus et leur amour prétendument inné de la liberté. L'impatience face à l'approche hésitante et édulcorée de la question de l'esclavage s'est manifestée en juin 2020 à Bristol, lorsque des manifestants ont démantelé la statue du marchand d'esclaves Edward Colston et l'ont jetée dans le bassin du port, afin de souligner le lien entre le passé non assumé de l'Angleterre, nation esclavagiste, et le racisme actuel. À la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e siècle, Colston avait fait fortune grâce au commerce des êtres humains, mais dans sa ville natale, il était surtout considéré comme un philanthrope qui finançait des projets sociaux et éducatifs.

Ce n'est pas seulement en Europe, mais aussi en Afrique et dans les Amériques que l'on débat de la manière dont il convient de commémorer l'esclavage, de qui doit présenter des excuses à qui et de qui doit indemniser qui. Dans son étude comparative monumentale, l'historienne Ulrike Schmieder, de l'université de Hanovre, examine les lieux historiques de l'esclavage et du



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

transfert des profits, les musées, les monuments et les cérémonies commémoratives en France, en Espagne, en Martinique et à Cuba.¹ Le paysage de la recherche dans lequel évolue l'autrice est aussi vaste que fragmenté, mais elle parvient, dans la première partie de son exposé, à retracer soigneusement les principales approches scientifiques et les débats politiques pertinents pour le thème de son étude. Elle fait appel à des approches théoriques de manière plutôt discrète. Outre les incontournables »lieux de mémoire« de Pierre Nora, Schmieder se réfère notamment aux études sur la mémoire, au patrimoine, à l'histoire publique et à l'histoire orale. Mais la grande force de son étude réside sans aucun doute dans son approche empirique et surtout dans les innombrables entretiens et conversations qu'elle a menés dans les régions étudiées auprès de divers acteurs, tels que des militants, des historiens, des conservateurs de musée et des maires.

Il est naturellement impossible d'apprécier à leur juste valeur les résultats et les conclusions d'une étude aussi exhaustive dans le cadre d'un compte-rendu. C'est pourquoi nous nous limiterons à quelques remarques concernant les quatre études de cas. En ce qui concerne la France et l'Espagne, l'autrice met en évidence des différences notables. L'oubli et le silence qu'elle constate en Espagne sont étroitement liés au fait que la politique historique s'est concentrée presque exclusivement sur le travail de mémoire concernant la Seconde République, la guerre civile et la dictature de Franco. À quelques exceptions près – elle cite notamment Barcelone –, une sorte de nostalgie coloniale, liée à la glorification de »l'âge d'or« supposé des années 1550 à 1660, continue de dominer dans l'opinion publique, les musées et les manuels scolaires.

La situation est différente en France, où l'histoire de l'esclavage reste largement sous-représentée dans les musées parisiens, mais où divers lieux de mémoire, expositions et musées consacrés à ce thème ont vu le jour dans de nombreux anciens ports de traite d'esclaves tels que Nantes, Bordeaux et La Rochelle, que l'autrice présente de manière minutieuse. Elle souligne également le rôle important joué par les diasporas caribéenne et africaine en tant que groupes de pression dans la promotion d'une culture mémorielle critique de l'esclavage. Cependant, des conflits ont éclaté à plusieurs reprises au sein des associations commémoratives. Selon l'autrice, ceux-ci étaient moins liés à l'appartenance ethnique ou à des divergences de fond qu'à des »luttres de pouvoir entre dirigeants masculins«. Dans ce contexte, les gouvernements français ont été très habiles à monter les associations de la diaspora afro-caribéenne les unes contre les autres, notamment pour freiner le débat sur les réparations.

La comparaison entre la Martinique et Cuba a quant à elle révélé un certain nombre de points communs. Ainsi, dans les deux pays,

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115159](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115159)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

¹ L'ouvrage est disponible en accès libre: <https://library.oapen.org/handle/20.500.12657/94399>.

les musées nationaux ne tiennent guère compte du point de vue des esclaves et de leurs descendants; selon Schmieder, ce sont »les discours économes sur l'esclavage« qui dominent. Sur les deux îles, les souvenirs familiaux de l'époque de l'esclavage font presque exclusivement référence aux souffrances et à la survie quotidiennes, rarement à la résistance armée. L'autrice mentionne toutefois des différences marquantes. Ainsi, les débats martiniquais tournent très fortement autour du thème des réparations symboliques et matérielles pour l'esclavage, un aspect qui ne joue pratiquement aucun rôle à Cuba. En revanche, contrairement à la Martinique, les religions d'origine africaine jouent un rôle important dans la mémoire de l'esclavage à Cuba.

Malheureusement, l'autrice omet de conclure en reliant les résultats tirés de ses quatre études de cas au débat plus large sur la politique mémorielle mondiale. On peut également critiquer le fait que la richesse du matériel utilisé dans l'étude se transforme parfois en une obsession du détail, de sorte que même les lecteurs les plus endurcis atteignent leurs limites. Néanmoins, Ulrike Schmieder a présenté un ouvrage de référence incontournable pour les futurs débats sur la politique mémorielle et l'esclavage. Les éditeurs anglophones, francophones et hispanophones se décideront-ils à traduire ce pavé? C'est en effet ici la seule façon de garantir que bon nombre des acteurs centraux du livre puissent également le lire.

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115159](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115159)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Gerd Schwerhoff, Dieux maudits. L'histoire du blasphème, Paris (Éditions de la Maison des sciences de l'homme) 2024, 443 p. (Bibliothèque allemande), ISBN 978-2-7351-2901-0, EUR 39,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Valentine Zuber, Paris

Il faut saluer ici le programme de traduction d'ouvrages académiques allemands initié par la Fondation Maison des sciences de l'homme depuis 1984. Au-delà du très beau catalogue de sa collection »[La Bibliothèque allemande](#)«, s'ajoute maintenant le remarquable ouvrage de l'historien allemand Gerd Schwerhoff. Ce dernier, professeur d'histoire moderne à l'université de Dresde, spécialiste de l'histoire de la criminalité en Allemagne, s'est risqué hors de ses frontières à la fois géographiques et disciplinaires. Il nous offre ici un livre d'histoire totale, traversant les siècles et les espaces nationaux pour nous présenter les différentes facettes et l'évolution des interprétations du blasphème en Occident. À la suite de plusieurs travaux sur le sujet, jusque-là principalement centrés sur la période médiévale et moderne, il propose une véritable synthèse du sujet, élaborant avec bonheur une histoire transnationale de cette notion, de l'Antiquité à nos jours. Son ouvrage est donc d'abord un long parcours historique appuyé par une très grande érudition qui se laisse pourtant aisément appréhender grâce à une construction méthodique du raisonnement et à l'usage d'une langue simple, élégante et toujours précise.

Méthodiquement, l'auteur traque ainsi les ruptures culturelles au fil du temps, permettant la transformation progressive du concept initial. Les premières formes recouvertes par ce dernier ont été inventées aux tréfonds du premier monothéisme comme une offense des hommes faite au(x) Dieu(x). Au fil des siècles, le blasphème revêt de multiples formes, s'élargissant du simple juron à la malédiction divine jusqu'à pouvoir qualifier, à la période plus contemporaine, un acte introduisant un désordre politique apparaissant comme socialement insupportable. La description faite par l'auteur de ses formes et contenus successifs – et toujours évolutifs selon les périodes et contextes étudiés – prouvent alors son extrême plasticité. Car si certains ont pu parfois le qualifier faussement de »crime imaginaire«, il a toujours profondément impacté la vie des hommes et femmes ordinaires en entraînant des rétorsions religieuses, civiles, pénales, voire terroristes, qui se sont avérées tout sauf théoriques.

Après une introduction substantielle qui donne les clefs de la manière dont l'analyse va être conduite, l'ouvrage se subdivise en sept chapitres par ordre chronologique. La première partie, peut-être la plus thématique, analyse successivement le débat sur les origines du blasphème, sa profonde mutation à l'époque antique face à l'institutionnalisation universelle du christianisme



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

dans le monde romain et enfin ses différentes appréhensions à la fois par les juifs et les musulmans. Il en ressort que le concept de blasphème se construit différemment selon les cultures et les sensibilités religieuses, en n'ayant ni le même objet, ni la même réponse en matière de répression. Les chapitres suivants se recentrent sur l'espace proprement chrétien et analysent finement au fil des différentes périodes considérées les nouvelles extensions données au concept. De l'excès de langage tel que le juron invoquant le nom de Dieu à l'offense faite à ce dernier par les personnes aux croyances hétérodoxes, le blasphème semble devoir alors envahir tout l'espace social profondément imprégné de religieux. Ce qui amène les autorités ecclésiastiques, qui s'appuient alors sur le bras séculier pour son exécution, à une ardeur répressive renouvelée afin de l'extirper définitivement de la société, même si c'est toujours en vain ...

Le blasphème retrouve une nouvelle vigueur à l'époque moderne marquée par la confessionnalisation inéluctable de la chrétienté. L'essor phénoménal de la littérature de la controverse religieuse permet de développer dans chacun des partis une condamnation virulente du blasphème de l'autre, englué dans son erreur. Ces stigmatisations passent par l'essor de l'image et des caricatures de controverse qui dénoncent de manière outrée l'obscénité des positions de l'adversaire. Les peines physiques pour délit de blasphème semblent devoir en revanche se raréfier par rapport à la période précédente, tant et si bien que l'exécution tardive du chevalier de La Barre en 1776 pour blasphème et sacrilège a particulièrement horrifié les gens dits »raisonnables«. En même temps se profile peu à peu, au tournant majeur du XVIII^e siècle, une sécularisation progressive du concept de blasphème qui a permis à ce dernier de ne pas devenir pourtant complètement caduc. En s'élargissant de la seule offense à Dieu à l'offense faite au souverain, il devient désormais synonyme de scandale public et de faute politique impardonnable. Le transfert révolutionnaire de la légitimité politique du monarque élu de Dieu, au peuple souverain rassemblé à la seule raison de la volonté générale, l'exaltation d'une religion civile et citoyenne enfin, tant en Amérique que lors de la Révolution française, transforment donc, mais pas totalement, les seuls objets religieux jusque-là visés par le délit de blasphème.

C'est à partir de là qu'une dernière période se profile dans cette histoire, qui fait changer à nouveau de paradigme. Alors que les législations anti-blaspèmes continuent d'apparaître encore dans de nombreux dispositifs légaux des pays occidentaux contemporains, sans qu'elles ne soient encore véritablement exploitées, la rhétorique du blasphème et ses effets politiques au niveau international ont ressurgi dans toute leur violence à la fin du XX^e siècle. L'épisode emblématique marquant le retour de ce dernier est celui de la fatwa de l'imam Khomeini appelant, en 1989, à la mise à mort de l'auteur britannique Salman Rushdie pour les propos jugés hérétiques qu'il aurait tenus dans son ouvrage *Les Versets sataniques*. L'offense religieuse resurgit alors dans le contexte d'une concurrence géopolitique mondiale opposant les



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

pays libéraux occidentaux soucieux de la préservation première de la liberté d'expression, aux pays de culture islamique dénonçant cette dernière comme le principal vecteur du racisme et de l'islamophobie.

D'autres affaires retentissantes à ce sujet dans les années suivantes sont enfin précisément rappelées et analysées, comme l'affaire de caricatures de Mahomet publiées en 2005 dans le journal danois *Jylland's Posten*, qui s'est achevée avec l'attentat islamiste meurtrier perpétré en 2015 contre la rédaction de la revue française *Charlie Hebdo* qui les avait republiés. L'auteur, qui a lu les interprétations post-coloniales de ces conflits, se pose alors la question soulevée par cette réification du concept: serait-ce le signe d'un véritable clash des civilisations opposant l'Occident chrétien et l'Orient islamisé trop longtemps minoré voir humilié par le premier? Ou bien est-ce plutôt à l'inverse la dynamique qui, à la suite des invectives des dominants et l'offense ressentis par les dominés a contribué à produire ces accélérations dans le conflit religieux et culturel mondial? L'auteur ne tranche pas, mais conclut provisoirement que si les choses semblent s'être un peu apaisées dans les derniers temps, l'histoire du blasphème et de ses effets sociaux, politiques, culturels et religieux n'est certainement pas achevée.

19.-21. Jahrhundert – Histoire
contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115160](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115160)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Tatjana Tönsmeier, Unter deutscher Besatzung.
Europa 1939–1945, München (C. H. Beck) 2024, 652 S.,
21 Abb., ISBN 978-3-406-81735-9, EUR 38,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Julia Torrie, Fredericton, Canada

This ambitious book offers a vast and often touching panorama of everyday life in occupied Europe. The fruit of a multi-year research project bringing together an impressive array of sources in multiple languages, it aims to attract a general as well as specialist readership. Tönsmeier places individual experiences at the centre of the work, distancing herself from history-writing in »big numbers« that fails to capture the »varied and shocking« (275) aspects of being occupied. Instead, this work aims to render occupation »comprehensible as a civilian experience ... taking it seriously as a social process« with manifold dynamics and tensions (15).

The book is founded on first-person accounts from the Second World War that reflect a broad range of experiences. It also draws on later recollections and memoirs, buttressed by archival documents. According to Tönsmeier, German conquest led to the development of »occupied societies« that were comprised of both occupiers and occupied populations. Uneven power-relations permeated these societies, colouring even the most mundane daily interactions. The author's analysis of such societies is informed by the thinking of Ewald Frie and Boris Nieswand, as well as Jan Philipp Reemtsma, who have considered how human beings adapt to situations of uncertainty that they cannot control or understand.

By investigating specific moments, such as invasion and the arrival of occupiers, the maintenance of administrative control and surveillance through paperwork, as well as aspects of daily living, such as housing, nourishment, and labour mobilization, the volume highlights similarities across regions, and the everyday violence that characterized occupied societies Europe-wide. The author also sets her work in the context of an emerging history of emotions, returning often to the deep-seated fear, embarrassment, humiliation, sadness, and other feelings evoked by first-person testimonies. She thus begins to sketch out a framework for a potential future emotional history of German-occupied Europe.

Most efforts to write the history of occupied Europe take a German-centred perspective, are limited to one or a small number of national contexts or focus on a particular region. Edited volumes that bring together contributions by a series of national or regional experts aim to increase geographical breadth but can be inconsistent in quality and insufficiently integrated. Without systematic analysis, they leave shared themes to emerge (or not) more or less accidentally. In contrast, this book puts shared topics and themes at the centre of the inquiry, typically offering a brief



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

introduction to a specific theme, then developing it through a series of examples that diverge in time and space before circling back to reiterate general points.

By emphasizing shared experiences across German-occupied territories, Tönsmeier's work contributes to building a more integrated history of Europe and Europeans. The testimony not only of working-age men, but also of young people and older adults provides important building-blocks for the volume, which deliberately decentres German occupiers' experiences. Tönsmeier brings welcome attention to women, not simply as victims of Nazism, but as workers, resisters, participants, agents. She analyses subtle forms of sexual violence, such as forcible undressing, as well as more direct ones, like rape, as integral elements of occupation's brutality. More generally, the author is well-attuned to the multifarious forms that violence took, and to how a range of these forms affected occupied populations. She rightly points out that routine humiliations and the constant fear of violence were as clear markers of occupation as open violence. An additional strength is the way that the volume integrates the history of racial persecution and genocide into broader narratives of occupation, not only highlighting connections between the forms of violence directed toward different groups but also analysing the ways that members of local populations became complicit in the racial oppression of notably Jews and Sinti and Roma.

The volume succeeds at painting a picture of everyday life under German occupation that is both over-arching and filled with granular detail. It recognizes how similar experiences might play out differently across time and space, and any loss of shading that results from such a broad project is more than justified by the insights that derive from its implicit and explicit comparisons. At the same time, scholars of German-occupied Europe may find little that is, strictly-speaking, new here. The layered examples confirm our sense of the contours of occupied life rather than advancing radically new perspectives. Although it makes sense to insist on the centrality of violence and humiliation to everyday life under occupation, other elements, such as voluntary and involuntary mobility across Europe, and the many interconnections between and among occupied areas, might have been given more attention. The book's introduction and conclusion consider the resonances of World War Two's occupation experiences with present-day Ukrainian experiences of Russian occupation. Further engagement with the historiography of military occupations globally, and perhaps also with the history of colonialism as a form of occupation, might have opened up additional perspectives. These challenges, however, can be taken up by other scholars. As it is, this volume combines thematic overviews with individual detail to present a rich and valuable tapestry of life in German-occupied Europe.

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115161](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115161)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Roman Töppel (Hg.), Manstein. Kriegstagebücher und Briefe 1939–1941, Leiden (Brill Academic Publishers) 2025, XXIII–648 S., Illustrationen, Karten, ISBN 978-3-506-79488-8, DOI [10.30965/9783657794881](https://doi.org/10.30965/9783657794881), EUR 49,90.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Jean-Luc Leleu, Caen

Passant (à raison) pour être le meilleur stratège allemand de la Seconde Guerre mondiale, Erich von Manstein (1887–1973) avait connu un large succès de librairie en publiant en 1955 ses *Mémoires*, réédités et traduits en de nombreuses langues. Depuis, plusieurs biographies lui ont été consacrées.¹

L'ouvrage proposé par Roman Töppel est d'un autre genre, puisqu'il est le premier d'une série de trois volumes visant à présenter au public les journaux personnels du maréchal et la correspondance entretenue avec son épouse pendant la guerre, d'août 1939 au printemps 1944. Conservé par leurs descendants, ce fonds était resté pour l'essentiel inaccessible aux chercheurs. Sollicité par la famille en 2018, l'auteur accepta un travail d'édition, garanti par un contrat lui laissant toutes marges de manœuvre scientifique. Au vu de ce premier tome, le résultat est une réussite.

Étalé sur six années avec le soutien de la famille von Manstein, ce travail d'édition critique est en effet impeccablement mené, rigoureux, exposant clairement sa méthode, ainsi que les critères qui ont présidé au choix de la correspondance publiée. Il n'ignore rien des biais d'écriture et prend soin de vérifier les propos et les faits par le croisement systématique des sources. L'appareil critique témoigne en ce sens d'une excellente connaissance et d'une exploitation efficace des archives allemandes, y compris celles détenues par le ministère russe de la Défense, désormais accessibles grâce à la politique de numérisation menée par l'Institut historique allemand de Moscou (qui a été fermé en 2024). Ce travail permet ainsi de corroborer, d'approfondir ou d'infirmer les notes prises à l'époque par von Manstein et reprises avec plus ou moins de sincérité dans ses *Mémoires*.

Le premier volet couvre ainsi la période allant jusqu'à mars 1941, marquée par les deux campagnes militaires menées contre la Pologne et les pays de l'Europe de l'Ouest, mais aussi par les relations retorses entre Hitler et le haut commandement de l'armée de terre, d'une désarmante pusillanimité. À rebours de ce que laisse augurer son titre, l'ouvrage va en effet bien au-delà d'un



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

¹ Notamment Oliver von Wrochem, Erich von Manstein. Vernichtungskrieg und Geschichtspolitik, Paderborn 2006; Mungo Melvin, Manstein. Hitler's Greatest General, London 2010.

simple travail d'édition critique. Découpé en cinq parties d'inégale importance, alternant à chaque fois une présentation de Roman Töppel avec la transcription des écrits de von Manstein et de son épouse, le travail d'édition surprend par la place inhabituelle occupée par la mise en contexte et l'analyse. Ainsi, près de la moitié du corps de l'ouvrage est une étude historique de la main de l'éditeur/auteur qui se sert avec maestria de la documentation pour revisiter les deux campagnes militaires, bousculant les conclusions généralement admises.

Cela est particulièrement valable pour la genèse et l'exécution du »plan Jaune« (Fall Gelb), soit l'offensive déclenchée à l'Ouest le 10 mai 1940 (après 28 reports successifs depuis l'automne 1939). Au passage, Roman Töppel souligne à quel point les auteurs qui ont traité du »plan Jaune« manquèrent d'esprit critique, reprenant à leur compte les récits des acteurs de l'époque sans prendre soin de recouper leurs dires. Certaines notes infrapaginales, pourtant sobrement rédigées, sont à cet égard accablantes pour les ouvrages antérieurs, à commencer par celui de Karl-Heinz Frieser, qui faisait jusqu'alors autorité.² Une fois démasqués les mensonges publiés par les protagonistes après la guerre, le rôle des uns et des autres est largement révisé grâce à une étude serrée des faits. Manstein s'efface ainsi derrière Hitler dans la conception du plan. Dans l'exécution de l'offensive à travers le massif de l'Ardenne, von Kleist supplante Guderian dont les bévues sont mises en évidence. Et en délaissant les témoignages postérieurs pour se concentrer exclusivement sur la documentation d'époque, Roman Töppel démontre, dans son analyse de l'»ordre d'arrêt« (*Haltbefehl*), l'incapacité de von Rundstedt et de son état-major à anticiper le rembarquement des troupes britanniques à Dunkerque.

Ce faisant, l'auteur s'éloigne parfois nettement de son sujet (Manstein ne joua aucun rôle à la mise en œuvre initiale du »plan Jaune«), mais toujours au plus grand profit de la connaissance historique, à l'image de son précédent travail sur l'opération allemande contre le saillant de Koursk.³

Par ce large travail de contextualisation qui débouche sur une étude historique poussée, l'ouvrage »assèche« donc sa source tout en la présentant. Il ne l'épuise (heureusement) pas complètement. De fait, la correspondance du couple von Manstein (estimée à environ 2 400 lettres et cartes postales pendant le conflit, dont 590 conservées sur 630 pour la période concernée par ce premier tome) fourmille d'informations susceptibles de nourrir une approche sociale ainsi qu'une histoire des mentalités et des relations de genre.

² Karl-Heinz Frieser, *Le Mythe de la guerre-éclair. La campagne de l'Ouest de 1940*, Paris 2003 (éd. allemande 1995), voir le [compte rendu de l'édition allemande par Marcel Spivak](#).

³ Roman, Töppel, *Kursk 1943. Die größte Schlacht des Zweiten Weltkriegs*, Paderborn 2017.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](#)

Cette édition de sources restitue ainsi toute sa place à l'épouse de von Manstein, de quatorze ans sa cadette. Leur correspondance atteste de leurs profonds liens d'affection, mais aussi de l'indéfectible soutien de Jutta-Sibylle à la carrière de son mari, mise en péril après son remplacement par Franz Halder en 1938 à l'état-major de l'armée de terre. En ce sens, c'est moins un homme qu'un couple que l'on voit ainsi à l'œuvre au service des ambitions de l'officier et s'épaulant mutuellement face aux vicissitudes professionnelles et aux drames familiaux dus à la guerre.

Naturellement, l'ouvrage n'est pas complètement exempt de critiques. On peut parfois reprocher un manque de maîtrise du récit, conduisant à des redites ou des lourdeurs dans la démonstration, conséquence aussi d'une volonté de ne laisser aucun vide dans l'argumentaire. Si les aspects les moins glorieux sont évoqués frontalement, à l'exemple du racisme de von Manstein et des crimes de guerre perpétrés par ses troupes contre les soldats coloniaux français en 1940, il est par contre difficile de suivre l'auteur lorsqu'il tend à relativiser la position du général qui réclama le bombardement (y compris avec des bombes incendiaires) de cibles civiles lors du siège de Varsovie et ordonna d'empêcher la population de fuir pour contraindre les défenseurs à la reddition.

Quelques commentaires ne manqueront pas également de faire sourciller de ce côté-ci du Rhin, notamment lorsque l'auteur méconnaît la position des généraux français qui ne pensaient pas le massif ardennais infranchissable (104) ou lorsqu'il fait sienne l'idée que l'armistice ne contrevenait en rien à l'honneur de la France, reprenant ainsi l'affirmation du général Huntzinger. Or, la France manquait ainsi à son devoir de protection des exilés politiques allemands en acceptant de remettre ses opposants à l'Allemagne nazie (502).

Mais ce ne sont là que des critiques très mineures au regard du remarquable travail accompli, à la fois dans la présentation de cette source au public et dans la contribution à l'histoire des opérations militaires.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Jakob Venedey, *Petite histoire de Toulouse et du Languedoc par un voyageur allemand* (1846), Toulouse (Presses universitaires du Midi) 2025, 164 p. (Fit, 2), ISBN 978-2-8107-1278-6, EUR 10,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Thomas Bremer, Halle, Berlin

Jakob (Jacob) Venedey (1805–1871), von seiner Ausbildung her Jurist, war einer der profiliertesten »Achtundvierziger«, das heißt der Politiker und Publizisten des Vormärz, und Mitglied des 1848er-Parlaments in der Frankfurter Paulskirche. 1832 war er aus der Untersuchungshaft wegen der Teilnahme am Hambacher Fest nach Straßburg geflohen und lebte seit Ende 1833 in Paris. Dort gründete er den Deutschen Volksverein und wurde 1834 nach dessen Verbot Leiter des Bundes der Geächteten, einer frühsozialistischen Geheimgesellschaft deutscher Emigranten. Venedeys Beziehungen zu Frankreich sind vielfältig; zeitweise war er einer der Pariser Korrespondenten der *Allgemeinen Zeitung* in Augsburg, er war ein Bekannter Heines und wurde sehr freundlich porträtiert in Gutzkows *Briefen aus Paris* (1842). Den Zeitgenossen war er jedoch auch bekannt wegen seiner monumentalen Reisebeschreibungen aus der französischen Peripherie: der *Reise- und Rasttage in der Normandie* (Leipzig: Fleischer 1838, 2 Bände mit 506 und 675 Druckseiten) und der ebenfalls zweibändigen Darstellung *Das südliche Frankreich* (Frankfurt: Literarische Anstalt 1846, 2 Bände mit 412 und 490 Seiten).

Aus dem ersten Band der Publikation über Südfrankreich, in dem sich ein wesentlicher Teil um die Geschichte von Toulouse dreht, nimmt das kleine Opus aus der Arbeit der Toulouser Germanistik den deutschen Ursprungstext und präsentiert ihn in einer zweisprachigen Fassung. Ein erster Schwerpunkt der Auswahl liegt auf der Einschätzung der Französischen Revolution (33–43, Übersetzung 43–55), Napoleons und der bourbonischen Restauration, jeweils aus der Sicht der 1840er-Jahre, also fünfzig bis dreißig Jahre nach den Ereignissen. Hier unterstreicht Venedey jedes Mal die eigenständigen Positionen des Südens gegenüber der Politik von Paris. Zeitlich nahe an der Gegenwart der Aufzeichnung ist schließlich die Darstellung der Julirevolution und ihrer Folgen in Toulouse und dem Languedoc (76–92, Übersetzung 93–112). Auch hier zeichnet Venedey detailliert die Positionen der Abgrenzung des Languedoc gegenüber dem Zentrum und der Pariser Politik, die sich in Toulouse nicht zuletzt in den lokalen Aufständen des Juli 1841 manifestieren; »die Aufregung hatte den Geist der »Capitouls« wieder recht ins Leben gerufen« (89). Am flüssigsten liest sich Venedeys eigentliche Beschreibung seines Toulouse-Aufenthalts im Juni 1845 mit der Anreise von Carcassonne und dem Besuch der Académie des Jeux floraux und einer Opernaufführung (113–136, Übersetzung mit zahlreichen Erläuterungen 136–163).



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Diese Neuedition und Übersetzung von Venedeys Text ist ein Beispiel für die Praxis einer Kollektivübersetzung, wie sie aus dem entsprechenden Studienprogramm der Toulouser Germanistik hervorgegangen ist; die Übersetzung des Textes stammt von einer Anzahl von Studierenden am Ende ihres Studiums oder kurz danach. Für an Fragen der Translationswissenschaft Interessierte gibt es daher am Ende der Abschnitte auch jeweils eine kurze Selbstreflexion zu den gewählten Lösungen der Übersetzung, zum Beispiel »Le jugement au détour d'une métaphore« (112) oder »La traduction d'un proverbe« (157). Wie nicht anders zu erwarten, ist die Übersetzung vorbildlich; beim Abdruck der Textgrundlage gibt es nur wenige Editionsfehler (natürlich ist die Anzahl der Demokraten »ein kleines Häufchen«, nicht »Häuschen«, 86; »Ohrenlust« statt »Ohrenluft«, 124; einige Fehler in der Silbentrennung). Eine Bibliografie der aktuellen Sekundärliteratur erleichtert den Zugang zum Werk Venedeys.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Jens-Christian Wagner, Sybille Steinbacher (Hg.),
Rechter Geschichtsrevisionismus in Deutschland.
Formen, Felder, Ideologie, Göttingen (Wallstein)
2025, 205 S., 4 farb. Abb. (Dachauer Symposien zur
Zeitgeschichte, 22), ISBN 978-3-8353-5841-6, EUR
20,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
François Danckaert, Müllheim

Ce livre réunit principalement les textes des interventions de l'édition 2023 du »Dachauer Symposium zur Zeitgeschichte«. Le terme de »révisionnisme historique«, choisi pour le titre de l'ouvrage¹ et retenu pour celui de plus de la moitié des contributions, peut sembler discutable, mais il présente l'avantage de désigner clairement son objet, qui va bien au-delà de ce qu'il convient d'appeler en France le négationnisme: les réécritures falsificatrices de l'holocauste, mais aussi celles de l'histoire du Troisième Reich et de la Seconde Guerre mondiale, tout comme les critiques radicales de la politique mémorielle en Allemagne et du rapport des Allemands à cette partie de leur passé. Certains auteurs y recourent même pour désigner aussi le traitement révisionniste de l'Empire allemand et du colonialisme ainsi que de la RDA.

Si les aspects actuels ou récents sont très présents, l'histoire du révisionnisme en Allemagne est loin d'être négligée et deux auteurs adoptent même principalement une approche historique. Le survol de Jens-Christian Wagner² dégage en particulier d'une part l'importance de la propagande nationale-socialiste comme origine et dans l'argumentaire du discours révisionniste et d'autre part celle qu'y revêt la victimisation de l'Allemagne et des Allemands. Analysant essentiellement des déclarations d'un cadre de l'Alternative für Deutschland (AfD) de Thuringe, il décèle en outre dans le révisionnisme à l'Est de l'Allemagne, des traces du discours mémoriel officiel en RDA. Maik Tändler³ passe en revue les auteurs révisionnistes du début des années 1950 au début des années 1990, qu'il s'agisse des plus falsificateurs ou des historiens de formation ayant prôné un rejet radical de la

¹ Associé à l'adjectif allemand *rechts* (de droite, très à droite, mais aussi, et en particulier ici, de la droite radicale, d'extrême droite).

² »Zwischen Schuldabwehr, Schuldumkehr und Instrumentalisierung. Rechter Geschichtsrevisionismus in Deutschland«, 15–38. J.-C. Wagner évoque certaines difficultés liées au concept de »révisionnisme historique« et se résout à y recourir, cédant à l'usage qui s'est selon lui généralisé dans les médias et la recherche en Allemagne.

³ »Nationalmasochismus« und »jüdisches Privileg«. Zur alt- und neurechten Abwehr der Vergangenheitsbewältigung und ihrer postkolonialen Anverwandlung«, 149–178.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

politique mémorielle en Allemagne, mais sans oublier Armin Mohler. Il consacre la fin de son article non pas au révisionnisme d'extrême droite ces trente dernières années, mais à A. Dirk Moses, constatant la proximité d'une partie de ses thèses (vouées à la dénonciation des crimes du colonialisme) avec les argumentations révisionnistes et dénonçant sa contribution à leur acceptation croissante en Allemagne.

Les contributions de Markus Linden et de Volker Weiß abordent le révisionnisme de l'AfD et de la Nouvelle droite identitaire incarnée en particulier par Götz Kubitschek. Après quelques références à des déclarations majeures de représentants de l'AfD, Markus Linden⁴ présente, à des fins de comparaison, les publications d'Armin Mohler. Dépeignant ensuite les recours de l'AfD à un »révisionnisme classique«, il évoque principalement des personnalités relativisant ou niant les responsabilités allemandes dans les origines de la Seconde Guerre mondiale, puis il met en avant un »nouveau révisionnisme historique de l'AfD«, renvoyant surtout au parallélisme qu'établit le parti entre la réalité politique allemande actuelle d'une part et le Troisième Reich ainsi que le régime de la RDA d'autre part. Volker Weiß⁵ analyse le discours introductif de Götz Kubitschek lors de l'université d'été de l'Institut für Staatsgeschichte (IfS) en septembre 2023. Pour l'historien, ce discours, essentiellement consacré à la politique mémorielle en Allemagne, reprend les principales positions adoptées par l'extrême droite en la matière depuis la fin des années 1960 et par l'AfD avant tout.

Deux contributions portent plus particulièrement sur la diffusion médiatique du révisionnisme. Maik Fielitz et Hendrik Bitzmann⁶ ont analysé le traitement principalement quantitatif de sujets révisionnistes (le Troisième Reich, mais aussi la RDA, l'Empire allemand et le colonialisme) par cinq »médias alternatifs« d'extrême droite sur leur site principal de janvier 2021 à septembre 2023. Contrairement à leurs attentes, ils ont constaté que, sur le plan quantitatif, à une exception près, ce traitement était marginal. Justus H. Ulbricht⁷ traite principalement des maisons d'édition et de la presse d'extrême droite paraissant encore sur papier. Il évoque les interactions entre de nombreux acteurs, se situant du national-conservatisme à la droite la plus extrême, et voit dans ces interactions une similitude avec l'Empire allemand et la république de Weimar. Il s'attarde d'une part sur la série »Exil«,

⁴ »Der Geschichtsrevisionismus der AfD. Akteure, Organe, Inhalte«, 91–105.

⁵ »»Lasst uns Krieg führen!« Die Kampagne der extremen Rechten gegen die kritische Auseinandersetzung mit der NS-Vergangenheit«, 71–90.

⁶ »Digitale Parallelwelten. Revisionen von Vergangenheit und Gegenwart durch rechte Alternativmedien«, 106–121.

⁷ »Ressentiment-Medien, »Metapolitik« und die Eroberung der Köpfe via Lektüre. Blicke nach Schnellroda und in andere Verlage der »Neuen Rechten«, 122–145.

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:

[10.11588/frrec.2026.1.115164](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115164)

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris | publiée par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

publiée à Dresde par la Kulturhaus Löschwitz, et d'autre part sur Götz Kubitschek, l'IfS et la maison d'édition Verlag Antaios.

Certains auteurs traitent enfin de sujets qui ne sont pas abordés traditionnellement par la recherche sur le révisionnisme. C'est tout d'abord le cas, forcément, de Fabian Virchow⁸, qui évoque les milieux d'opposition à la politique sanitaire du gouvernement allemand lors de la pandémie de Covid-19. Il les présente globalement, s'attarde sur leur adhésion à des récits complotistes en général et antisémites en particulier, puis distingue trois schémas de pensées révisionnistes: l'établissement d'un parallélisme entre le gouvernement et le régime nazi, l'assimilation des mesures sanitaires et surtout du vaccin aux persécutions et à l'extermination des Juifs et enfin la tendance à se comparer aux résistants au national-socialisme. Traitant du terrorisme d'extrême droite, Imanuel Baumann⁹ renvoie aux attentats antisémites et/ou motivés par des objectifs »révisionnistes« et s'intéresse surtout, au-delà du lien au national-socialisme, à la question de la continuité du terrorisme d'extrême droite depuis la république de Weimar. Quant à Sophie Schönberger¹⁰, elle fait apparaître dans sa présentation générale des »citoyens du Reich« (*Reichsbürger*) son aspect fondamentalement »révisionniste«, le dénominateur commun de cette mouvance étant précisément de postuler la continuité de l'existence de l'Empire allemand, principalement tel qu'il a été fondé par Bismarck ou à Weimar.

Dans leur introduction, Jens-Christian Wagner et Sybille Steinbacher ont souligné l'actualité du sujet de l'ouvrage, à la fois lors du symposium à l'automne 2023 et lors de son achèvement fin 2024. En ce début d'année 2026, ils citeraient certainement le résultat qu'a obtenu l'AfD aux élections au Bundestag de février 2025 et peut-être aussi la hauteur inédite de ceux qu'elle pourrait obtenir, selon les instituts de sondage, aux élections de parlements des Länder en 2026, en particulier dans le Mecklembourg-Poméranie-occidentale et en Saxe-Anhalt.

19.–21. Jahrhundert – Histoire contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115164](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115164)

Seite | page 3

⁸ »Covid-19 und die Folgen. Drei Formen des Geschichtsrevisionismus im Milieu der Pandemieeugnung«, 41–53.

⁹ »Rechtsterrorismus als gewaltförmiger Geschichtsrevisionismus. Motive und Traditionen der Zerstörung von Geschichte und Gedenken im Kontext rechter Gewalt«, 54–68.

¹⁰ »Geschichtsrevisionismus als Rechtsrevisionismus. Die historischen und juristischen Imaginationen der Reichsbürgerwelt«, 179–197.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Thomas Wagner, Abenteuer der Moderne.
Die großen Jahre der Soziologie 1949–1969,
Stuttgart (Klett-Cotta) 2025, 330 S., 2 Abb., ISBN
978-3-608-98705-8, EUR 28,00.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par
Lilia Endter, Philadelphia, PA

Thomas Wagner's book is not a history of sociology in the traditional disciplinary sense. Rather than reconstructing the internal development of theories or schools, it traces how sociological analysis and language came to function as a privileged medium through which modernity was articulated in West Germany during the first two decades after 1945. Across fifteen chapters, including a prologue and an epilogue, the book develops its narrative through carefully chosen scenes that foreground lived intellectual experience as much as formal theoretical debate.

From early on, Wagner makes clear that the central analytical pairing of the book is Theodor W. Adorno and Arnold Gehlen. Their juxtaposition is not intended as a contrast between mutually exclusive positions, but as a way of illuminating how divergent political orientations nonetheless converged around a shared sociological problematic. Both thinkers occupy pivotal positions in Wagner's reconstruction of postwar discourse, and their relation to one another structures much of the book's argument.

A recurring theme is the remarkable continuity of academic institutions after 1945, including the persistence of personnel shaped by the Nazi period. Against expectations of radical rupture, Wagner shows how, on a personal and professional level, left-leaning and conservative thinkers were often able to coexist, collaborate, and maintain cordial relations. This coexistence is not treated as a moral anomaly but as an index of the broader postwar condition, in which ideological boundaries were blurred by the pressures of reconstruction.

One of the book's most striking observations concerns the unexpected affinities between left-leaning and conservative thinkers. Again and again, Wagner returns to the fact that figures such as Wolfgang Harich from the GDR, a very young Jürgen Habermas still deeply engaged in Marxology (57–58), and even Bertolt Brecht (169–171) could, at specific moments, find more theoretical proximity to Gehlen than to Adorno. This is not presented as a biographical curiosity, but as a structurally significant pattern. Its conceptual core lies in the centrality of activity in Gehlen's theory of the human (29), which emphasizes action and the necessity of institutions for stabilizing individual and social life. Wagner convincingly suggests that this emphasis could resonate with Hegelian and Marxian motifs of labor and social mediation, even across sharp political divides.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

At the same time, these observations raise tensions that the book does not fully resolve. Under the broad rubric of modernity, left and right sometimes appear so closely interwoven that ideological distinctions risk being levelled. One occasionally wishes for a stronger theoretical throughline that would take a clearer position on the political stakes of these proximities. Yet this levelling effect can also be read productively. Read in a generous light, the book's form itself can be understood as reflecting the ideology-fatigue characteristic of postwar German public discourse which the book itself thematizes (145). Rather than imposing a totalizing framework, Wagner allows contradictions and ambiguities to stand, capturing a historical moment in which grand ideological syntheses had lost much of their credibility.

The contrast between Adorno and Gehlen is particularly instructive in this regard. For Adorno, sociology appears as a form of critical social theory oriented toward emancipation and a working-through of the Nazi past. For Gehlen, by contrast, sociology functions as a handmaiden to administration, tasked with stabilizing political institutions and managing social complexity (27). Despite this fundamental divergence, both thinkers assess the dangers of modern society in terms of an erosion of the subject (246). The proximity of this diagnosis to Gehlen's concerns complicates any simple opposition between critical and conservative sociology and helps explain why both could operate within a shared sociological language.

Methodologically, the book distinguishes itself through its extensive use of private correspondence, biographical detail, and accounts of public cultural events. Discussions of everyday practices, such as Adorno's and Gehlen's media consumption and television viewing habits (181–183), are not treated as anecdotal curiosities. Rather, they illuminate how sociological sensibilities were embedded in daily life and mediated through emerging forms of mass culture. The emphasis on such material makes the book accessible without sacrificing analytical depth and supports a compelling diagnosis of postwar academic and public self-understanding.

If the book has a silent key figure, it is Gehlen. Although he is not always explicitly foregrounded, the epilogue traces his influence on both left intellectual traditions and contemporary right-wing rhetoric in public discourse. Wagner argues that Gehlen's concepts often reappear implicitly, forming foundational elements in theories that distance themselves from his conservatism while nonetheless retaining key anthropological and institutional assumptions (268). This final gesture gives the book contemporary resonance and underscores its broader significance.

Overall, Wagner offers a nuanced and intellectually generous account of how sociology came to function as a central language of modernity in postwar Germany. By foregrounding lived intellectual practices, unexpected affinities, and institutional continuities, the book challenges rigid narratives of rupture and ideological



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

polarization. Its greatest strength lies in showing that sociology's postwar authority did not derive from theoretical consensus or moral clarity, but from its capacity to articulate ambivalence in a society marked by the search for new forms of self-understanding.

19.–21. Jahrhundert – Histoire
contemporaine

DOI:
[10.11588/frrec.2026.1.115165](https://doi.org/10.11588/frrec.2026.1.115165)

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris |
publiée par l'Institut historique
allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)